



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Septembre 2019

LES ÉTATS-UNIS DIVISÉS

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE À L'ÉPREUVE DE LA PRÉSIDENTE TRUMP

Frédéric Gagnon, Frédéric Heurtebize
et Maud Quessard (dir.)

ÉTUDE – n° 68





LES ÉTATS-UNIS DIVISÉS

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE À L'ÉPREUVE DE LA PRÉSIDENTE TRUMP

**Frédéric Gagnon, Frédéric Heurtebize
et Maud Quessard (dir.)**

Pour citer cette étude

Frédéric Gagnon, Frédéric Heurtebize et Maud Quessard (dir.), *Les États-Unis divisés : la démocratie américaine à l'épreuve de la présidence Trump*, Étude n° 68, IRSEM, septembre 2019.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-152698-3

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

67. *Le Financement chinois dans le secteur des transports en Afrique : un risque maîtrisé*
Juliette GENEVAZ et Denis TULL
66. *L'Expérience militaire dans les médias (2008-2018). Une diversification des formes de récits*
Bénédicte CHÉRON
65. *MCO 4.0. Le potentiel des technologies de l'industrie 4.0 appliquées au maintien en condition opérationnelle (MCO) des équipements de défense*
Josselin DROFF, ICA Benoît RADEMACHER
64. *Impact des nouveaux modèles économiques industriels sur les équipements des armées*
Dr Antoine PIETRI, ICA Benoît RADEMACHER
63. *Le Rôle des armées dans la fonction « intégration » de l'État*
Barbara JANKOWSKI
62. *Le Gazoduc Nord Stream 2. Enjeux politiques et stratégiques*
Céline MARANGÉ, Angélique PALLE et Sami RAMDANI
61. *Améliorer la résilience psychologique des combattants et de leurs familles. Pour une prévention permettant de limiter l'impact psychologique d'un traumatisme et/ou de faciliter le rétablissement*
LCL Arnaud PLANIOL
60. *L'Activité de renseignement des groupes jihadistes*
COL Olivier PASSOT
59. *France and Poland Facing the Evolution of the Security Environment*
Barbara JANKOWSKI and Amélie ZIMA (eds.)

ÉQUIPE

Directeur

Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

Directeur scientifique

Jean-Vincent HOLEINDRE

Secrétaire général

CRG1 (2S) Étienne VUILLERMET

Chef du soutien à la recherche

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est un organisme extérieur de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Composé d'une quarantaine de personnes, civiles et militaires, sa mission principale est de renforcer la recherche française sur les questions de défense et de sécurité.

L'équipe de recherche est répartie en cinq domaines :

- Questions régionales Nord, qui traite de l'Europe, des États-Unis, de la Russie et de l'espace post-soviétique, de la Chine, du Japon et de la péninsule coréenne.

- Questions régionales Sud, qui traite de l'Afrique, du Moyen-Orient, du Golfe, du sous-continent indien, de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique.

- Armement et économie de défense, qui s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et aux questions stratégiques résultant des développements technologiques.

- Défense et société, qui examine le lien armées-nation, l'attitude de l'opinion publique vis-à-vis des questions de défense, et la sociologie de la violence, de la guerre et des forces armées.

- Pensée stratégique, qui étudie la conduite des conflits armés à tous les niveaux (stratégique, opératif, tactique).

En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique), l'IRSEM favorise l'émergence d'une nouvelle génération de chercheurs (la « relève stratégique ») en encadrant des doctorants dans un séminaire mensuel et en octroyant des allocations doctorales et postdoctorales. Les chercheurs de l'Institut contribuent aussi à l'enseignement militaire supérieur et, au travers de leurs publications, leur participation à des colloques et leur présence dans les médias, au débat public sur les questions de défense et de sécurité.

AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
TRUMP : L'IMPOSSIBLE AVÈNEMENT DE LA NORMALITÉ ? RÉFLEXIONS SUR LA PRÉSIDENTE AMÉRICAINE	15
François Vergniolle de Chantal	
Résumé	15
Introduction	15
L'épuisement de la présidence moderne ?	17
Trump et le Congrès : l'épreuve de force	19
La polarisation de la présidence	26
Conclusion	28
LE PARTI DÉMOCRATE À L'HEURE DE TRUMP : APRÈS LA RECONSTRUCTION, UN AVENIR INCERTAIN, MAIS PROMETTEUR.....	31
Christophe Cloutier-Roy	
Résumé	31
Introduction	31
Crise et occasion : le Parti démocrate de 2016 à 2018	33
Des élections de mi-mandat prolifiques pour les démocrates.....	36
Au-delà des résultats, que retenir de 2018 ?.....	40
Conclusion : au-delà de 2020, assistera-t-on à l'émergence d'une majorité démocrate à l'échelle des États-Unis ?	44
DONALD TRUMP'S PRESIDENCY: EROSION OF NORMS AND LOSS OF LEADERSHIP	47
Anne Deysine	
Abstract	47
Introduction	47
The attack on both written and unwritten norms	48
Loss of leadership and soft power.....	55
Soft power and bad example.....	60
Conclusion: the decline of Western values.....	62
TRUMP'S JUDGES AND THE THREAT TO DEMOCRACY	65
Caroline Fredrickson	
Abstract.....	65
Introduction	65
Process Failures	68

Impact on the Law	71
Conclusion : Where does this leave us?.....	73
L'ÉLECTORAT LATINO-AMÉRICAIN AU-DELÀ DU « GÉANT DORMANT » : DÉCONSTRUIRE LE MYTHE DU GROUPE UNI-IDENTITAIRE ET APOLITIQUE.....	75
Andréanne Bissonnette	
Résumé	75
Introduction	75
Un électorat latino-américain ? Le mythe du bloc uni et démocrate	77
Entraves au droit de vote et facteurs de mobilisation politique	83
Vers 2020, les défis des partis et les obstacles qui persistent.....	89
LE POPULISME RELIGIEUX DE L'ADMINISTRATION TRUMP.....	95
Marie Gayte	
Résumé	95
Introduction.....	95
Des promesses électorales enfin tenues.....	97
La religion comme outil de mobilisation électorale des partis politiques de droite en Europe et aux États-Unis.....	101
Les États-Unis dans les années 2010, une décennie propice au populisme religieux de Donald Trump.....	103
Donald Trump, la dimension religieuse du populisme et l'exception américaine	107
Conclusion	116
THE OTHER SLEEPING GIANT: THE (NON-)VOTE OF THE RELIGIOUSLY UNAFFILIATED	119
Lauric Henneton	
Abstract.....	119
Introduction.....	119
The end of white Christian America?	120
A misleadingly simple label.....	123
Generational replacement deferred.....	126
Conclusion: Reaching out to the Nones (or die trying).....	129
BIOGRAPHIES DES AUTEURS	133

INTRODUCTION

À un an des élections américaines de 2020, cette étude bilingue et interdisciplinaire a pour vocation d'apporter un éclairage sur l'impact de trois années de présidence Trump sur les déterminants intérieurs de la puissance américaine. Si le président Trump ne cite guère Abraham Lincoln, le portrait que dressait ce dernier de l'Amérique peu avant son élection dans son célèbre discours au Congrès sur « la Maison divisée¹ » résonne aujourd'hui comme une mise en garde aux responsables politiques américains de 2019, déjà dans la course aux élections de 2020.

En 2016, Donald Trump a gagné l'élection présidentielle en exploitant notamment la colère des électeurs et en exacerbant les lignes de fracture qui traversent la société américaine : entre conservateurs religieux et progressistes engagés dans la *culture war*, entre l'Amérique des côtes et la *Middle America*, entre les classes aisées et les moins fortunés ou encore entre l'Amérique des villes et l'Amérique rurale. La société américaine apparaît encore plus morcelée aujourd'hui, notamment parce que Trump a cherché à rompre avec des valeurs universelles qui distinguaient jusqu'alors les États-Unis et nourrissaient le sentiment exceptionnaliste auquel les républicains, à l'image de Ronald Reagan naguère, sont traditionnellement attachés. Parmi ces traits remarquables, le multiculturalisme, l'ouverture à l'immigration, la tolérance vis-à-vis des étrangers sur la scène intérieure, la célébration de la prospérité illustraient le mythe ou la réalité du rêve américain pour tous. Sur le plan international, la création d'un ordre libéral fondé sur l'ouverture des marchés, des règles communes (*rules-based order*), la promotion de la démocratie et des droits de l'homme plaçaient les États-Unis à part ; après la Seconde Guerre mondiale, malgré une domination écrasante dans les domaines militaire, économique et technologique, Washington s'était gardé d'imposer sa puissance pour, au

1. Célèbre discours au Congrès sur « la Maison divisée », dans lequel Lincoln paraphrasait le Nouveau Testament « *a house divided against itself cannot stand* ».

contraire, devenir un hégémon bienveillant pourvoyeur de biens publics bénéficiant, si ce n'est à tous, du moins au plus grand nombre².

Depuis son entrée en fonction, Donald Trump a montré un tout autre visage. Les politiques dures menées par l'administration républicaine sur les questions d'immigration – projet de mur à la frontière mexicaine, *travel ban*, internement des migrants dans des camps avec, parfois, la séparation des familles – ont nui à l'image des États-Unis dans le monde. Ce changement incite les étudiants étrangers diplômés des grandes universités à retourner dans leur pays d'origine, opérant ainsi un *brain drain* inversé, au lieu de contribuer, comme par le passé, à la création de richesse aux États-Unis. Le *soft power* américain, ingrédient essentiel de l'influence de Washington dans le monde, est donc ébranlé par certaines politiques de Trump. Il en résulte peut-être une fragilisation de la puissance américaine, alors même que les États-Unis sont de plus en plus perçus comme « une puissance en transition » face à la réémergence de la Chine et de la Russie. Dès lors, l'Amérique en crise, divisée socialement et politiquement sur la scène intérieure, serait-elle devenue le fossoyeur de sa propre puissance sur le plan international ?

Les auteurs de cette étude proposent quelques clés pour répondre à cette question. Ils examinent plusieurs des divisions qui marquent la société américaine à l'heure de Trump, en concentrant leur attention sur le rôle de l'exécutif et l'évolution des divisions partisans, la place des contre-pouvoirs (*checks and balances*) et l'avenir des institutions démocratiques, les évolutions de la société civile, et le rôle de ses différents acteurs dans les débats politiques, qu'il s'agisse des pouvoirs institués (exécutif, Congrès, système judiciaire) ou des acteurs non institutionnels (partis démocrate et républicain, lobbies, opinion publique, minorités ethniques et groupes religieux).

2. Sur cette ligne d'interprétation, voir notamment G. John Ikenberry, *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis and Transformation of the American World Order*, Princeton University Press, 2011.

Cette étude s'intéresse ainsi à plusieurs thèmes : Quel est l'effet des divisions sociales et de la polarisation de l'électorat américain sur la présidence de Trump ? Où en sont les deux grands partis politiques, eux-mêmes aux prises avec leurs propres divisions internes, entre progressistes et centristes du côté démocrate, et trumpistes et sceptiques de Trump du côté républicain ? Où en est d'ailleurs la « trumpisation » du Parti républicain ? Quelles lignes les partis adoptent-ils après les *midterms* de 2018 et en vue de l'élection présidentielle de 2020 ? Quelles sont leurs stratégies pour rejoindre les divers segments de l'électorat, dont l'électorat latino-américain, les conservateurs moraux charmés par le populisme religieux de Trump, ou encore les électeurs éloignés de la religion ? De façon plus générale, quel est l'effet des contre-pouvoirs institutionnels sur la présidence Trump, dont le pouvoir judiciaire, le Congrès et la bureaucratie ? Après avoir affirmé le contre-pouvoir du judiciaire en s'opposant aux ordonnances présidentielles concernant les *travel bans*, les juges fédéraux, ceux de la Cour suprême surtout, seront-ils tentés d'appuyer ou de rejeter les prochaines décisions de Trump qui semblent contredire la Constitution des États-Unis ? Par son pouvoir de nomination de ces juges, jusqu'où Trump peut-il influencer les futures décisions judiciaires ?

Les contributions réunies dans cette étude sont issues d'un colloque international organisé par l'IRSEM et la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), à l'École militaire, les 17 et 18 octobre 2018³ ; elles empruntent leurs outils d'analyse aussi bien à l'histoire qu'aux sciences politiques, au droit ou à la civilisation afin de proposer un ensemble de pistes d'interprétation et une vision prospective des enjeux intérieurs à l'horizon 2020.

3. Colloque international, « Les États-Unis : une puissance en transition ? L'Amérique de Trump et les enjeux stratégiques américains pour 2020 », École militaire, 17 et 18 octobre 2018. Les contributions traitant uniquement de la politique étrangère de Trump sont réunies dans un ouvrage à paraître : Maud Quessard, Frédéric Heurtebize and Frédéric Gagnon (eds.), *Alliances and Power Politics in the Trump Era: America in Retreat?*, New York, Palgrave Macmillan, 2020.

Dans sa contribution, François de Chantal apporte un éclairage important sur l'évolution récente de l'institution présidentielle et, plus largement, du pouvoir exécutif. Au-delà du style de Trump et des politiques mises en œuvre, ce chapitre analyse sa présidence comme l'aboutissement d'un processus paradoxal : d'un côté, en raison de la polarisation du Congrès, l'affaiblissement du pouvoir présidentiel qui, depuis Franklin Roosevelt dans les années 1930, définissait et assurait la mise en œuvre des programmes de réformes ; de l'autre, son renforcement via un recours accru aux ordonnances et autres procédures administratives passant outre la voie législative. D'où l'épuisement de l'institution telle qu'elle a été envisagée par les Pères fondateurs.

Le chapitre de Christophe Cloutier-Roy est consacré au Parti démocrate et aux leçons des résultats des élections de mi-mandat. Il examine la place et l'influence grandissante des femmes au sein du parti et dresse la cartographie des futurs *battle states* en vue des élections de 2020.

Anne Deysine et Caroline Fredrickson se penchent quant à elles sur les graves entorses à la Constitution, aux règlements, ainsi qu'aux traditions et règles non écrites qui ont présidé jusqu'alors au fonctionnement des institutions. Pour ces deux auteurs, les menaces que ces développements font peser sur la démocratie américaine et sur l'image des États-Unis dans le monde sont lourdes. Elles constituent le pendant intérieur aux entorses commises par l'administration sur la scène extérieure à l'endroit des traités et accords internationaux mais aussi de l'étiquette diplomatique.

Les chapitres d'Andréanne Bissonnette et de Lauric Henneton se concentrent sur deux minorités connaissant une importante croissance démographique mais dont l'influence lors des scrutins demeure limitée – d'où leur surnom de « géant endormi » (*sleeping giant*). Andréanne Bissonnette consacre sa contribution aux Latinos, qui constituent désormais la plus importante minorité ethnoculturelle des États-Unis. L'auteur montre que celle-ci n'est pas un groupe monolithique acquis, comme on l'a longtemps estimé, au Parti démocrate. Les particularités de chaque

sous-groupe selon sa religion et son origine géographique, les différences sociales et les sensibilités individuelles peuvent « influencer le comportement électoral et politique ». Lauric Henneton analyse quant à lui le poids démographique et politique des *nones* (*religiously non-affiliated*). Alors que la pratique religieuse est en baisse, que le poids démographique des Évangéliques diminue, les *nones*, contrairement à ces derniers, ne parviennent pas à traduire leur importance grandissante dans les urnes. En 2020, la réserve de voix qu'ils constituent, pourrait – et même devrait – susciter l'intérêt des deux partis, notamment dans les États pivots.

Enfin, Marie Gayte examine les ressorts du soutien qu'ont apporté les chrétiens blancs à la candidature de Donald Trump, en dépit du style et de la moralité personnelle de ce dernier. Au-delà des promesses faites aux électeurs religieux conservateurs, promesses tenues au-delà de toutes espérances, Trump semble avoir su capter le sentiment éprouvé par nombre de chrétiens blancs d'une marginalisation dans la société et de menaces graves pesant sur les valeurs chrétiennes.

À un an des élections présidentielles de 2020, les thèmes abordés dans cette étude sont donc d'une actualité brûlante. En effet, pour remporter un deuxième mandat, Trump devra pouvoir compter sur l'appui des chrétiens blancs tandis que les démocrates souhaitent une mobilisation accrue des Latinos et des *nones*. L'interaction entre les principales institutions politiques américaines, dont la présidence, le Congrès et les cours fédérales, affectera en outre les politiques publiques sur les grands enjeux sur lesquels Trump et les démocrates entendent faire campagne en 2020, le mur américano-mexicain et l'immigration dans le cas du président, la santé et le contrôle des armes à feu pour les démocrates. Ceci étant, si les trois premières années du président Trump sont garantes de l'avenir, on peut déjà prévoir à quoi pourraient ressembler les derniers mois de son premier mandat. Débutant sa campagne électorale en reprochant au Parti démocrate d'épouser le socialisme et le communisme, en accusant les médias de mentir continuellement à son sujet, et en recourant aux insultes personnelles pour discréditer

ses potentiels adversaires, Trump ne semble pas vouloir changer de style ni d'approche. Tout porte donc à croire qu'il continuera à alimenter plutôt qu'à atténuer les nombreuses divisions abordées dans cette étude, et pour quatre années de plus s'il est réélu en 2020.

FRÉDÉRIK GAGNON,
FRÉDÉRIC HEURTEBIZE,
MAUD QUESSARD

TRUMP : L'IMPOSSIBLE AVÈNEMENT DE LA NORMALITÉ ? RÉFLEXIONS SUR LA PRÉSIDENTENCE AMÉRICAINE

François Vergniolle de Chantal

Professeur (Université Paris Diderot)

RÉSUMÉ

Si l'administration Trump n'a rien d'une aberration dans la mesure où elle s'inscrit dans des tendances lourdes de la vie politique américaine contemporaine (médiatisation, financement, passivité électorale, entre autres), elle traduit aussi les mutations de la présidence contemporaine qui, comme l'écrivait Stephen Skowronek, s'apparente à une institution « épuisée » (*exhausted*). Dans le cadre d'un système politique polarisé, la présidence « moderne » héritée du *New Deal* semble perdre aussi bien en puissance de mobilisation qu'en capacité de gouvernement. Le recours systématique de Trump à la tactique administrative, tout comme sa faible popularité auprès de l'opinion publique en sont les illustrations les plus évidentes. De ce point de vue, Trump est d'abord et avant tout un symptôme, celui d'un système politique où les idéaux madisoniens sont soumis à rude épreuve.

INTRODUCTION

Les opposants à Donald Trump plaçaient un espoir quasi providentiel dans le rapport Mueller, suite à l'enquête engagée par le procureur indépendant en 2017, quelques mois après l'élection présidentielle, sur fond de scandales divers et variés. Rendues publiques au printemps 2019, les principales conclusions du rapport Mueller les en ont privés. Pourtant, elles ont été autant de bonnes nouvelles pour la démocratie américaine : aucune preuve d'une quelconque conspiration entre l'équipe de campagne de

Trump en 2016 et la Russie n'a été établie. Elles l'ont été aussi pour l'administration Trump : une redoutable épée de Damoclès disparaissait ainsi, permettant aussi aux républicains d'envisager l'échéance de 2020 plus sereinement. La perspective d'une destitution (*impeachment*), qui n'a jamais été véritablement envisagée par les responsables démocrates au Congrès, est désormais de l'ordre de la politique-fiction. Doit-on en déduire que la présidence Trump est sur la voie de la « normalisation » ? Cet épisode change-t-il quoi que ce soit à cette « présidence du chaos¹ » qui défie toutes les lois de la gravité politique ? Serait-ce le signe que la présidence Trump a, somme toute, toujours été « normale » ?

On pourrait sans doute argumenter que cette présidence a été « normale » dès le départ, dans la mesure où l'on peut rétrospectivement y voir l'aboutissement de tendances profondes de la vie politique contemporaine : polarisation partisane, frénésie médiatique, omniprésence de l'argent privé, leaders charismatiques mobilisant leur faction dans un contexte de passivité électorale généralisée – tous ces éléments caractéristiques de la vie politique américaine contemporaine étaient peu ou prou présents dès le début des années soixante-dix. Mais Trump les a sans conteste aggravés en faisant exploser bien des normes de la démocratie américaine avec ses déclarations à l'emporte-pièce, tout particulièrement sur Twitter, mais aussi par son peu de respect pour les principes constitutionnels les plus établis. Son absence totale d'expérience politique et/ou militaire semble se traduire par un mépris souverain pour les institutions du pays et pour la presse, désignée comme « ennemie du peuple² ». Cette rhétorique, qui était jusqu'alors marginale dans l'histoire politique récente (par

1. Vincent Michelot, « Donald Trump ou la présidence du chaos », *La Revue Tocqueville*, 39:1, 2018. Pour une première analyse, voir le n° 31 de la revue *Politique américaine*, 2018, avec un dossier sur la gouvernance Trump, et Michael Nelson, *Trump's First Year*, University of Virginia's Press, Miller Center Studies on the Presidency, 2018.

2. Pour un résumé récent : Michael M. Grynbaum, Eileen Sullivan, « Trump Attacks the Times, in a Week of Unease for the American Press », *The New York Times*, 20 février 2019 : <https://www.nytimes.com/2019/02/20/us/politics/new-york-times-trump.html> (consulté en avril 2019).

exemple avec George Wallace dans les années soixante), est maintenant susceptible de devenir incontournable dans le débat public : loin de se cantonner à la sphère discursive, la rhétorique présidentielle contient une puissante dimension de légitimation morale.

L'ÉPUISEMENT DE LA PRÉSIDENTIE MODERNE ?

De ce point de vue, on ne saurait dire que Trump soit en passe d'être normalisé. Rien, pas même les conclusions du rapport Mueller, ne semble pouvoir rendre Trump moins « trumpien ». Mais Trump n'est pas pour autant une totale aberration, ce qui condamnerait l'observateur à faire la simple chronique quasi quotidienne des frasques présidentielles jusqu'à la fin de son mandat. Il est ainsi possible d'identifier au moins trois lignes de lecture de la présidence Trump. Une lecture sociale et raciale, qui fait de Trump le « premier président blanc » de l'histoire du pays, pour reprendre le titre de l'article de Ta-Nehisi Coates dans *The Atlantic* ; une lecture politique et idéologique, qui confirme *a posteriori* le diagnostic de Samuel Tanenhaus en 2009 sur la « mort du conservatisme », remplacé par un populisme contestataire, opportuniste et sans identité³ ; et enfin, une lecture institutionnelle, qui sera l'objet de cet article, qui veut que la présidence Trump soit un test grandeur nature de la conception madisonienne de la constitution.

La présidence « moderne », celle née dans les années trente avec Franklin Roosevelt, a fait l'objet de plusieurs analyses de science politique. Ainsi en 1986, Theodore Lowi expliquait comment l'institution présidentielle était devenue plébiscitaire depuis le *New Deal* : le président, jouant de sa popularité auprès de l'opinion publique et faisant un recours massif aux médias (des *fireside chats* de FDR aux réseaux sociaux de nos jours),

3. L'article de Ta-Nehisi Coates est disponible en ligne : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2017/10/the-first-white-president-ta-nehisi-coates/537909/>, tout comme celui de Samuel Tanenhaus : <https://newrepublic.com/article/61721/conservatism-dead> (consultés en avril 2019).

cherche à imposer son programme au Congrès, en constituant le plus souvent des majorités *ad hoc*⁴. Ce schéma conditionne le rythme de la vie politique nationale à tel point que les succès d'un président se mesurent à sa capacité à domestiquer le Congrès et à faire adopter ses projets. Ce modèle a aussi servi de base à la pratique politique non seulement des présidents progressistes (de FDR à Obama en passant par Lyndon Johnson et Clinton) mais des présidents conservateurs (Nixon, Reagan et G. W. Bush). Le président est en effet le « réformateur en chef » qui dicte l'agenda national en mobilisant l'opinion.

Or ce modèle montre ses limites, au moins depuis le début des années 2000 et ce en dépit de la reconstruction de l'institution présidentielle sous la présidence Bush⁵. Il est en effet paradoxal de constater le décalage – grandissant – entre une présidence dotée de puissants moyens administratifs et bureaucratiques, d'une part, et la difficulté à faire adopter un quelconque programme législatif, d'autre part. Pour reprendre le titre d'un ouvrage classique traitant de la Cour suprême, il semble que la présidence contemporaine suscite des attentes qui sont largement supérieures à ses capacités d'action, créant ainsi de « vains espoirs⁶ ». Cela se vérifie aussi bien pour les présidences progressistes que conservatrices. À droite, G. W. Bush a certes réussi à mener sa politique étrangère avec un minimum d'interférences du Congrès, mais son bilan en politique intérieure a été nettement plus modeste, comme l'ont illustré ses échecs pour la privatisation de *Social Security* et la réforme de l'immigration. Quant à la gauche, la présidence Obama a montré à quel point l'idéal transformateur de Franklin Roosevelt ou de Lyndon Johnson

4. Theodore J. Lowi, *The Personal President. Power Invested. Promise Unfulfilled*, Cornell University Press, 1986. En complément, on lira *Presidential Government* de Benjamin Ginsburg, Yale University Press, 2016.

5. Andrew Rudalevige, *The New Imperial Presidency*, University of Michigan Press, 2007.

6. Gerald Rosenberg, *The Hollow Hope*, Chicago University Press, 2nd éd., 2008.

appartenait à l'Histoire⁷. Dans tous les cas, cette évolution est directement liée à la polarisation grandissante de la vie politique, qui, en éliminant les modérés au sein du Congrès, a entravé la marge de manœuvre législative du président. Déjà, Ted Lowi en 1986 montrait que le président américain, contraint par la multiplicité des contre-pouvoirs (*checks and balances*), s'apparentait au Magicien d'Oz de l'ouvrage éponyme de L. Frank Baum. Mais depuis lors, l'homogénéisation et la radicalisation des partis, tout particulièrement dans leur branche législative, n'a fait que complexifier l'équation pour le président, qui se trouve confronté à un mur législatif infranchissable en cas de « cohabitation » (*divided government*) et qui, dans les cas plus rares d'alignement partisan avec le Congrès (*unified government*), doit néanmoins composer avec un obstructionnisme viscéral de ses opposants, notamment au Sénat, où les procédures minoritaires abondent. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présidence Trump, celui d'une institution « épuisée », comme l'a analysé Stephen Skowronek⁸ car le modèle réformateur créé avec Franklin Roosevelt ne tient plus ses promesses dans le cadre de la polarisation contemporaine.

TRUMP ET LE CONGRÈS : L'ÉPREUVE DE FORCE

Lors de la campagne électorale de 2015-16, Trump s'était positionné comme un outsider qui rejetait les élites et promettait de « nettoyer le marigot washingtonien » (*clean the swamp*). Dès lors, il n'a pas été très surprenant qu'il décide d'installer un portrait d'Andrew Jackson⁹, l'autre outsider historique. Mais cette

7. François Vergniolle de Chantal, *L'Impossible Présidence impériale*, Éditions du CNRS, 2016, et *Obama's Fractured Legacies. The Politics and Policies of an Embattled Presidency*, Edinburgh University Press (à paraître en 2020).

8. Stephen Skowronek, « Twentieth-Century Remedies », *Boston Law Review*, vol. 94, 2014, p. 795-805.

9. En mars 2017, Trump se rendit à la propriété de Jackson, *The Hermitage*, dans le Tennessee, pour saluer le « président du peuple » et revendiquer son « populisme ». Mais la comparaison s'arrête là : à l'inverse de Trump, Jackson n'avait rien d'un héritier et avait par ailleurs une expérience militaire (ses faits d'armes étaient incontestables) et publique (il fut sénateur du Tennessee au

position rhétorique et politique, celle de la « répudiation » d'un ordre ancien dépeint comme corrompu et à bout de souffle, qui a valu immédiatement à Trump le label « populiste », ne peut avoir qu'un effet limité dans le contexte partisan actuel. On le sait, le pivot de la campagne vers la gouvernance est toujours extrêmement délicat, mais en 2016-17, il l'a été tout particulièrement étant donné les relations détestables de Trump avec les élites du Parti républicain, contre lesquelles il avait fait sa campagne des primaires.

À l'ouverture du 115^e Congrès (2015-17), Trump n'était aucunement en position de faire jouer la dynamique plébiscitaire de la présidence. Élu avec seulement 46 % des voix, Donald Trump enregistrait une popularité très faible pour un président entrant en fonction. Actuellement à 39 % selon Gallup, la popularité présidentielle n'était qu'à 45 % en janvier 2017¹⁰ : privé d'état de grâce, Trump était dès le départ handicapé dans son rapport avec le Congrès, pourtant à majorité républicaine. Et ce d'autant plus que, comme l'écrivait Richard Neustadt, dans son ouvrage de référence sur la présidence¹¹, les deux piliers constitutifs du pouvoir présidentiel, celui de « persuader », sont la « réputation professionnelle » et le « prestige public », deux facteurs qui sont largement absents dans le cas de Trump.

Tout ceci permet d'expliquer la minceur du bilan législatif du 115^e Congrès entre 2017 et 2019. Pour la première année du mandat de Trump, on pourrait même dire que la caractéristique commune aux réalisations législatives de 2017-18 est qu'elles n'avaient pas grand-chose à voir avec Trump. Si l'on reprend les dix propositions

début des années 1820). Il y a par ailleurs fort à parier que la politique fiscale et commerciale de Trump aurait déplu à *Old Hickory*, qui non seulement rejetait les élites de son temps, mais qui était partisan du libre-échange. Rappelons par ailleurs que Jackson fut le fondateur du Parti démocrate.

10. Le rapport Mueller lui-même n'a pas entraîné de rebond positif dans les sondages. Les 45 % d'opinions positives enregistrées en janvier 2017, lors de son entrée en fonction, n'ont jamais été dépassées. Les sondages sont accessibles en ligne : <https://news.gallup.com/poll/203198/presidential-approval-ratings-donald-trump.aspx> (consulté en avril 2019).

11. Richard E. Neustadt, *Presidential Power and the Modern Presidents* (1964), Free Press, 2nd éd. 1990.

législatives contenues dans son contrat avec les électeurs américains¹², deux seulement ont été débattues pendant la première année de Trump et seule la baisse des impôts a été adoptée (décembre 2017). Et si l'on considère que le test pour le programme législatif présidentiel est l'adoption de lois qui ne l'auraient pas été dans d'autres circonstances, alors la baisse d'impôts ne peut certainement pas être mise au crédit de Trump. Un président Rubio ou Bush n'aurait pas été très différent. Rien de ce qui a été voté ne l'aurait été sous un autre président républicain. Et au niveau de la politique étrangère, le bilan n'est pas très différent : les sanctions contre la Russie ont été adoptées malgré son opposition (août 2017). Le gouffre avec les réalisations d'Obama pendant le 111^e Congrès entre 2008 et 2010 est particulièrement frappant¹³. Cette minceur du bilan législatif de Trump est inédite pour un parti qui contrôlait tous les leviers du gouvernement : c'était clairement la volonté des majorités républicaines qui a primé et l'administration Trump qui a suivi. On pourrait même aller jusqu'à dire que l'alliance entre les républicains du Congrès a été plus de circonstance que d'affinité, car sur d'autres sujets (comme le libre-échange ou l'immigration) les positions de l'administration et de la majorité républicaine au Congrès divergeaient. Quant au 116^e Congrès élu en novembre 2018, la configuration est plus classique, celle d'un *divided government*, mais elle pose des problèmes majeurs de gouvernance pour l'administration Trump, à l'image d'Obama entre 2010 et 2016. La majorité démocrate à la chambre basse, emmenée par Nancy Pelosi comme *speaker*, semble déterminée à contrer l'administration présidentielle, comme l'a illustré l'épisode de la fermeture de l'État fédéral au cours de l'hiver 2018-19 à propos du financement du « Mur » à la frontière avec le Mexique¹⁴.

12. On lira sur ce point : <https://www.politifact.com/truth-o-meter/article/2016/jul/15/donald-trumps-top-10-campaign-promises/> (consulté en avril 2019).

13. Andrew Rudalevige, « Obama et le Congrès : un chantier inachevé », in Olivier Richomme, Vincent Michelot (dir.), *Le Bilan d'Obama*, Presses de Sciences Po, 2012, p. 289-316.

14. D'une durée totale de 35 jours, il s'agit du plus long blocage budgétaire du pays.

Mais qu'en est-il des rapports entre l'administration Trump et les républicains du Congrès ? Toujours majoritaires à la chambre haute, sous le leadership de Mitch McConnell (dont le mandat arrive à échéance en 2020¹⁵), les républicains sont décisifs dans la politique de nominations de Trump aux cours fédérales. Or, les liens entre les républicains et l'administration ont profondément changé à la suite des *midterms* de 2018. Avant les élections, l'incapacité de Trump à soutenir des candidats républicains lors d'élections locales tout au long de 2017 avait conduit les responsables républicains du Congrès à conclure qu'ils n'avaient rien à craindre de Trump¹⁶. Si la base électorale de Trump était suffisamment forte, solide et fidèle, pour étouffer toute contestation à l'intérieur du parti, elle n'a été d'aucun secours au président dans sa relation avec le Congrès pour produire des textes législatifs.

Mais les élections de 2018 ont donné au président des possibilités supplémentaires de s'impliquer dans l'arène électorale et de créer un lien de dépendance entre certains candidats républicains et son administration, ce qui, mécaniquement, créait une marge de manœuvre au sein du Congrès. Trump a aussi profité du grand nombre de départs à la retraite chez les républicains du Congrès, notamment un grand nombre de ses opposants de 2016 : 39 départs de républicains, y compris le *speaker*, Paul Ryan¹⁷. Dans ce contexte de renouvellement, la tactique trumpienne relevait du pur et simple rapport de force : jouant de sa

15. Et dont la femme, Elaine Chao, est secrétaire aux Transports de l'administration Trump (elle a aussi été secrétaire au Travail sous l'administration de G. W. Bush).

16. En 2017, il y eut sept partielles au Congrès (six à la Chambre des représentants et une au Sénat) et deux élections de gouverneur (New Jersey et Virginie). Les démocrates remportèrent le siège de sénateur d'Alabama (Doug Jones v. Roy Moore) alors que Trump avait remporté cet État par une grande majorité. Les démocrates remportèrent aussi l'élection de Virginie (et enregistrèrent de larges gains dans l'Assemblée d'État) et du New Jersey. Dans les autres élections, les candidats démocrates renforcèrent leur score.

17. Sur un total de 66 départs à la retraite. En août 2018, la mort de John McCain, sénateur républicain de l'Arizona et opposant virulent de Trump, a privé les opposants au président de leur principal leader.

popularité auprès de la base du parti, Trump pouvait menacer les candidats de perdre leur nomination lors des primaires locales¹⁸. Trump a déclaré ainsi son soutien à 75 candidats au Congrès, et 42 l'ont emporté, soit 55 %, ce qui n'a rien de déshonorant. Quant aux gouverneurs, les républicains ont enregistré deux succès, l'un en Floride avec l'élection de Ron De Santis, et l'autre en Géorgie avec celle de Brian Kemp ; il y a eu des résultats honorables dans le Wisconsin (en dépit de la défaite de Scott Walker) et dans l'Ohio (victoire de Mike DeWine) car les scores y sont restés similaires à ceux de Trump en 2016 ; les résultats ont été en revanche plus décevants dans le Michigan (défaite de Bill Schuette) et en Virginie¹⁹. La « Trumpisation » du Parti républicain a donc avancé à la suite des *midterms*, mais on peut s'interroger sur son incidence à long terme dans la mesure où l'adhésion idéologique qui en résulte est d'abord et avant tout le résultat d'une pression électorale.

Dorénavant confronté à une chambre basse à majorité démocrate, plus féminisée, plus diverse, et surtout menée par une Nancy Pelosi qui tient à se poser comme la principale rivale du président, Trump doit aussi composer avec une majorité républicaine au Sénat qui a ses objectifs propres et qui soutient le président essentiellement pour préserver sa survie électorale lors du prochain cycle. Si l'agenda présidentiel est bloqué à la chambre basse, il n'avance au Sénat qu'au titre des intérêts bien compris de part et d'autre. C'est par exemple le cas pour les nominations dans les cours fédérales, qui sont une des grandes réussites de l'administration. La tactique républicaine de bloquer des nominations pendant la dernière année du mandat d'Obama (notamment Merrick Garland pour remplacer Antonin Scalia) a préparé le terrain pour les nominations de Trump en laissant un grand nombre de postes à pourvoir : depuis janvier 2017, il y a donc eu

18. Robert G. Boatright, *Getting Primaried. The Changing Politics of Congressional Primary Challenges*, University of Michigan Press, 2014.

19. Elaine Kamarck, *How Did Trump Candidates Fare on Election Day*, Brookings, 7 novembre 2018, disponible sur : <https://www.brookings.edu/blog/fixgov/2018/11/07/trump-endorsed-75-candidates-in-the-midterms-how-did-they-fare-on-election-day/> (consulté en avril 2019).

un vaste mouvement vers la droite des cours fédérales, y compris bien sûr à la Cour suprême²⁰. Mais ce qui est frappant dans cette évolution est la façon dont le *leadership* républicain du Sénat l'a favorisée. Outre le blocage systématique de McConnell lors de la dernière année du mandat d'Obama, celui-ci a aussi poussé pour faire adopter la fin du *filibuster* pour les nominations à la Cour suprême en avril 2017, ce qui complétait la décision de 2013, prise par son prédécesseur démocrate, Harry Reid, d'éliminer le *filibuster* pour les nominations aux autres cours fédérales. Dorénavant, toutes les nominations sont confirmées au Sénat à la majorité simple, ce qui ouvre à l'administration Trump un boulevard afin de multiplier les nominations idéologiques, mais ce qui permet aussi à Mitch McConnell d'atteindre un de ses objectifs politiques traditionnels²¹.

Dans ces conditions, l'administration gouverne par le biais de décisions administratives, essentiellement des décrets (*executive orders*) ou des déclarations présidentielles unilatérales, donnant petit à petit corps et consistance à la présidence Trump. Outre une déconstruction systématique et vindicative de l'héritage de son prédécesseur, la présidence Trump repose jusqu'à présent sur la déconstruction de l'ordre libéral d'après-guerre, une prise en main conservatrice des cours, un démantèlement des réglementations sociales et environnementales, un durcissement sans précédents contre l'immigration et de nouveaux tarifs douaniers, le tout essentiellement par *fiat* administratif. En dépit de la fragilité statutaire de cet instrument juridique – un décret, qui doit avoir une base législative, peut être annulé d'un trait de plume

20. Il y avait plus de 100 postes vacants quand Trump est entré en fonction. En mars 2019, Trump avait déjà obtenu la confirmation de 89 juges : 53 dans les cours fédérales de districts (sur un total de 677), 34 dans les cours fédérales d'appel (sur un total de 179), et 2 à la Cour suprême (Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh). À ce point de sa présidence, Trump a nommé plus de juges fédéraux qu'Obama et G. W. Bush ensemble !

21. On lira par exemple ce profil de Mitch McConnell dans le *New York Times*, qui insiste justement sur la volonté du leader de faire basculer les cours dans un sens conservateur : <https://www.nytimes.com/2019/01/22/magazine/mcconnell-senate-trump.html> (consulté en avril 2019).

par un autre président et le Congrès peut les dénoncer par une majorité extraordinaire des 2/3 de ses membres – le « gouvernement administratif » impose des coûts importants au système politique en ceci qu'il fragilise l'État de droit : ces décrets peuvent en effet changer le sens de la loi sans passer par un nouveau vote au Congrès. C'est par exemple le cas d'*Obamacare* qui comprenait un volet d'extension de *Medicaid*. Mais l'administration Trump, qui a échoué à faire annuler cette extension par la voie législative, a décidé d'imposer par la voie administrative des conditions aux bénéficiaires de cette extension, notamment en termes de travail obligatoire (*Community Engagement*)²². L'exemple le plus récent est celui de la déclaration d'urgence nationale à la suite du refus de la majorité démocrate à la chambre basse de financer la construction du mur. Après avoir cédé sur le budget, Trump a déclaré une urgence nationale – comme cela a été fait à 59 reprises depuis la loi de 1976 qui le permet²³ – afin de lui permettre de réaffecter des dépenses engagées pour d'autres programmes à la construction du mur.

En ce sens, Trump n'est pas très différent de ses prédécesseurs qui, tous, ont utilisé les pouvoirs administratifs de l'institution présidentielle lorsque les circonstances politiques ne leur étaient pas favorables, et ce quelle que soit leur appartenance idéologique²⁴. Trump pose néanmoins des précédents qui sont d'une ampleur peu commune. La déclaration d'urgence nationale ne fait ni plus ni moins que remettre en cause le pouvoir constitutionnel de la chambre basse sur le budget. L'imposition présidentielle d'un nouveau fléchage budgétaire (*impoundment*)

22. Voir Dylan Scott, *Vox*, 12 janvier 2018 : <https://www.vox.com/policy-and-politics/2018/1/11/16877916/medicaid-work-requirements-trump-guidance> (consulté en avril 2019).

23. La liste compilée par le Brennan Center for Justice est disponible en ligne : https://www.brennancenter.org/sites/default/files/analysis/DeclaredNationalEmergenciesUndertheNationalEmergenciesAct_2.13.19.pdf (consulté en avril 2019).

24. Voir Richard Nathan, *The Administrative Presidency*, John Wiley, 1983, et Matthew Crenson, Benjamin Ginsberg, *Presidential Power. Unchecked and Unbalanced*, W. W. Norton & Company, 2008.

évoque forcément la présidence Nixon, dont les décisions budgétaires ont rendu nécessaire une réorganisation profonde de la procédure avec le *Budget Act* de 1974. Quant à l'invocation d'une urgence nationale, elle se fait dans de telles conditions que l'on pourrait dorénavant envisager sans peine que tout problème d'ampleur puisse servir de prétexte à une déclaration d'urgence, alors que le *National Emergency Act* de 1976 délimite un certain nombre de cas bien précis.

LA POLARISATION DE LA PRÉSIDENTENCE

Par ses excès, la gouvernance de l'administration Trump met en relief trois déséquilibres majeurs. Elle montre tout d'abord que le principal danger de l'institution présidentielle est son isolement. Capable de mener une politique autonome grâce à la multiplicité des outils administratifs dont il dispose, le président peut ainsi fragiliser de façon préventive la multiplicité des contre-pouvoirs qui s'exercent sur lui, au moins pour un temps²⁵. L'avantage politique de court terme est bien souvent décisif, mais il a son prix : les multiples veto disséminés dans le système politique américain sont en effet tout autant des points d'accès pour des acteurs sociaux et politiques, ce qui permet d'assurer une délibération inclusive et de qualité. S'affranchir de ces contraintes revient, pour le président, à se placer dans une situation risquée où l'abus de pouvoir (*overreach*) est toujours possible, faute d'avoir modéré son point de vue. Tous les présidents qui ont recours à la tactique administrative sont ainsi menacés d'une possible réaction (*backlash*) institutionnelle, partisane, ou, tout simplement, sociale. Dans le cas de Trump, le risque est d'autant plus réel que la deuxième année de son mandat a vu un regroupement de fidèles autour du président²⁶. Entouré de favoris, le président se trouve ainsi en permanence

25. Voir Sidney Milkis, *The President and the Parties. The Transformation of the American Party System*, Oxford University Press, 1993. Du même auteur, *The American Presidency: Origins and Development, 1776-2011*, CQ Press, 6^e éd. 2011.

26. M. Nelson, *Trump's First Year*, *op. cit.*

confirmé dans ses instincts par des loyalistes qui n'ont aucun intérêt à le détromper. Cette configuration va de pair avec un style de management très centralisé où le président a établi une relation exclusive avec chacun de ses secrétaires, sans essayer de créer une forme de dynamique collective. Avec Trump, le pouvoir exécutif est ainsi fracturé entre, d'une part, des ministères qui sont laissés quasiment à l'abandon, sans consignes claires de la part du président et avec un corps administratif squelettique (c'est par exemple le cas du secrétariat à l'Énergie dirigé par Rick Perry) ; et, d'autre part, des ministères qui, comme le secrétariat d'État sous Mike Pompeo, sont tenus par des fidèles du premier cercle présidentiel.

La gouvernance Trump montre ensuite que la polarisation partisane est devenue la norme de l'action présidentielle elle-même, alors que le phénomène est, historiquement, surtout visible au Congrès. Trump est en effet le premier président à agir exclusivement en « président minoritaire ». Certes, tous les présidents, sont, d'un certain point de vue, des leaders minoritaires – c'est-à-dire qu'ils se préoccupent avant tout de leur soutien partisan et non pas de séduire le centre modéré, plus important. Mais Trump pousse cette tactique encore plus loin. Non seulement il consacre sa communication à convaincre ses propres soutiens électoraux et à les mobiliser, mais sa gouvernance elle-même répond à la même préoccupation. L'épisode du blocage budgétaire de l'hiver 2018-19 et sa résolution par une déclaration d'urgence en est le meilleur exemple. Trump assume ainsi une responsabilité publique qui est purement électorale : il s'agit pour lui de répondre d'abord et avant tout aux attentes de sa base, sans faire le moindre effort pour rassembler au-delà de son camp. C'est ni plus ni moins que l'abandon du rôle présidentiel traditionnel, celui de rassembleur de la nation, qui apparaît ici. On peut reformuler ce constat en soulignant que l'appartenance partisane, ici dans sa forme électoraliste la plus simple, l'emporte sur les principes constitutionnels. Cet abandon du « patriotisme » institutionnel, cher à Madison, au profit d'un tribalisme partisan est sans nul doute la caractéristique la plus évidente de la présidence Trump.

Le troisième déséquilibre est lui aussi lié à cette omniprésence de la polarisation car cette dernière a des conséquences dévastatrices sur le cadre législatif adopté dans le sillage du Watergate, dont le principal objectif était de contenir le pouvoir présidentiel en redonnant une capacité d'action au Congrès. Ainsi, le *National Emergency Act* (1976) permettait au Congrès d'adopter une double résolution – dite « concourante » (*Concurrent Resolution*) – et de mettre ainsi un terme à toute urgence nationale sans passer par l'approbation du président. Mais ce mode d'action, qui revenait à créer un « veto législatif » sur l'action présidentielle, a été déclaré inconstitutionnel par la Cour suprême en 1983 (*INS v. Chadha*). Le Congrès ne peut dorénavant qu'adopter une résolution conjointe (*Joint Resolution*), qui requiert une signature présidentielle pour être adoptée, sachant qu'une majorité des deux tiers dans chaque chambre peut néanmoins imposer cette résolution à un président qui refuserait de la signer. Autrement dit, le Congrès conserve une capacité d'action contraignante sur le président uniquement s'il dépasse les clivages partisans pour rassembler une majorité extraordinaire. Or, il s'agit bien entendu d'un cas de figure exceptionnel, surtout dans le contexte actuel de polarisation tous azimuts. La discipline partisane peut ainsi s'avérer profondément toxique pour l'équilibre institutionnel dans la mesure où elle rend plus difficile le contrôle législatif sur l'Exécutif. Elle permet *de facto* (si ce n'est *de jure*) une délégation de compétences du Congrès à la présidence, ce qui nourrit la presidentialisation des institutions politiques nationales.

CONCLUSION

Si la présidence Trump n'est pas une aberration politique, car elle s'inscrit dans le prolongement des évolutions des dernières décennies, elle n'en reste pas moins une épreuve redoutable pour le système institutionnel et partisan dans son ensemble. Si les *checks and balances* madisoniens ont joué leur rôle dans les premiers mois de l'administration – par exemple les décrets

sur l'immigration bloqués par les cours – il n'y a aucune trace d'une quelconque normalisation de la présidence Trump. Non seulement *The Donald* contribue à dégrader encore davantage la qualité de la vie publique aux États-Unis, mais il tente de poser des précédents qui peuvent être porteurs de graves dérives – du contournement du pouvoir budgétaire de la Chambre des représentants à la politisation des cours fédérales.

De ce point de vue, on peut sans doute voir dans la présidence Trump une étape supplémentaire vers la presidentialisation du système politique. Cette presidentialisation contemporaine se fait néanmoins sur un mode symptomatique d'une institution qui ne réussit pas à embrayer sur un système politique polarisé : administrative, elle-même polarisée et avec une base populaire plutôt étroite, la présidence actuelle est un pauvre équivalent de la présidence plébiscitaire héritée du *New Deal*. La meilleure illustration en est la pauvreté du bilan législatif des présidents contemporains et leur emploi régulier des décrets et autres outils administratifs.

En revanche, il convient d'insister sur un autre aspect des déséquilibres institutionnels actuels : cette présidence moderne est d'abord et avant tout le résultat d'une abdication du Congrès qui, paralysé par ses divisions, ne peut se poser en adversaire de la présidence qu'au terme d'un véritable miracle organisationnel de plus en plus rare dans l'actuel contexte partisan. Sous Trump, la façon dont le 115^e Congrès a collaboré avec l'agenda présidentiel est la preuve de cette abdication. Avec l'entrée en fonction du 116^e Congrès, la situation de blocage qui en résulte peut aussi être analysée de la même façon dans la mesure où empêcher toute décision – en l'occurrence budgétaire – est chose bien différente que d'assurer un rôle de contre-pouvoir et *a fortiori* le statut de co-partenaire de la présidence dans la gouvernance du pays.

Pour aller plus loin

- DIONNE E. J., ORNSTEIN Norman J., MANN Thomas E., *One Nation after Trump*, New York, St Martin's Press, 2017.
- BERNHARD Michael, O'NEILL Daniel, « Trump: Causes and Consequences », numéro spécial de *Perspectives on Politics*, 17:2, juin 2019, p. 317-469.
- PIFFNER James P., « The Contemporary Presidency: Organizing the Trump Presidency », *Presidential Studies Quarterly*, 48:1, janvier 2018, p. 153-167.
- LIEBERMAN Robert C., METTLER Suzanne, PEPINSKY Thomas B., ROBERTS Kenneth M., VALLELY Richard, « The Trump Presidency and American Democracy: A Historical and Comparative Analysis », *Perspectives on Politics*, 17:2, juin 2019, p. 470-479.
- SHAFER Byron, WAGNER Regina L., « The Trump Presidency and the Structure of Modern American Politics », *Perspectives on Politics*, 17:2, juin 2019, p. 340-357.
- SUNSTEIN Cass R. (dir.), *Can It Happen Here?*, Dey Street, 2018.

**LE PARTI DÉMOCRATE À L'HEURE DE TRUMP :
APRÈS LA RECONSTRUCTION,
UN AVENIR INCERTAIN, MAIS PROMETTEUR**

Christophe Cloutier-Roy

Chercheur en résidence, Observatoire sur les États-Unis, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

L'impopolarité de Donald Trump a permis aux démocrates de rebondir après la désastreuse élection de 2016. Si l'issue du scrutin de 2020 demeure incertaine, le doyen des partis politiques américains peut à tout le moins, en observant les tendances démographiques récentes, envisager l'avenir avec un optimisme prudent.

INTRODUCTION

Le 8 novembre 2016, des millions d'Américains ont assisté sidérés à l'une des plus grandes surprises de l'histoire des élections présidentielles américaines. Ce soir-là, au terme d'une campagne extrêmement âpre, l'improbable et controversé candidat républicain Donald Trump, homme d'affaires et célébrité médiatique sans expérience politique, remportait la victoire contre la démocrate Hillary Clinton, ancienne sénatrice et secrétaire d'État, pourtant favorite. Pour les démocrates, le bilan est lourd et le réveil brutal : si leur candidate a bel et bien remporté le suffrage populaire par près de trois millions de voix, les appuis démocrates se sont en grande partie concentrés dans les grandes villes et dans une poignée d'États principalement situés sur les deux côtes, ouvrant la voie à la victoire de Trump au collège électoral. Cette défaite, bien que surprenante, n'est

pourtant pas surgie *ex nihilo*. Elle est l'aboutissement logique d'un long processus de désaveu national à l'égard du Parti démocrate qui, au cours des huit années de la présidence de Barack Obama, a perdu le contrôle de la Chambre des représentants (2010), du Sénat (2014), de onze postes de gouverneurs et de centaines de sièges dans les législatures d'État¹. Au lendemain des élections de novembre 2016, le Parti démocrate se trouvait ainsi dans une position de faiblesse inégalée au niveau national depuis près de cent ans et devant l'impérieuse nécessité de se reconstruire rapidement².

À l'aube de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, le doyen des partis politiques américains donnait l'impression d'être une organisation en déroute, déchirée entre factions progressistes et modérées, déconnectée des préoccupations des Américains et condamné, dans un horizon prévisible, à la marginalité. Or, force est de constater que le parti a su rebondir et se reconstruire rapidement, en profitant notamment de l'impopularité du 45^e président des États-Unis et de la mobilisation populaire face aux politiques proposées par le Parti républicain. Les élections de mi-mandat de 2018, qui ont permis aux démocrates de reprendre le contrôle de la Chambre des représentants et de plusieurs capitales d'État, ont sans doute permis d'exorciser en partie le traumatisme de la défaite de 2016. Le Parti démocrate peut aujourd'hui regarder l'avenir avec un optimisme prudent, alors que les changements démographiques et la constitution des coalitions électorales pourraient permettre au parti d'occuper sous peu une position dominante aux États-Unis. Dans l'immédiat toutefois, les démocrates demeurent confrontés à une série de défis qu'ils devront surmonter s'ils souhaitent battre Donald Trump en 2020.

1. Chris Cillizza, « [Republicans Have Gained More than 900 State Legislative Seats Since 2010](#) », *The Washington Post*, 4 janvier 2015.

2. John Kruzell, « [Yes, the Democratic Party is at Nearly Its Weakest Point in a Century](#) », *PolitiFact*, 15 juin 2018.

CRISE ET OCCASION : LE PARTI DÉMOCRATE DE 2016 À 2018

Malgré l'ampleur de la défaite, les démocrates auraient eu tort de s'apitoyer sur leur sort. Non seulement leur candidate avait obtenu plus de voix que le président élu, mais de plus, la victoire de Donald Trump signifiait l'arrivée à la Maison-Blanche d'un président dont l'impopularité atteignait des sommets avant même d'avoir exercé le pouvoir. Des sondages réalisés dans les jours précédant l'investiture de Trump ont ainsi montré que le taux de popularité du nouveau président se situait entre 37 et 40 %, alors que son taux d'impopularité se situait au-delà de 50 %. On était bien loin du 80 % d'approbation recueilli par Barack Obama à la veille de son entrée à la Maison-Blanche huit ans plus tôt³. Cette impopularité, du reste, s'est rapidement ressentie sur le terrain. Au lendemain d'une investiture présidentielle à la modestie forcée, des millions de personnes, en grande majorité des femmes, sont descendues dans les rues de Washington et de plusieurs grandes villes américaines (et d'ailleurs dans le monde) pour protester contre le programme politique de la nouvelle administration, perçu comme anti-femmes. La Marche des femmes du 21 janvier 2017 est devenue la plus importante journée de manifestation de l'histoire des États-Unis⁴. Quelques semaines plus tard, on a vu pour la première fois des manifestants envahir les aéroports du pays pour protester contre le décret migratoire du nouveau président, qui bloquait l'entrée aux États-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane.

En somme, les démocrates en reconstruction pouvaient dès le départ compter sur un atout majeur, soit la présence d'un ennemi fédérateur (le président Trump) et d'un objectif commun (priver Trump d'un second mandat en 2020) pour rallier leurs troupes et recruter de nouveaux militants. La présence à Washington d'un président quasi universellement détesté par la base démocrate

3. Jennifer Calfas, « [Poll: Trump Approval Rating Hits New Low Hours Before Inauguration](#) », *The Hill*, 20 janvier 2017.

4. Matt Broomfield, « [Women's March against Donald Trump Is the Largest Day of Protests in US History, Say Political Scientist](#) », *Independent*, 23 janvier 2017.

était idéale pour panser temporairement les plaies laissées béantes par l'éprouvante course à l'investiture entre Hillary Clinton et Bernie Sanders⁵. Du reste, les démocrates n'avaient pas à chercher bien loin pour trouver l'exemple d'un parti politique qui avait renoué avec la victoire en se mobilisant contre un adversaire détesté. Sorti affaibli de l'élection présidentielle de 2008, le Parti républicain s'était rassemblé autour d'un objectif : faire de Barack Obama « le président d'un seul mandat » (pour reprendre les mots du leader républicain au Sénat Mitch McConnell) et remporter une série de succès électoraux en 2010, 2014 et 2016. Comme symbole de cette volonté de faire front commun, la course à la présidence du Parti démocrate s'est conclue, le 25 février 2017, par la victoire de Tom Perez, candidat de l'*establishment* ayant occupé le poste de secrétaire au Travail sous l'administration Obama, mais qui s'est empressé d'offrir le poste de vice-président du parti à Keith Ellison, alors représentant du Minnesota, président du *Congressional Progressive Caucus* et figure en vue de l'aile gauche du parti ayant reçu l'appui de Bernie Sanders.

La volonté de contrer le nouveau président et son programme politique s'est avérée un catalyseur pour favoriser l'engagement politique. Le Parti démocrate a largement profité de cette dynamique, recueillant d'importantes donations financières et parvenant à recruter des militants motivés et surtout, des candidats sérieux ayant des chances crédibles de remporter une élection, même dans des États ou des circonscriptions traditionnellement favorables au Parti républicain. La nouvelle force de frappe des démocrates a pu être observée à plusieurs reprises au cours du 115^e Congrès (2017-2019) dans le cadre d'une série d'élections partielles donnant l'occasion de remplacer des élus républicains. Dans chacun de ces scrutins, les candidats démocrates ont fortement dépassé les résultats obtenus en 2016 (2014

5. Depuis plusieurs décennies, l'institut de sondage Gallup mesure hebdomadairement le taux d'approbation du président des États-Unis auprès de la population. En ce qui a trait à Trump, en deux ans, son taux d'approbation auprès des électeurs démocrates n'a jamais dépassé les 13 % et se situe généralement entre 6 et 9 %.

dans le cas de l'élection sénatoriale en Alabama) (tableau 1). Dans trois de ces scrutins, les démocrates ont remporté près de 50 % des voix après s'être abstenus de présenter des candidats lors de l'élection précédente. Dans le 6^e district de la Géorgie, véritable bastion républicain, le démocrate Jon Ossoff a obtenu la majorité relative de voix au premier tour et a manqué de peu de battre la républicaine Karen Handel au terme de l'élection la plus chère de l'histoire de la Chambre des représentants⁶. En Alabama, autre bastion du *Grand Old Party* (GOP), un concours de circonstances a permis à Doug Jones, un procureur démocrate ayant notamment lutté au cours de sa carrière contre le Ku Klux Klan, de remporter le siège laissé vacant par Jeff Sessions après sa nomination au poste de ministre de la Justice (*attorney general*) au sein de l'administration Trump⁷.

Tableau 1

Performances démocrates lors d'élections partielles⁸

Date	Scrutin	Résultat (R-D) (en gras : victoires démocrates)	Résultat précédent (R-D)	Différence entre les deux derniers scrutins
11 avril 2017	4 ^e district du Kansas pour remplacer Mike Pompeo, nommé directeur de la CIA	52,2 - 46	Candidat sortant réélu sans opposition (2016)	D +46

6. Karen Handel a d'ailleurs perdu sa réélection en 2018 contre la démocrate Lucy McBath, une militante pour le contrôle des armes à feu.

7. L'impopularité nationale de Donald Trump, la grande mobilisation des électeurs afro-américains dans cet État du Sud et surtout la candidature républicaine du controversé juge Roy Moore, sur lequel pesaient de graves soupçons d'agressions sexuelles sur des mineures, ont permis aux démocrates d'emporter ce siège dans l'un des États les plus solidement républicains.

8. Tableau construit à partir des données du site ballotpedia.org.

25 mai 2017	District <i>at-large</i> du Montana pour remplacer Ryan Zinke, nommé secrétaire à l'Intérieur	49,9 - 44,4	56,2 - 40,6 (2016)	D +3,8
20 juin 2017*	6 ^e district de la Géorgie pour remplacer Tom Price, nommé secrétaire à la Santé et aux Ressources humaines	51,8 - 48,2	61,7 - 38,3 (2016)	D +9,9
12 décembre 2017	Sénateur de l'Alabama pour remplacer Jeff Sessions, nommé Procureur général	48,3 - 50	Candidat sortant réélu sans opposition (2014)	D +50
13 mars 2018	18 ^e district de la Pennsylvanie pour remplacer le représentant démissionnaire	49,5 - 49,9	Candidat sortant réélu sans opposition (2016)	D +49,9

* Deuxième tour : la loi électorale géorgienne prévoit un second tour si aucun candidat n'obtient la majorité des voix lors du premier tour. Ossoff avait remporté 48,12 % des voix lors de la *jungle primary* du 18 avril.

DES ÉLECTIONS DE MI-MANDAT PROLIFIQUES POUR LES DÉMOCRATES

Il est généralement admis que les élections américaines de mi-mandat se soldent presque toujours par des pertes de sièges à la Chambre des représentants pour le parti du président. L'ampleur de ce recul varie d'une élection à l'autre (4 sièges pour les démocrates de Kennedy en 1962, 63 pour ceux d'Obama en 2010), mais depuis 1910, seuls trois présidents (Franklin Roosevelt en 1934, Bill Clinton en 1998 et George W. Bush en 2002) sont parvenus à contrer cette tendance. Voilà qui donnait

une raison d'espérer aux démocrates à la veille des élections de mi-mandat de 2018. Ceux-ci pouvaient également se tourner vers l'histoire récente des États-Unis pour constater, d'une part, que la plupart des élections de mi-mandat depuis 1986 se sont conclues par une alternance partisane dans le contrôle d'au moins une des chambres du Congrès (tableau 2) et, d'autre part, que depuis une cinquantaine d'années, les périodes de gouvernement unifié au cours desquelles un même parti contrôle la Maison-Blanche et la Chambre des représentants sont non seulement rares, mais ne durent généralement guère longtemps⁹ (tableau 3).

Tableau 2

Alternances partisanes lors des élections de mi-mandat, 1986-2014

Élection	Changement
1986	Les démocrates prennent le contrôle du Sénat
1990	Les démocrates prennent le contrôle du Sénat
1994	Les républicains prennent le contrôle des deux chambres
1998	Pas de changement
2002	Les républicains prennent le contrôle du Sénat
2006	Les démocrates prennent le contrôle des deux chambres
2010	Les républicains prennent le contrôle de la Chambre des représentants
2014	Les républicains prennent le contrôle du Sénat

Tableau 3

Périodes de gouvernement unifié à Washington, 1969-2019

Parti (président)	Période	Durée
Démocrate (Jimmy Carter)	1977-1981	4 ans
Démocrate (Bill Clinton)	1993-1995	2 ans
Républicain (George W. Bush)	2001	5 mois
Républicain (George W. Bush)	2003-2007	4 ans

9. Byron E. Shafer, *The American Political Pattern. Stability and Change, 1932-2016*, University Press of Kansas, 2016, chap. 4.

Démocrate (Barack Obama)	2009-2011	2 ans
Républicain (Donald Trump)	2017-2019	2 ans
Total		14,5 ans (29 %) de la durée totale

En plus de ces tendances historiques, les démocrates disposaient en 2018 de trois autres avantages majeurs. Dans un premier temps, pour l'essentiel du cycle électoral de 2017-2018, ils bénéficiaient d'un avantage significatif (autour de 10 %) sur les républicains dans les « sondages génériques » (*Generic Ballot*). Le sondage générique est un sondage au cours duquel on sonde les Américains pour savoir, sans faire référence à des candidats précis, quel parti ils entendent soutenir lors de l'élection générale. Dans un second temps, on a assisté au Congrès à un grand nombre de départs à la retraite chez les républicains, alors que pas moins de 39 d'entre eux ont choisi de ne pas se représenter, augmentant ainsi significativement le nombre de circonscriptions à la portée des démocrates. Finalement, les démocrates pouvaient espérer bénéficier du faible taux de popularité du président Trump, une donnée qui est historiquement corrélée avec des élections de mi-mandat difficiles pour le parti du président¹⁰.

Dans les semaines précédant le scrutin du 6 novembre 2018, le réputé site d'analyse politique *FiveThirtyEight* donnait aux démocrates entre 4 chances sur 5 et 8 chances sur 9 de prendre le contrôle de la Chambre des représentants. De fait, les élections à la chambre basse du Congrès se sont avérées particulièrement fructueuses : le Parti démocrate y a enregistré un gain net de 41 sièges, sa meilleure performance depuis les élections de mi-mandat de 1974 quand il avait remporté 49 sièges dans un contexte post-Watergate. Le pourcentage de voix cumulées par les candidats démocrates a été 8,6 % supérieur à celui des républicains, un record pour des élections de mi-mandat. Aucun démocrate tentant d'obtenir un nouveau mandat n'a été battu et seuls deux sièges laissés vacants, au Minnesota, sont passés aux

10. Jeffrey M. Jones, « [Midterm Seats Loss Averages 37 for Unpopular President](#) », Gallup, 12 septembre 2018.

maines des républicains. Ces excellents résultats ont permis aux démocrates de reprendre le contrôle de la Chambre des représentants, une première depuis 2010.

Les démocrates ont eu moins de chance au Sénat, mais ils sont parvenus à limiter les pertes dans un contexte qui leur était particulièrement défavorable. Rappelons que seul le tiers des sièges du Sénat est en jeu lors de chaque cycle électoral et qu'en 2018, 26 des 35 sièges soumis au jugement des électeurs étaient détenus par des démocrates ou par des indépendants alliés aux démocrates¹¹. Qui plus est, dix de ces sièges démocrates étaient situés dans des États remportés par Trump en 2016. Or, malgré ce contexte défavorable, les démocrates ont limité leurs pertes à quatre sièges, tous situés dans des États remportés par Trump : Dakota du Nord (Heidi Heitkamp), Floride (Bill Nelson), Indiana (Joe Donnelly) et Missouri (Claire McCaskill). Au Michigan, au Montana, en Ohio, en Pennsylvanie, au Wisconsin et même en Virginie-Occidentale (État ayant le plus fortement appuyé Trump en 2016), les démocrates sortants ont résisté et ont obtenu un nouveau mandat de six ans. Des candidates démocrates ont par ailleurs remporté des sièges au Nevada et en Arizona, ce qui donne aux démocrates un bilan net de deux sièges perdus au Sénat, un résultat plus qu'honorable étant donné les circonstances. Par ailleurs, le parti peut se féliciter des bons résultats de Beto O'Rourke, un élu quasi inconnu de la Chambre des représentants qui a manqué de peu de renverser le sénateur sortant Ted Cruz dans le bastion républicain du Texas au terme d'une campagne qui a suscité un engouement national¹². Au Mississippi, en plein cœur du *Deep South* républicain, le démocrate Mike Espy a contraint la candidate du GOP à un second tour, obtenant 46,4 % des voix, soit le meilleur résultat pour un candidat démocrate au Sénat dans le *Magnolia State* depuis 1982.

11. En plus des 33 élections régulières prévues, des élections partielles étaient organisées au Minnesota et au Mississippi. Les indépendants étaient Angus King (Maine) et Bernie Sanders (Vermont).

12. O'Rourke s'est depuis porté candidat à l'investiture du Parti démocrate en vue de 2020.

En plus des élections au Congrès, de nombreux États tenaient des élections pour choisir leur gouverneur et déterminer la composition de leurs législatures respectives. Ces élections, dont les résultats sont généralement moins influencés par l'environnement politique national, n'en ont pas moins permis aux démocrates de faire des percées significatives. Les élections aux postes de gouverneur offraient des occasions à saisir particulièrement intéressantes alors que, contrairement à ce qu'on observait au Sénat, la majorité (26 sur 33) des postes en jeu était détenue par les républicains, dont plusieurs ne pouvaient pas se présenter à nouveau, étant limités à deux mandats par la Constitution de leur État. Les candidats démocrates ont ainsi pu reprendre 7 postes de gouverneur aux républicains, dont 3 dans des États importants du Midwest (Illinois, Michigan et Wisconsin). Les démocrates n'ont toutefois pas été en mesure de l'emporter en Ohio, un État névralgique où le gouverneur John Kasich ne pouvait pas se présenter à nouveau. Leurs candidats vedettes afro-américains Andrew Gillum (Floride) et Stacey Abrams (Géorgie) ont également été battus au terme de scrutins très serrés. Ces quelques déceptions ne doivent toutefois pas faire perdre de vue le fait que les démocrates ressortent des élections de mi-mandat beaucoup mieux positionnés dans les capitales d'État. Le parti est passé de 16 à 23 gouverneurs et son nombre de *trifectas* (gouvernements d'État où le gouverneur et la majorité dans les deux chambres de la législature appartiennent au même parti) est passé de 8 à 14, tandis que le nombre de *trifectas* républicaines passait de 26 à 22.

AU-DELÀ DES RÉSULTATS, QUE RETENIR DE 2018 ?

Au-delà de ce résultat plus que satisfaisant pour les démocrates, que peut-on retenir des élections de mi-mandat de 2018 ? Quels éclairages ces résultats apportent-ils sur l'état de la politique américaine et sur l'avenir immédiat du Parti démocrate ? Il y a selon nous cinq points à souligner.

L'année des femmes et de la diversité : la Marche des femmes de janvier 2017 avait fort bien donné le ton pour un cycle électoral placé sous le signe d'une volonté des femmes d'occuper plus de place en politique américaine. 2018 a clairement ravi à 1992 son titre de *Year of the Woman*¹³. Galvanisées en grande partie par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les femmes ont tenté leur chance lors des primaires des deux partis politiques à un niveau record (548 candidates). Lors de l'élection générale, 198 démocrates et 59 républicaines tentaient de se faire élire à la Chambre des représentants ou au Sénat¹⁴. Le 116^e Congrès, dont les travaux ont débuté en janvier 2019, compte un nombre record de femmes dans les deux chambres (102 à la Chambre des représentants et 25 au Sénat). Bien qu'on soit encore loin de la parité, ce saut quantitatif s'inscrit néanmoins dans une tendance à long terme qui voit depuis plusieurs décennies les femmes occuper une place plus importante au Capitole. Cette évolution n'est pas sans conséquence pour le Parti démocrate, alors que la grande majorité des femmes élues le sont sous la bannière de ce parti. Idéologiquement, les femmes tendent à être situées plus à gauche que leurs collègues masculins, ce qui pourrait à moyen terme accélérer le virage vers la gauche du Parti démocrate¹⁵.

Un Parti démocrate plus à gauche ? Justement, les élections de 2018 illustrent-elles un virage à gauche radical entrepris par le Parti démocrate ? On a fait beaucoup de cas de la victoire de l'activiste Alexandria Ocasio-Cortez qui, après avoir éliminé un cacique du Parti démocrate (Joe Crowley) lors des primaires, est devenue la représentante de la 14^e circonscription de New York à la Chambre des représentants et l'égérie de « la nouvelle gauche américaine ». Or, si les démocrates sont parvenus à reprendre

13. Ce titre avait été donné notamment à la suite de l'élection de quatre femmes au Sénat, faisant tripler le nombre de femmes à la chambre haute, qui passait de deux à six sénatrices.

14. Andréanne Bissonnette, « Vers une année des femmes ? », in Frédéric Gagnon *et al.*, « Comprendre les élections américaines de mi-mandat », Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, 2018, p. 6.

15. Denise Lu et Keith Collins, « 'Year of the Woman' Indeed: Record Gains in the House », *The New York Times*, 16 novembre 2018.

le contrôle de la Chambre des représentants, c'est avant tout en présentant des candidats modérés qui étaient en mesure de ravir des circonscriptions détenues par le *Grand Old Party*. Pour une Ocasio-Cortez se réclamant ouvertement du socialisme démocratique, on compte un grand nombre de nouveaux élus démocrates qui se sont fait élire en promettant de ne pas voter pour la Californienne Nancy Pelosi (bête noire des conservateurs) comme présidente de la Chambre des représentants et qui affichent des positions modérées sur des enjeux sensibles comme le contrôle des armes à feu, l'accès à l'avortement, la protection de l'environnement, la réforme du système de santé et la destitution du président Trump. Ce sont ces élus dont le siège sera en danger en 2020 et auxquels le leadership démocrate devra faire des concessions si le parti souhaite conserver sa majorité à la Chambre des représentants¹⁶.

Le clivage entre zones urbaines et zones rurales et le rôle pivot des banlieues : si on parle depuis plusieurs années aux États-Unis du clivage entre « États bleus » démocrates et « États rouges » républicains, les élections de 2018 ont confirmé ce que le précédent scrutin avait déjà démontré, soit que le clivage se trouve surtout entre les zones urbaines dominées par les démocrates et les zones rurales dominées par les républicains. La consultation d'une carte des résultats des élections à la Chambre par comtés montre ainsi que les grandes villes des États rouges comme Houston et Dallas (Texas), Atlanta (Géorgie) ou St. Louis (Missouri) tendent à voter démocrate, tandis que les zones rurales d'États bleus comme New York, Washington ou l'Oregon votent dans une large mesure pour les candidats républicains. Entre les deux, les banlieues sont désormais le lieu de toutes les convoitises pour les deux partis. Or, sous Donald Trump, l'électorat républicain traditionnel des banlieues a massivement déserté le *Grand Old Party*. Les femmes des banlieues en particulier sont plus susceptibles d'être mal à l'aise devant les positions jusqu'au-boutistes du GOP en matière d'accès aux armes à feu (au détriment de la

16. Ella Nilsen et Dylan Scott, « [The Silent Majority of Democratic House Freshmen](#) », *Vox*, 27 janvier 2019.

sécurité de leurs enfants, exposés aux risques de fusillade dans les écoles) et de contrôle des frontières (notamment la séparation des familles), sans compter les frasques présentes ou passées du président Trump. Ces défections massives ont permis aux démocrates de prendre 37 des 69 circonscriptions de banlieue détenues par les républicains, ce qui s'est avéré capital pour prendre le contrôle de la Chambre des représentants¹⁷.

Midwest, Midwest, Midwest : région aux allégeances politiques changeantes, le Midwest fait souvent office de baromètre de l'humeur politique américaine. L'Ohio, après tout, est justement surnommé le *Bellwether State* et a voté pour le gagnant de l'élection présidentielle à chaque scrutin depuis 1964. En 2016, c'est en perçant le « mur bleu » démocrate dans la région des Grands Lacs que Donald Trump a vaincu Hillary Clinton, remportant par de faibles marges le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin, en plus de triompher plus aisément en Ohio et de se rapprocher de Clinton au Minnesota. Dans cette région industrielle mise à mal par la mondialisation, l'automatisation et la désindustrialisation, le message populiste de Trump, mais également celui de Bernie Sanders lors des primaires démocrates, a trouvé un écho favorable. En 2018, les démocrates ont montré que l'appui de la *Rust Belt* au Parti républicain n'était pas acquis et ont enregistré plusieurs victoires en Illinois, au Minnesota, au Wisconsin, en Pennsylvanie et au Michigan. Tout indique que le Midwest sera à nouveau le lieu où se décidera le résultat de l'élection présidentielle en 2020. Les démocrates ont donc tout intérêt à se choisir un candidat ou une candidate qui pourra s'imposer dans cette région et ainsi ne pas répéter l'erreur de la campagne d'Hillary Clinton, qui avait largement ignoré la région.

2018 n'annonce pas nécessairement 2020 : enfin, il convient de noter que les résultats des *midterms* de 2018 n'annoncent pas nécessairement ceux de l'élection de 2020. Certes, les démocrates ont des raisons d'être optimistes, mais l'histoire récente des États-Unis est remplie d'exemples de présidents qui sont parvenus à rebondir après de mauvaises élections de mi-mandat,

17. Dylan Scott, « [What Do the Suburbs Want?](#) », *Vox*, 30 décembre 2018.

qu'il s'agisse d'Obama, réélu relativement facilement en 2012 après la déroute démocrate de 2010 ; de Bill Clinton, réélu facilement deux ans après la reprise historique du Congrès par les républicains en 1994 ; ou encore de Ronald Reagan, qui remporta 49 États sur 50 en 1984, deux ans après que les républicains eurent perdu 26 sièges à la Chambre lors des élections de mi-mandat. Nonobstant la bonne performance démocrate en 2018, des éléments comme la conjoncture économique et internationale ou la popularité de Donald Trump en 2020 pèseront sans doute lourdement sur le résultat de la prochaine élection présidentielle. D'ici là, les démocrates devront franchir avec succès l'étape éprouvante d'une primaire présidentielle avec un grand nombre de candidats, dont plusieurs peuvent avec une certaine crédibilité prétendre être les mieux positionnés pour vaincre Trump. Une course trop longue exposant les divisions au sein du parti risque de rouvrir les plaies ouvertes en 2016. Une division irrécyclable entre l'aile gauche du parti et un *establishment* plus modéré pourrait être la porte ouverte vers un second mandat présidentiel pour Donald Trump.

CONCLUSION : AU-DELÀ DE 2020, ASSISTERA-T-ON À L'ÉMERGENCE D'UNE MAJORITÉ DÉMOCRATE À L'ÉCHELLE DES ÉTATS-UNIS ?

En 2002, le journaliste John B. Judis et le politologue Ruy Teixeira ont fait paraître un livre intitulé *The Emerging Democratic Majority*, dans lequel ils avançaient une thèse selon laquelle les transformations démographiques de la société américaine conduiraient inévitablement à moyen terme à l'émergence d'une coalition majoritaire d'électeurs démocrates, qui garantirait au doyen des partis politiques américains une quasi-suprématie sur la vie politique américaine¹⁸. Paru au lendemain du 11-Septembre, au moment où le Parti républicain régnait en maître sur Washington, ce livre a été un des ouvrages de science politique les plus discutés des années 2000. Les victoires démocrates de

18. John B. Judis et Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, Scribner, 2002.

2006 (Congrès) et de 2008 (Maison-Blanche) ont un temps semblé donner raison à ses auteurs, jusqu'à ce que les élections de 2010, 2014 et 2016 les contredisent. Or, s'il est facile aujourd'hui de balayer du revers de la main la thèse de Judis et Teixeira, on peut également lui trouver une pertinence certaine¹⁹. Après tout, les deux auteurs ont correctement anticipé que le succès électoral des démocrates passerait de moins en moins par l'appui de la classe ouvrière blanche (comme ç'a été le cas lors des beaux jours de la coalition du *New Deal*) et de plus en plus par celui d'une coalition formée des travailleurs de la « nouvelle économie » (diplômés universitaires travaillant notamment dans le secteur des médias et de la haute technologie), des femmes, des Américains d'origine hispanique et des Afro-Américains.

L'erreur de Judis et Teixeira est peut-être d'avoir sous-estimé à quel point le fait que cette coalition soit concentrée de manière disproportionnée dans un nombre relativement restreint d'États côtiers et de circonscriptions urbaines pourrait nuire électoralement aux démocrates, retardant du même coup l'émergence d'une majorité durable du parti à l'échelle des États-Unis. Du reste, le temps joue en principe en faveur des démocrates. Après tout, le poids relatif de leur coalition au sein de l'électorat américain est en augmentation constante. Le Parti démocrate a même pu bénéficier au cours des derniers cycles électoraux d'une autre transformation démographique que ne pouvaient prévoir Judis et Teixeira en 2002 : l'émergence de la génération des *Millennials*, appelée à former le plus important bloc d'électeurs dès 2020 et dont les membres votent jusqu'ici en grande majorité pour le Parti démocrate. De son côté, le Parti républicain s'appuie essentiellement sur une coalition électorale composée de blancs âgés, dont le poids relatif ne cesse de diminuer. Sous Donald Trump, le GOP a raté une occasion historique de tendre la main aux communautés hispano-américaines, un des groupes d'électeurs connaissant pourtant depuis plusieurs

19. Judis a renié sa propre thèse au lendemain des élections de mi-mandat de 2014 : John B. Judis, « The Emerging Republican Advantage », *National Journal*, 31 janvier 2015, p. 1.

années une des plus fortes croissances aux États-Unis. Trump a également contribué à accélérer l'exode des professionnels titulaires d'un diplôme universitaire, et tout particulièrement les femmes, vers le Parti démocrate. Le mieux, comme le pire, n'est jamais certain, mais à moins d'un sérieux coup de barre de la part des républicains, les démocrates peuvent à tout le moins se permettre d'envisager l'avenir avec un certain optimisme.

Pour aller plus loin

- BACON Perry Jr., « [The Six Wings of the Democratic Party](#) », *FiveThirtyEight*, 11 mars 2019.
- CLOUTIER-ROY Christophe, « Les démocrates après 2016 : (toujours) en attente de la "majorité émergente" », in Rafael Jacob et Julien Tourreille (dir.), *Le Conservatisme à l'ère Trump*, Presses de l'Université du Québec, 2018 p. 89-105.
- BEDOLLA Lisa Garcia et HAYNIE Kerry L., « The Obama Coalition and the Future of American Politics », *Politics, Groups, and Identities*, 1:1, 2013, p. 128-133.
- JUDIS John B. et TEIXEIRA Ruy, *The Emerging Democratic Majority*, Scribner, 2002.
- SELFA Lance, *The Democrats. A Critical History*, Haymarket Books, 2012.
- SHAFER Byron E., *The American Political Pattern. Stability and Change, 1932-2016*, University Press of Kansas, 2016.
- SWERS Michele L., *Women in the Club. Gender and Policy Making in the Senate*, The University of Chicago Press, 2013.
- TEIXEIRA Ruy, *The Optimistic Leftist. Why the 21st Century Will Be Better than You Think*, St. Martin's Press, 2017.
- WITCOVER Jules, *Party of the People. A History of the Democrats*, Random House, 2003.

DONALD TRUMP'S PRESIDENCY: EROSION OF NORMS AND LOSS OF LEADERSHIP

Anne Deysine

Professeur émérite (Université Paris Nanterre)

ABSTRACT

The Trump presidency is characterized by constant violations of the Constitution (separation of powers, independence of the judiciary, freedom of the press) and of unwritten norms and traditions. His actions aimed at destroying multilateralism damage the leadership of the U.S., its soft power and the cause of Western values.

INTRODUCTION

During his campaign, candidate Trump's attacks were directed at America's multilateral commitments (from NATO to the transpacific partnership—or TPP) and at the American political system controlled, he contended, by lobbyists and interest groups. He, the populist candidate, was going to "drain the swamp" and "Make America Great Again." His criticisms, often justified, were aimed at several traits of the dysfunctioning system: the gridlock in Congress and the role of money in elections. But the independence of the judiciary and the freedom of the media, essential components of the rule of law, were also targeted. So, it should have been no surprise that since his inauguration on January 20, 2017, he has repeatedly attacked the rule of law at home and U.S. leadership abroad. We shall see that Trump's assaults on the various components of the rule of law, his choice of withdrawing from several multilateral agreements, and his preference for autocrats in the world has had an impact on the leadership of the U.S., its image in the world, and has damaged American exceptionalism.

THE ATTACK ON BOTH WRITTEN AND UNWRITTEN NORMS

The daily assaults against the media labeled “enemy of the people” or against the independence of the judiciary are almost impossible to document, but the cumulative effect is a gradual erosion of Americans’ faith in the independence of the judiciary and in the reliability of the media. It is important because when mainstream media cover the president’s daily lies¹ (from five a day to more than 100 once in 2018 and 10 000 total by early 2019) or analyze the various episodes of the Russian affair, they are discredited and a whole section of the population, the Trump base, won’t believe a word those media write or say. Although freedom of speech and of the press is guaranteed by the first amendment to the Constitution and are essential to a free market place of ideas, the credibility of the media is damaged because of the president’s daily attacks and criticisms. And because the conservative media led by Fox News and journalists like Rush Limbaugh, Ann Coulter or Sean Hannity repeat the president’s lies and attacks, the role of mainstream media is difficult since for the president’s base, any attack on Donald Trump or his policies is just another fake news or an attempt by the Deep State to destroy the Trump presidency.² Although the expression “Deep State” may also refer to the pursuit of neoconservative policies or to the extensive surveillance state put in place under George W. Bush, in the eyes of Donald Trump, “Deep State” refers to a vast conspiracy of enemies determined to fight him and his policies — one of his primary foes being the Department of Justice itself.

The president regularly attacks specific journalists and he also uses threats and reprisals: he did withdraw his credentials from Jim Acosta of CNN, accused of having asked difficult questions about the president’s anti-immigration rhetoric during the last

1. [“President Trump has made 7,645 false or misleading claims over 710 day,”](#) *The Washington Post*, Dec. 21, 2018; [“President Trump has made more than 10,000 false or misleading claims,”](#) *The Washington Post*, Apr. 29, 2019.

2. Jeanine Pirro, *Liars, Leakers and Liberals: The Case against the anti-Trump Conspiracy*, Center Street, 2018; Corey Lewandowski and David Bossie, *Trump’s Enemies: How the Deep State is Undermining the Presidency*, Center Street, 2018.

few days leading to the 2018 mid-term elections; CNN had to sue in order for the president to back down. In another example, the president has threatened the networks of revoking their licenses, because of what he called their “negative coverage,” which he cannot do because the licenses are granted by the FCC, an independent agency, to individual TV channels, not to the networks. Whether they can be implemented or not, these threats are obvious attacks on the freedom of the press as guaranteed by the Constitution and upheld by the Supreme Court.³ And this might lead some media to self-censor if the risks appear too high.

Attacks on the judiciary, despite its independence guaranteed by article III of the Constitution, are likewise problematic. It is not unusual for presidents to criticize Supreme Court rulings. Obama did so in his 2010 State of the Union address. But it was one attack of one specific decision—namely *Citizens United*⁴—and its huge impact on the ever-growing and dangerous role of money in campaign finance. Trump has obviously innovated with a series of personal attacks against judges whom he insults and accuses of making their decisions out of personal prejudice towards him. This was the case for judge Curiel who ruled against Trump University — with good reason since the president later had to settle for 25 million dollars. The judge was accused of being a “Mexican with a conflict of interest” even though he was a US-born citizen. Judge Robart of Seattle, who suspended the application of the first immigration executive order, was called a “pseudo judge” before the president added that his decision would be reversed by the court of appeals—it was not. When yet another judge ruled against the president’s asylum policy,⁵ he was labeled an “Obama judge,” leading Chief Justice John Roberts to go public⁶. In an unusual move, Roberts stood up to defend the independence of the judiciary against the president’s

3. *New York Times Co. v. Sullivan*, 376 U.S. 254 (1964).

4. *Citizens United v. FEC*, 558 U.S. 310 (2010).

5. [“President Trump blasts judge’s ruling blocking asylum restrictions, predicts he’ll win in Supreme Court,”](#) *ABC News*, Nov. 21, 2018.

6. [“Chief Justice Defends Judicial Independence After Trump Attacks ‘Obama Judge,’”](#) *The New York Times*, Dec. 21, 2018.

attacks. This is serious because the repetition of those attacks discredit the institution and imply to voters and citizens that the judiciary is just as partisan as the executive and the legislative branches.

These are written norms that, theoretically, cannot be violated because they are constitutionally protected. But apparently Mr. Trump gets away without suffering political or legal consequences. The same can be said of a provision of the Constitution that few had heard about before Donald Trump assumed the presidency: the emoluments clause.⁷ This little clause prohibits federal officeholders from receiving any gift, payment, or other things of value from a foreign state or its rulers, officers, or representatives. Yet, academic and media research has shown and documented that Trump violates the clause in at least four types of situations. When foreign dignitaries stay at Trump hotels or organize events in his hotels, the president benefits financially at the expense of competitors who lose goodwill. This is so true that two legal actions have been introduced on that basis and one of them has been allowed to proceed.⁸ When the Secret Service must stay in Trump hotels or in Trump golf courses because the president is staying there, this also financially benefits the Trump group. And when foreign entities that are licensees pay royalties to the president for using the Trump name or when the president cashes royalties from the reality show *The Apprentice*, these are other violations of the Emoluments Clause. In all cases, the Trump group gets paid and the president benefits from foreign payments, which may influence his foreign policy decisions.

7. Article I, Section 9, Paragraph 8. The clause provides: “No Title of Nobility shall be granted by the United States: And no Person holding any Office of Profit or Trust under them, shall, without the Consent of the Congress, accept of any present, Emolument, Office, or Title, of any kind whatever, from any King, Prince, or foreign State. It prohibits federal officeholders from receiving any gift, payment, or other thing of value from a foreign state or its rulers, officers, or representatives.”

8. Scott Bomboy, “[An update on the Emoluments cases](#),” National Constitution Center, August 1, 2018.

The attacks on unwritten norms

Not content with violating written norms, Trump also attacks unwritten norms, those traditions which are not protected by the Constitution or by law but are an integral part of the American political system and help it work.⁹ Lies for example are not forbidden in the the Constitution. The president lies repeatedly and does not correct his untruths even when caught lying by the media and granted several “Pinocchios by fact-checkers.”¹⁰ Some of his lies are just preposterous, as when he claimed that more people had attended his inauguration ceremony in 2017 than Obama’s in 2009 when photos show otherwise. Others are more consequential, when he asserts that the nomination of the special counsel is unconstitutional, which it is not, or when he accuses the Democrats of being responsible for separating families at the southern border in June 2018, while it was the result of the zero-tolerance policy of the Trump administration. In the case of the wall and the shutdown, the president doctors the figures and manufactures a non-existing crisis from scratch.¹¹ Yet, his base remains unruffled.

When Trump demanded personal loyalty instead of loyalty to the Constitution from FBI Director James Comey or from former heads of intelligence agencies, these were also violations of unwritten norms. When he attacks and criticizes the Department of Justice (DOJ), which he accuses of being “the laughingstock of the world,” and when he regularly interferes in prosecutions and investigations, those are violations of an unwritten tradition of independence of the DOJ which is part of the Executive branch but has always by tradition enjoyed a large degree of independence.¹² As a result, the president is

9. See Akhil Reed Amar, *America’s Unwritten Constitution: The Precedents and Principles We Live By*, Basic Books, 2012.

10. Fact checking, see <http://www.politifact.com/personalities/donald-trump/statements/byruling/false/>.

11. “[There’s No Immigration Crisis, and These Charts Prove It](#),” *The Washington Post*, June 21, 2018.

12. “[The world is laughing at us](#)” says Trump, BBC, February 6, 2018.

not supposed to interfere in specific cases.¹³ When the president asks “his” Justice Department to investigate his political enemies or to re-open investigations about Hillary Clinton’s servers, it goes against all norms of behavior expected from the occupant of the Oval Office. When he asked Comey “to go easy on Flynn” and finally dismissed him via a tweet, Trump added incivility to the violation of norms. To be sure, it is not the first and only time that presidents have tried to interfere with cases in the Department of Justice. President Nixon, for example, put pressure on the DOJ so that it authorized an ITT merger in exchange for a secret campaign contribution from ITT.¹⁴ The big difference with the present situation is that those violations now happen not once but almost every day. And they happen with all institutions. The Special Counsel appointed to investigate possible collusions between the Trump campaign and Russia in the 2016 elections was criticized every day and attacked as “partisan.” As a result, the Trump base could gradually be convinced that whatever the result of the investigation, it should not be taken seriously; it was part of the Deep State bent on undermining the Trump presidency and could not be trusted. The Fed and the NASA for example have not been spared either: the president has interfered several times with the Fed’s monetary policy¹⁵ although the institution has enjoyed a long tradition of independence; Trump has repeated conspiracy theories about NASA, forcing the latter to justify itself and explain with as much humor it could that it did not have a colony of slaves on Mars.¹⁶

13. Bruce Green and Rebecca Roiphe, “[Can the President Control the Department of Justice?](#)” *Alabama Law Review*, 2018. See also *Morrison v. Olson*, 487 U.S. 654 (1988).

14. “[On tape, Nixon outlines 1971 ‘deal’ to settle antitrust case against it](#),” *The Washington Post*, Jan. 4, 1997.

15. Yun Li, “[Trump resumes attack on the Fed as markets sink again](#),” CNBC, Dec. 24, 2018.

16. Ben Collins, “[NASA Denies That It’s Running a Child Slave Colony on Mars](#),” *The Daily Beast*, June 29, 2017.

FBI and intelligence agencies are favorite targets

A favorite target of the president’s has been the FBI because it failed to investigate the former Democratic candidate thoroughly and any bad reason is good to criticize it. After the February 2018 shootout in a Florida high school that caused 17 deaths, Trump immediately tweeted that if the FBI had spent less time trying to prove Russian collusion, they would not have missed the signals sent by the shooter of the Florida school. “This is not acceptable,” he concluded. “Get back to the bases and make us proud of you.”¹⁷

The president has also criticized intelligence agencies that are part of the executive branch and has discarded their reports and conclusions. This was egregiously exemplified during the Helsinki meeting with Russian President Vladimir Putin, in July 2018, when Trump decided to side with Putin – who expectedly denied any interference in the 2016 American elections – despite all evidence brought forward by his own intelligence services.¹⁸ He regularly criticizes his own nominees like Dan Coats, Director of National Intelligence (DNI), forcing him to resist and issue his agency’s 2019 report on major threats publicly in a major departure from past policy of producing both a public report and a separate classified version. In the reports’ introduction, Coats writes he is fortunate to lead an intelligence community “composed of the best and brightest professionals.”¹⁹ Tired of being criticized by present and former officials, Trump decided to punish former directors such as John Brennan and refused the renewal of their accreditation in 2018 because “they are partisan.” It is worth noting that a 1995 executive order (EO 12968) adopted under Bill Clinton sets a few rules, none having anything to do with partisan loyalty but only with allegiance

17. “[His remarks trigger criticism by the survivors. Trump tweet angers survivors of Parkland shooting](#),” CNN, Feb. 19, 2018

18. “[Trump sides with Putin over US intelligence](#),” CNN, July 16, 2018.

19. <https://news.usni.org/2019/01/23/document-u-s-national-intelligence-strategy-2019>.

to the United States and the absence of personal failings such as alcoholism.²⁰ Nowhere are political preferences mentioned.

Donald Trump has also chosen not to abide by traditions that are usually honored by presidential candidates and presidents. He has refused to disclose his income tax returns, alleging an investigation by the IRS (Internal Revenue Service) and when the Democrats tried to obtain them, he resisted the subpoenas and went to court.²¹ Likewise, he has refused to divest of his assets and place them in a blind trust, as his predecessors had done in order to avoid conflicts of interest.²² This means that the voters have no means to find out whether there is a lot of Russian money in the Trump business, if some Russian money was laundered by the purchase of condominiums from the Trump business and if the Trump administration policy towards Russia or China is decided in order to benefit the president's business rather than American interests.

In a nutshell, President Trump attacks norms both written and unwritten to the point that he uses institutions, political processes and even the budget process to partisan use. In December 2018, when the Republicans in Congress reached a deal with the Democrats on the budget, the president refused to sign it just because he was criticized for being weak by the right and Fox News.²³ This attack on Congress resulted in an unnecessary 35-day shutdown, the longest in history, and was followed by an unjustified use of emergency powers to divert amounts appropriated to other uses by Congress.²⁴ The cumulative effect of

20. EO 12968: <https://fas.org/sgp/clinton/eo12968.html>.

21. "[Trump appeals federal judge's order upholding House subpoena for his accounting firm's records?](#)," *The Washington Post*, May 21, 2019.

22. His predecessors did put their assets in a blind trust in order to comply with *Executive order* 12 674 of April 12, 1989 (signed by president G. H. Bush in 1989 and modified by E.O. 12731). Shares and bonds are placed under the trust of a third party whose role is to manage the trust in the interest of the president without the latter knowing when and in what sectors the money is invested.

23. "[Ann Coulter blasts Trump shutdown compromise: 'We voted for Trump and got Jeb!'](#)," *The Hill*, Jan. 19, 2019.

24. "[Trump looks to raid Pentagon budget for wall money using emergency powers](#)," *The Washington Post*, Feb. 15, 2019.

these violations can be felt at home but also abroad where, added to ill-chosen policy decisions, they help undermine American influence and soft power.

LOSS OF LEADERSHIP AND SOFT POWER

As noted by Fareed Zakaria, the world had changed because of the rise of developing nations and BRICS and so had the place of the U.S. on the world stage.²⁵ Yet, even after the 2001 terrorist attacks, the 2003 Iraq war and the 2008 crisis and recession, the U.S. has remained the leading economic, diplomatic and military power. When Barack Obama came to office, however, there was a growing realization that American global leadership needed to be adjusted and that the multilateral rules-based order created after the Second World War had to be put on more sustainable footing. Obama had identified a variety of problems but like his predecessors, he was convinced that the solution was global leadership and multilateral institutions. On the contrary, Trump sees America's alliances as financial burdens.

A world vision of losers and winners

President Trump's vision of the world is one of losers and winners; he doesn't believe in win-win and sees no value in American leadership, only costs. He has always had a very narrow vision of trade, focused on goods and forgetting about trade in services in which the U.S. runs a surplus with most of its trading partners. Since the early 1980s, he has criticized American foreign-policy; for him, the three pillars of security – alliances, open trade, and support for democracy, human rights and the rule of law – are just wrong. Similarly, he does not believe in the interdependence between economic and geopolitical issues. In July 2017, as Bob Woodward²⁶ shows, several of his Secretaries

25. Fareed Zakaria, *The Post-American World*, Norton, 2008.

26. Bob Woodward, *Peur, Trump à la Maison-Blanche*, Seuil, 2018.

tried to educate and brief him on the advantages of global leadership and to explain the advantages of having had, since the second world war, an international order based on rules, the president interrupted by “this is exactly what I don’t want.”²⁷ Why should the U.S. have to pay for troops in South Korea? Why don’t European countries pay their fair share of the NATO budget?

Trump refuses to acknowledge the present and unavoidable interdependence between nations and the benefits that the U.S. derives from being a leader. In spite of what he thinks, all the problems in the world cannot be resolved by trying to limit bilateral trade deficits, due to some U.S. characteristics and not the malevolence of trading partners.²⁸ And the loss of industrial jobs has other reasons.²⁹ Despite opposition by his advisers, he had his aides dig into Trade Acts and they were able to identify section 232 of the 1962 Trade Act which allows the president to add tariffs if “national security” is at stake. Although then-Defense Secretary James Mattis argued that it was not the case, Trump went ahead and imposed tariffs on steel and aluminum which hit primarily U.S. allies such as Canada and the European Union.

27. Ivo Daalder and James Lindsay, *The Empty Throne: America’s Abdication of Global Leadership*, Public Affairs, 2018, p. 2.

28. “Profound economic changes lie at the root of both the U.S. trade deficit and declining manufacturing employment. The role of the U.S. dollar as an international reserve currency has helped finance domestic consumption of imported goods.” Gary Clyde Hufbauer (PIIE) and Steven Globerman (Fraser Institute), “[The United States–Mexico–Canada Agreement: Overview and Outlook](#),” Peterson Institute and Fraser Institute, Paper, Nov. 2018.

29. “Labor productivity and a shifting of comparative advantage to developing nations explain the loss in manufacturing jobs.” “Notwithstanding President Trump’s characterization of NAFTA as the worst trade deal ever signed by the US, the USMCA (ie NAFTA 2.0) doesn’t create much change. The main changes from NAFTA affect the auto sector. Higher domestic content requirements and an implicit minimum wage will likely increase the costs of producing autos in North America. Canadian consumers will be worse off, but Canadian auto companies might benefit if some production activity moves from Mexico to Canada.” Gary Clyde Hufbauer (PIIE) and Steven Globerman (Fraser Institute), *op. cit.*

The end of multilateralism?

After the Second World War and during the cold war, successive presidents endeavored to define U.S. interest globally and led their allies into creating a world that would be advantageous for American interests and values and also for countries sharing those values. These countries would agree on promoting collective security, opening trade and promoting democracy, human rights and the rule of law – albeit with varying consistency. In other words, they decided that it was better and more profitable to abandon the logic of domination and opt for cooperation. For President Eisenhower, the US “could be the wealthiest and the most mighty nation and still lose the battle of the world if we do not help our world neighbors protect their freedom and advance their social and economic progress.”³⁰ Both Rex Tillerson and General Mattis noted when they left office that “nothing is possible without allies and partners.” And American allies happen to be among the top ten economies in the world and among the top military spenders. Yet, President Trump has refused to understand that cooperation and supporting multilateral institutions has increased American power more than it has limited it. Assuming leadership has enabled the United States to impose its rules and standards, whether economic or legal. The dispute settlement mechanism (DSM) at the WTO is very much influenced by American legal culture and is an asset to Americans. After initially resisting the WTO and the dispute settlement mechanism for alleged infringement on US sovereignty, the U.S. is now its largest user along with the European Union, both as a plaintiff and as a defendant. Now Mr. Trump wants to reform the WTO or do away with it altogether³¹.

China has long been a problem as it violates WTO trade rules and intellectual property rights. President Trump may be right

30. Dwight Eisenhower, “Special Message to Congress on the Mutual Security Program,” March 13, 1959, in *Public Papers of the President of the United States: Dwight D. Eisenhower, 1959*, Congressional Printing Office, 1960.

31. <https://www.reuters.com/article/us-usa-trade-wto/u-s-blocks-wto-judge-reappointment-as-dispute-settlement-crisis-looms-idUSKCN1LC190>.

to be more assertive, but because he cannot accept the logic of interdependence and win-win, he deals with these problems separately when they are all closely related and less effectively without the support of its allies.

Towards the end of U.S. leadership?

The United States and American leadership have frequently been criticized. For instance, French President Jacques Chirac complained that “the position of the leader of the free world is vacant” when Bill Clinton first refused to intervene to stop ethnic cleansing in Bosnia. Obama also got his fair share of criticism, both when he initially refused to support military action against Muhammad Kaddafi in Libya and later, when after seeming to be ready to act on the “redline” in Syria, he reversed course and refused to punish Bashar for using chemical weapons.³² Presidents were also harshly criticized, like George W. Bush when he decided to invade Irak in 2003. But in those cases, the criticisms were on specific issues on which America had failed or when it had acted unilaterally. American leadership was not questioned.

This is different today: the idea of U.S. leadership and exceptionalism is attacked by the president himself. For Trump, America has no exceptional responsibilities and is not an exceptional country. By withdrawing from the transpacific partnership (TPP) and the Paris agreement on climate change, the U.S. has given away world leadership in trade and environmental policies. China has grasped the opportunity and started to fill the void. While President Obama’s aim was to isolate China in East Asia so as to diminish its power, the United States is now alone as other signatory countries have worked together to create the TPP 11, thus leaving the United States isolated and destroying whatever Obama had tried to do to counterbalance Chinese

32. Daalder and Lindsay, *The Empty Throne*, *op. cit.*

influence in the Pacific.³³ And that approach applies to all fields: the allies have moved away from the U.S. Where environmental and industrial norms are concerned, China has become the *de facto* leader and can impose its standards. More generally, Beijing invests massively in “the one belt one road initiative” which brings economic benefits to many regions. It is also more than willing to assume costs and responsibilities at the U.N.³⁴ As Daalder and Lindsay contend, “the tragedy of America’s abdication of global leadership is that it was unnecessary.”³⁵ As they explain, the United States was not the wounded giant, the victim of carnage and the policies of Trump’s predecessors were not the unmitigated disaster he portrayed them to be. But the situation has changed for the worst because the U.S. is now more isolated and cannot count on its allies or former allies. Yet in order to for example pressure China into abandoning its predatory practices and intellectual property theft, a united front would be necessary.

The result could be a world where no one leads, leaving a place for chaos and conflicts; it would be dangerous because active leadership is required to organize global responses to global cross-border challenges. But President Xi has declared a “new era for China” and China wants to become tomorrow’s leader and become the champion of globalization.³⁶ Although Beijing’s ascent to global leadership is not certain, it is already clear that one major difficulty will be to dissuade countries disappointed with America from following China’s leadership. The

33. Eleven countries including Japan and Canada signed a landmark Asia-Pacific trade agreement without the United States called The Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP). It will reduce tariffs in countries that together amount to more than 13 percent of the global economy – a total of \$10 trillion in gross domestic product. With the United States, it would have represented 40 percent: <https://www.weforum.org/agenda/2018/03/11-countries-have-signed-trans-pacific-partnership>.

34. “The Role of U.N. Peacekeeping in China’s Expanding Strategic Interests,” United States Institute of Peace (USIP), September 18, 2018.

35. Daalder and Lindsay, *The Empty Throne*, *op. cit.*, p. 174.

36. Elizabeth C. Economy, *The Third Revolution, Xi Jinping and the New Chinese State*, Oxford University Press, 2018.

growth of China challenges America not only economically but also ideologically as a Chinese dominated world would prove inimical to Western values.

SOFT POWER AND BAD EXAMPLE

The loss of leadership is direct in the case of leaving the TPP or the Paris agreement and it is indirect when the president abandons U.S. exceptionalism and projects a less appealing image of the U.S. Their power of attraction has always depended on two elements: the attractiveness of American institutions and democratic values is one and the American dream, the possibility to start from scratch and succeed is the other. Both are under attack. By undermining the rule of law at home, the separation of powers, the independence of the judiciary and freedom of the press, Trump gives a bad example. By praising dictators and human rights abusers abroad, he gives the green light to autocrats and anti-democratic trends and has already made it more difficult to fight and resist the rise of illiberal values and states.

The situation of the press was far from perfect before Trump but the current president has made it much worse.³⁷ Erdogan's assaults on dissidents and Prince Mohamed Bin Salman's killing of Jamal Khashoggi, a Saudi journalist residing in the U.S. and working at the *Washington Post*, in the Saudi consulate in Istanbul are just two examples of what may be called the contagion of the bad example.³⁸ The same is true for the separation of powers. Trump, following on the footsteps of Vice President Cheney, has an expansive view of executive powers³⁹ and his disdain for Congress, a co-equal branch, is evident when the

37. Trump exacerbates press freedom's steady decline, <https://rsf.org/en/united-states>. In 2016 and 2017, the US rank was 41st and 43rd; it was 45th in 2018.

38. "[CIA concludes Saudi crown prince ordered Jamal Khashoggi's assassination](#)," *The Washington Post*, Nov. 16, 2018.

39. The unitary Executive doctrine was "invented" during the Reagan administration and developed under G. W. Bush by Steven Calabresi and Christopher Yoo. Among those who oppose this view and consider there are internal checks within the Executive branch, see Neal K Katyal, "Internal

president decides to declare an emergency⁴⁰ (that does not exist⁴¹) to allocate money that Congress has appropriated for other uses in order to finance "his wall."

The same deterioration can be seen in the economic image of the United States. The poverty rate that had slightly fallen (minus 12.7% in 2016) for the third consecutive year since the most recent recession, it is growing again.⁴² Social mobility has fallen, making the situation worse and the American dream no longer a reality. The world has begun to see it and understand the many inequalities and the growing number of violations of rights, both economic and political.⁴³ This is why according to Nobel prize winner Joseph Stiglitz, the American model is less attractive today.⁴⁴ Also, it has not benefited everybody equally because the system is undermined by "legal" systemic corruption and biased in favor of the rich and of the corporations.⁴⁵ Yet, access by the wealthy to members of Congress bought by political contributions to their campaigns cannot be regulated because of the narrow definition of corruption given by the Supreme Court. Special interests are everywhere and have "access." Although Trump had during his campaign promised to "drain

Separation of Powers: Checking Today's Most Dangerous Branch from Within," 115 *Yale Law Journal* 2314, 2006.

40. "[Trump declares national emergency on southern border in bid to build wall](#)," *The Washington Post*, Feb. 15, 2019.

41. "[There Is No 'National Emergency' at the Border, and Trump's Declaration Is Illegal](#)," ACLU, Feb. 15, 2019.

42. In 2017, approximately 39.7 million people, or 12.3% of the population, had incomes below the official definition of poverty in the United States. Poverty statistics provide a measure of economic hardship. "[Poverty in the United States in 2017](#)," Congressional Research Service, Nov. 7, 2018.

43. Ryan Nunn, Jana Parsons, and Jay Shambaugh, "[Americans Aren't Moving to Economic Opportunity](#)," Brookings - Up Front, November 19, 2018.

44. Robert B. Schiller, "The Transformation of the 'American Dream'," *The New York Times*, August 4, 2017; Stiglitz, "The War on Poverty Is Over," *The New York Times*, July 19, 2018.

45. Anne Deysine, "The Definition of Corruption in the United States: A Case Study of Deregulation by Litigation," in *Corruption and Governmental Legitimacy, A Twenty-First Century Perspective*, Jonathan Mendilow et Ilan Peleg (eds.), Lexington Books, 2017.

the swamp,” the situation has deteriorated and everyone can see that lobbyists are in the White House and at the head of agencies going against the missions assigned to the agencies in question.⁴⁶ This situation has a consequence well summarized by Olivier Zajec: the United States still have *potestas* but its *auctoritas* has been weakened, resulting in diminished U.S. leverage in international relations.⁴⁷

CONCLUSION: THE DECLINE OF WESTERN VALUES

When we add the loss of leadership, the erosion of norms and of the American dream, the contagion of bad example, the result is a fall in U.S. influence on the world stage. Soft power cannot be replaced by threats, hard power, bilateral agreements or even the use of law as a weapon.⁴⁸ The damage to the rules-based international order is already considerable. If Trump were to be reelected in 2020, it could be beyond repair. The losers in this case are the United States but also more generally democratic institutions, the rule of law and liberal democracies which according to authors Steven Levitsky et Daniel Ziblatt are dying.⁴⁹ Other losers are human rights because of President Trump’s refusal to lead in those fields which are of no interest to him and because he sets a bad example. This is reinforced by the decline of diplomacy as documented by Ronnan Farrow in *War on Peace, the End of Diplomacy and the Decline of American Influence*.⁵⁰ Under Trump, a new level has been reached as most departments are

46. “[Trump Made the Swamp Worse. Here’s How to Drain It](#),” *The New York Times*, Oct. 26, 2017.

47. Olivier Zajec, « Leur *potestas* est certes immense avec une puissance militaire inégalée mais ils ne semblent plus parvenir à en tirer l’*auctoritas* nécessaire pour s’imposer dans les relations internationales où d’autres acteurs bousculent leurs positions », *Conflits*, 2018.

48. See for example the extra territorial application of anti-boycott or anti-corruption law and more broadly lawfare.

49. Steven Levitsky and Daniel Ziblatt, *How Democracies Die*, Crown Books, 2018.

50. Ronan Farrow, *War on Peace, the End of Diplomacy and the Decline of American Influence*, Norton, 2018.

understaffed and several vital positions such as nuclear deterrence have not been filled. The businessman/president who thinks like an accountant is convinced it is good to hollow out the State Department to save money. But it has immediate costs because China has the will and the dollars to push for its “values” – or lack thereof – and can annihilate efforts by financial institutions to impose good governance conditions when they lend money. China is happy to help and finance corrupt autocrats and its vision for the world is opposed to Western nations’ values which are no longer defended by the U.S. The results of the 2020 elections are important for Americans but also the world and the future of liberal democracies.

Bibliography

- DAALDER Ivo and James LINDSAY, *The Empty Throne: America’s Abdication of Global Leadership*, Public Affairs, 2018.
 ECONOMY Elizabeth C., *The Third Revolution, Xi Jinping and the New Chinese State*, Oxford University Press, 2018.
 LEVITSKY Steven & Daniel ZIBLATT, *How Democracies Die*, Viking, 2017.
 WOODWARD Bob, *Peur, Trump à la Maison-Blanche*, Seuil, 2018.
 ZAKARIA Fareed, *The Post-American World*, Norton, 2008.

TRUMP'S JUDGES AND THE THREAT TO DEMOCRACY

Caroline Fredrickson

President of the American Constitution Society (ACS)

ABSTRACT

In this article, Fredrickson argues that President Donald J. Trump is having an enormous impact on the American system of justice as well as rule of law through his appointment of extremely conservative judges who believe in a very strong executive. To accomplish this goal, he has worked with Senate Republicans to jettison long-established norms and practices that ensured consultation with home state Senators and a more moderate and representative judiciary. The ultimate impact is to undermine the system of checks and balances and to elevate executive power in a dangerous way.

INTRODUCTION

Limitations on a free press and attacks on human rights are the hallmarks of authoritarianism. Equally dangerous, but less appreciated, is the erosion of an independent judiciary as a check on executive power.

In an October 2018 piece in *The New York Review of Books* (TNYRB), historian Christopher R. Browning wrote that “If the US has someone whom historians will look back on as the gravedigger of American democracy, it is Mitch McConnell. He stoked the hyperpolarization of American politics to make the Obama presidency as dysfunctional and paralyzed as he possibly could. As with parliamentary gridlock in Weimar, congressional gridlock in the US has diminished respect for democratic norms, allowing McConnell to trample them even more. Nowhere is this

vicious circle clearer than in the obliteration of traditional precedents concerning judicial appointments.”¹

McConnell, the Senate Republican leader, aggressively used the filibuster² to block Obama’s nominations. By 2013, there was such a backlog of executive nominees that the Democratic majority in the Senate on a partisan 52-48 margin, passed the “nuclear option,” which allowed a simple majority of 51 votes to confirm Obama’s judicial nominations to the United States courts of appeals and the lower courts, ending the Senate’s three-fifths or 60-vote cloture rule for most nominations.³ This effectively ended the delay of Obama’s executive branch nominations, including the 17 judicial nominees pending at the time.⁴ In 2014, Republicans regained control of the Senate chamber allowing McConnell to prevent almost all of Obama’s nominees from being confirmed with the goal of leaving a significant number of judgeships unfilled at the end of Obama’s term. Most significantly, McConnell refused to consider President Obama’s nominee, Judge Merrick Garland, to fill the seat on the Supreme Court that came open after Antonin Scalia died in early 2016. McConnell said that because it was an election year, the voters should decide – meaning the next president should decide.⁵ With Donald Trump as president, however, McConnell has

1. Christopher Browning, [“The Suffocation of Democracy.”](#) *The New York Review of Books*, October 25, 2018.

2. The term “filibuster” is defined as an attempt to block or delay Senate action on a bill, nomination, or other matter by debating it at length by offering numerous procedural motions, or by any other delay or obstructive actions; such delay can be brought to an end by a vote of three-fifths (usually 60 or more) members of the Senate to bring debate to a close, known as a “cloture” vote.

3. Paul Kane, [“Reid, Democrats trigger ‘nuclear’ option; eliminate most filibusters on nominees.”](#) *The Washington Post*, November 21, 2013

4. Jeremy Peters, [“In Landmark Vote, Senate Limits Use of the Filibuster.”](#) *The New York Times*, November 21, 2013.

5. Russell Berman, [“Republicans Abandon the Filibuster to Save Neil Gorsuch.”](#) *The Atlantic*, April 6, 2017.

recently reversed course, suggesting that a 2020 vacancy would be considered by the Senate.⁶

And with Donald Trump’s election as president in 2016, McConnell ended the filibuster for Supreme Court nominations – which Democrats had kept in place – in order to complete the “steal” of Scalia’s seat from Obama and confirm Trump’s nominee, Neil Gorsuch. McConnell showed his partisan colors during the Kavanaugh hearings; rushing them despite lacking a vast trove of background information on the nominee and refusing to allow a full FBI inquiry into the allegations of sexual assault by several survivors. The midterms were coming.

Immediately upon assuming office, President Trump began nominating individuals for judicial vacancies who would, in the words of his advisor Leonard Leo, make the courts “unrecognizable.”⁷ The impact the president has had on the courts extends far beyond the Supreme Court. Indeed, Senate Republicans blocked Obama from filling more than 100 lower court vacancies that Trump is now filling. Since 2017, the Senate majority has confirmed 42 nominees to lifetime appointments, 21 of them to the U.S. Circuit Courts of Appeals. In order to reach such break-neck speed, the White House and Senate have broken the very process used to identify and confirm well-qualified nominees to serve in these important positions. Beyond the filibuster, there were many norms to jettison.

Data from the Federal Judicial Center shows that as of July 2, 2018, Trump has gotten more federal appeals court judges confirmed at this point in his presidency than Barack Obama and George W. Bush *combined*. Despite this winning record on the appellate courts, the president has left less of an imprint on the district courts. But this is all part of a plan. Unlike prior presidents who have consulted with senators on district court nominees and nominated district court judges quickly to give the

6. William Cummings, [“McConnell appears open to election year nomination if Supreme Court seat vacant in 2020.”](#) *USA Today*, October 8, 2018.

7. Ryan Lovelace, [“Trump adviser Leonard Leo details plans to overhaul judiciary.”](#) *Washington Examiner*, May 12, 2017.

senators some political value, this White House has prioritized the courts that will leave the most lasting impact on the law – the federal appeals courts and Supreme Court. The trial courts will follow, they believe, and at little cost.

PROCESS FAILURES

The Trump White House, hand in hand with Senate Republicans, has overseen a dismantling of Senate traditions, norms and practices, as well as collegiality and comity, in service of transforming the judiciary. The text that follows outline key examples.

According to the Constitution, the president “shall nominate, and by and with the Advice and Consent of the Senate, shall appoint” judges.⁸ Because the Senate plays such a critical role in the process, presidents consult with and seek agreement from senators who represent the states where a potential nominee would serve. In fact, most senators have a formal process by which they select potential nominees for consideration by the president.

Since President Trump took office, he has repeatedly failed to respect senators’ advice and consent responsibilities and the established processes by which they make recommendations. For example, President Trump nominated Ryan Bounds to the U.S. Court of Appeals for the Ninth Circuit, located in Oregon, without prior consultation with Senators Merkley (D-OR) and Wyden (D-OR).⁹ He also nominated Michael Brennan to the U.S. Court of Appeals for the Seventh Circuit, located in Wisconsin, over objection by Senator Baldwin (D-WI) whose process was ignored.¹⁰ Senator Kennedy (R-LA) similarly noted that the White House was adamant in proceeding with the nomination of Kyle

8. United States National Archives, “[The Constitution of the United States: A Transcription](#),” December 7, 2018.

9. David Lat, “[Good Riddance to ‘Blue Slips](#),” *The New York Times*, May 9, 2018.

10. Kevin Freking, “[GOP efforts to disregard ‘blue slips’ and move forward with Wisconsin judge riles Dems](#),” *The Chicago Tribune*, May 9, 2018.

Duncan to the U.S. Court of Appeals for the Fifth Circuit, located in Louisiana, despite his opposition during negotiations.¹¹ In another instance of ignoring a home-state Senator, the president nominated David Porter to the U.S. Court of Appeals for the Third Circuit, located in Pennsylvania, despite longstanding opposition from Senator Casey (D-PA).¹²

In addition to providing pre-nomination consultation, for decades home-state senators have submitted a physical blue piece of paper (blue slip) to the Senate Judiciary Committee signaling support for or opposition to nominees for judicial vacancies in their states. This long-standing tradition of the Senate Judiciary Committee ensured that the Chair would only proceed with a confirmation hearing for those nominees who receive both of their home-state senators’ support.

However, in December 2017 and again in January 2018, the Senate Judiciary Committee Chair, Senator Grassley (R-IA), scheduled hearings over objections of several home-state Senators. Having ignored senators’ concerns and authority, Senator Grassley is now the final arbiter of how and when the blue slip is respected.¹³

Since 1989, all but one Administration provided the American Bar Association’s Standing Committee on the Federal Judiciary an opportunity to independently review potential nominees’ professional qualifications in terms of integrity, competence, and temperament, simultaneous to the White House’s review. Largely because of this, only four nominees have received unanimous Not Qualified ratings in the Standing Committee’s history before President Trump took office. The Trump Administration refuses to follow this tradition. In the president’s first year, two nominees received unanimously Not Qualified ratings, including

11. Jordan Carney, “[Senate confirms Trump nominee despite missing ‘blue slip](#),” *The Hill*, January 30, 2018.

12. Tracie Mauriello, “[Why Bob Casey thinks the confirmation hearing for Pittsburgh attorney David Porter is breaking protocol](#),” *Pittsburgh Post-Gazette*, June 4, 2018.

13. Tessa Berenson, “[How One Republican Broke With Tradition to Help Trump Confirm More Judges](#),” *Time*, February 9, 2018.

L. Steven Grasz, whom the Senate confirmed to serve in the U.S. Court of Appeals for the Eighth Circuit.¹⁴ Over a dozen additional nominees received partially Not Qualified ratings from the Standing Committee.¹⁵

To speed up confirmation of the president's judicial nominees, Senator Grassley routinely packs hearings with multiple Circuit Court nominees, providing limited and insufficient time for Committee members to question nominees. Since 2017, Senator Grassley has already scheduled five hearings that included multiple U.S. Circuit Court of Appeals nominees. By comparison, this only occurred three times in the entirety of President Obama's tenure.¹⁶

There is significant evidence that the Trump Administration is favoring speed of nominations over thorough vetting of nominees. For example, Brett Talley, nominated to serve in the U.S. District Court for the Middle District of Alabama, did not include in his questionnaire for the Senate Judiciary Committee his wife's employment in the Office of White House Counsel or his extensive blogging arguing the purity of the Ku Klux Klan's (KKK) founding. Shocked at this behavior, the Senate urged the White House to reconsider this nomination and his nomination did not move forward.¹⁷ Yet, he continues lead the work in the U.S. Department of Justice's Office of Legal Policy, which is responsible for guiding other nominees through the judicial confirmation process. Matthew Petersen, nominated to serve in the U.S. District Court for the District of D.C., also displayed his appalling lack of legal experience and knowledge during his

14. Seung Min Kim, "[ABA deems another Trump judicial nominee 'not qualified.'](#)" *Politico*, October 30, 2017.

15. American Bar Association, [Standing Committee on the Federal Judiciary, Ratings of Article III and Article IV Judicial Nominees](#), December 13, 2018.

16. Jennifer Bendery, "[Senate's Out? Nobody's Around? Perfect Time To Advance Trump's Court Picks, Says GOP.](#)" *The Huffington Post*, October 24, 2018.

17. Paul Blest, "[KKK Defender Whose Judicial Nomination Went Down in Flames Is a Federal Prosecutor Now.](#)" *Splinter*, July 2, 2018.

Senate Judiciary Committee hearing. His nomination also did not move forward.¹⁸

And of course, most recently, the Senate voted on Brett Kavanaugh after receiving only a fraction of the background documents that would have illuminated his record, and without an adequate inquiry by the FBI into allegations of sexual assault.¹⁹ It is quite alarming that the Republicans believe that this process allowed the Senate to fulfill its role of "advise and consent."

These examples demonstrate how the White House and Senate Majority are willing to cut corners to promote less qualified and extreme ideologues.

IMPACT ON THE LAW

As stated previously, as of July 2, 2018, Donald Trump had successfully appointed more federal appeals court judges so far in his presidency than Barack Obama and George W. Bush *combined* had appointed at the same point in theirs. Adding to this success, he has also added two Supreme Court justices. With several of the remaining members of the Court being quite elderly, he may have the chance to appoint another one, two or three. And of course, what is most disturbing is how these judges will rule on critical issues from personal autonomy to rule of law and national security.

Speaking broadly, Trumps' judges have been chosen for ideology. They are anti-choice, support deregulation, take aggressive stances on American foreign policy, and are deferential to the president – the latter is particularly important for the investigation of Russian interference in the 2016 United States presidential election. And these appointments will have a lingering and negative impact on the nation's response to climate change and international human rights challenges. For example, even

18. Richard Wolffe, "[This man sums up all that is wrong about Trump's takeover of the courts.](#)" *The Guardian*, December 16, 2017.

19. Sheryl Gay Stolberg and Michael Shear, "[FBI to End Kavanaugh Inquiry as Soon as Wednesday With Vote Coming This Week.](#)" *The New York Times*, October 2, 2018.

though the Trump administration pulled the U.S. out of the Paris Agreement, federal courts would normally serve as a check on dismantling U.S. statutory & regulatory restraints on global warming. But the courts under Trump are not likely to do that.

What we know so far of Justice Kavanaugh's record suggests he will be extremely deferential to the president. The new justice replaces Anthony M. Kennedy, who helped affirm detainee rights in landmark cases during the George W. Bush administration.²⁰ Kavanaugh brings a long record in this area, very different from Kennedy's. His 12-year tenure on the DC Circuit Court shows broad deference to presidential powers on national security and war. He consistently embraced a limited view of the courts' ability to challenge the executive branch in that area.

Kavanaugh could be the critical vote on questions that arise from the government's controversial use of the law known as an Authorization for Use of Military Force (AUMF), to justify military incursions against the Islamic State. Critics say the law does not provide justification for such operations. Of singular importance in Kavanaugh's jurisprudence is his skepticism of the relevance of international law in establishing limits to presidential powers. In a lengthy opinion in *al-Bihani v. United States*, Kavanaugh wrote that international law cannot limit presidential power to fight al-Qaeda and other militant groups, and to hold detainees.²¹ These views could spill over to other areas, including privacy and surveillance.

With respect to checks and balances, a central element of the US's constitutional structure, Kavanaugh has repeatedly questioned pivotal Supreme Court decisions that limit out-of-control presidential power (such as the Watergate tapes case) and has a history of controversial statements that suggest he believes the Constitution bars a special counsel from investigating a president. When meeting with Leader Schumer prior to his confirmation,

20. Stephen Vladeck, "[One huge difference between Kavanaugh and Kennedy: Their Guantanamo records](#)," *The Washington Post*, July 11, 2018.

21. Jonathan Hafetz, "[Judge Kavanaugh's record in national-security cases](#)," SCOTUSblog, August 9, 2018.

Kavanaugh not only refused to answer crucial questions about health care and women's reproductive rights, he also refused to affirm that a president must comply with a duly issued subpoena, even in a criminal investigation that concerns national security. Many believe he was chosen *because* of these ideas – with the Mueller investigation ongoing. Kavanaugh, along with the other conservative justices, is being counted on to protect the president against charges of obstruction of justice and collusion with a foreign power. Trump attorney Michael Cohen pleaded guilty to eight criminal charges and implicated President Trump as an unindicted co-conspirator of a federal crime. Paul Manafort, who was Trump's campaign manager, was found guilty of multiple counts of fraud.

As President Trump, his allies, and legal team continue to attack and try to undermine Special Counsel Mueller's investigation, Trump's personal attorney and former Mayor of New York City, Rudy Giuliani, has said that he plans to fight a potential subpoena all the way to the Supreme Court. It is possible that, in the near future, the Supreme Court could be faced with a decision as to whether a sitting president can be subpoenaed or indicted, a question the Court has yet to answer.²²

In the wake of the Cohen & Manafort news – a president, implicated as an unindicted co-conspirator of a federal crime – an accusation made not by a political enemy but by the closest of his own confidants – has made a second lifetime appointment to the Supreme Court – a court that may someday soon determine the extent of the president's legal jeopardy.

CONCLUSION : WHERE DOES THIS LEAVE US?

The US has a federal court system that has become so deeply politicized that it is hard to believe the next president will be able to appoint any judges without a Senate of the same party. The assault on norms has gone almost unnoticed, overwhelmed

22. Robert Costa, "[Trump's lawyers prepare to fight subpoena all the way to the Supreme Court](#)," *The Washington Post*, August 15, 2018.

by the typhoon of accounts of corruption, dissembling and fraud engaged in by the President and his party. How can we move forward as a democracy with a rigged judiciary, a corrupt executive, and a spineless legislature?

Mitch McConnell and his colleagues have made a *faustian bargain*: tax cuts that will undoubtedly unleash corporate power to pollute and engage in risky financial practices, as well as a host of nominations, were worth turning a blind eye to corruption and self-dealing, not to mention an end to long-standing norms and civil discourse.

On many issues, the public is becoming more liberal – gay rights, gender roles, the environment and race for example – as well as more diverse (and younger). A Supreme Court and a federal judiciary that represents an extreme minority viewpoint and has the power to thwart the majority poses a threat to the American system of checks and balances and potentially to our democracy.

Christopher R. Browning: “No matter how and when the Trump presidency ends, the specter of illiberalism will continue to haunt American politics. A highly politicized judiciary will remain, in which close Supreme Court decisions will be viewed by many as of dubious legitimacy, and future judicial appointments will be fiercely contested.”²³

Bibliography

- American Bar Association, *Standing Committee on the Federal Judiciary, Ratings of Article III and Article IV Judicial Nominees*, December 13, 2018.
- BROWNING Christopher, “[The Suffocation of Democracy](#),” *The New York Review of Books*, October 25, 2018.
- FREDRICKSON Caroline, *The Democracy Fix: How to Win the Fight for Fair Rules, Fair Courts, and Fair Elections*, The New Press, 2019.
- United States National Archives, “[The Constitution of the United States: A Transcription](#),” December 7, 2018.
- WOLFFE Richard, “[This man sums up all that is wrong about Trump’s takeover of the courts](#),” *The Guardian*, December 16, 2017.

23. Christopher Browning, “[The Suffocation of Democracy](#),” *op. cit.*

L’ÉLECTORAT LATINO-AMÉRICAIN AU-DELÀ DU « GÉANT DORMANT » : DÉCONSTRUIRE LE MYTHE DU GROUPE UNI-IDENTITAIRE ET APOLITIQUE

Andréanne Bissonnette

Doctorante en science politique, chercheure en résidence à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

Première minorité ethnoculturelle aux États-Unis, les Latino-Américains participent encore relativement peu aux élections américaines. Cet article postule que la représentation des Latinos comme un tout et leur assimilation aux enjeux d’immigration entraînent un décalage entre les stratégies électorales des partis politiques et la mobilisation politique de l’électorat latino-américain.

INTRODUCTION

En 2020, les minorités ethnoculturelles constitueront un tiers de l’électorat étasunien¹. Première minorité ethnoculturelle, les Latino-Américains constituent une importante force politique potentielle aux États-Unis² et constitueront, pour la première fois en 2020, un électorat numériquement plus important que les Afro-Américains. Entre 1996 et 2003, plus d’un million de Latino-Américains se sont inscrits sur les listes électorales, ce qui

1. Anthony Cilluffo et Richard Fry, *An Early Look at the 2020 Electorate*, Pew Research Center, 30 janvier 2019.

2. Atiya Kai Stokes-Brown, « [Racial Identity and Latino Vote Choice](#) », *American Politics Research*, 34:5, 2006, p. 627-652.

représente la plus forte augmentation tous groupes ethniques confondus³.

Représentant actuellement 15 % de la société étasunienne, les Latino-Américains pourraient atteindre, selon les projections, 25 % de la population totale d'ici 2060⁴. Outre l'importante croissance du groupe, les Latino-Américains se distinguent également par leur courbe démographique : 61 % ont moins de 35 ans, et 81 % sont nés aux États-Unis⁵. En ce sens, le poids électoral potentiel du groupe est non seulement important en termes de nombre, mais s'inscrit également dans la durée.

Or, malgré cette potentielle force politique, les Latino-Américains portent depuis plusieurs années, le surnom de « géant dormant » en raison de leur faible participation électorale. En effet, ils constituent l'un des groupes avec le plus faible taux de participation lors des élections présidentielles et de mi-mandat. En 2016, les promesses – notamment en matière d'immigration – de Donald Trump laissaient pressentir un réveil de ce géant, en faveur du Parti démocrate. Or, seulement 47,6 % des Latinos éligibles se rendirent aux urnes (une baisse de 0,4 % par rapport à 2012)⁶, et ce malgré une vague de naturalisation et d'inscription sur les listes électorales dans les mois qui ont précédé l'élection⁷. Les sondages à la sortie des urnes lors des élections de mi-mandat de 2018 permettent de faire le même constat : la participation des Latino-Américains reste anémique.

Alors que les discours et rhétoriques de certains politiciens prennent de plus en plus en considération les enjeux touchant les Latino-Américains – et qu'on observe une augmentation

3. Malcolm Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *The Political Quarterly*, 74:2, 2003, p. 214.

4. *Ibid.*

5. Mark Hugo Lopez et al., *Key Facts About Young Latinos, One of the Nation's Fastest-Growing Populations*, Pew Research Center, 13 septembre 2018.

6. Jens Manuel Krogstad et Mark Hugo Lopez, *Black Voter Turnout Fell in 2016, Even as a Record Number of Americans Cast Ballots*, Pew Research Center, 12 mai 2017.

7. Julia Preston, « [More Latinos Seek Citizenship to Vote Against Trump](#) », *The New York Times*, 7 mars 2016.

du nombre d'élus appartenant à la communauté, comment expliquer ce faible taux de participation ? La tendance de certains observateurs et commentateurs politiques à présenter l'électorat latino-américain comme un tout et à l'associer principalement aux enjeux d'immigration entraîne un décalage entre les stratégies électorales des partis politiques et la mobilisation politique des Latino-Américains, dont leur accès aux urnes. La présente réflexion propose dans un premier temps de revenir sur ce qu'est l'électorat latino-américain et, dans un second temps, d'analyser les contraintes qui limitent l'exercice du droit de vote ainsi que les facteurs favorisant la participation politique des Latino-Américains. Considérant le potentiel électoral de ce groupe, cette réflexion sur l'engagement et la participation politiques des Latino-Américains ouvre des pistes de réflexion quant à la mobilisation politique des Latino-Américains et lance des défis pour les deux grands partis à l'aube des élections de 2020.

UN ÉLECTORAT LATINO-AMÉRICAIN ? LE MYTHE DU BLOC UNI ET DÉMOCRATE

Les électeurs latino-américains tendent, historiquement, à soutenir le Parti démocrate⁸. S'il est vrai qu'une majorité d'électeurs latino-américains soutiennent ce parti et que certaines caractéristiques communes aux membres de ces communautés nous permettent de parler « des » Latino-Américains en tant que groupe ethnique, il importe de noter que ce groupe n'est pas homogène et qu'il englobe de multiples réalités susceptibles d'affecter le comportement électoral. Tout comme pour les autres groupes d'électeurs, le vote des Latino-Américains est influencé par une pluralité de facteurs, dont le statut socioéconomique,

8. Nathan J. Kelly et Jana Morgan Kelly, « [Religion and Latino Partisanship in the United States](#) », *Political Research Quarterly*, 58, 2005, p. 87-95 ; Rodolfo O. de la Garza et al., *Latino Voices: Mexican, Puerto Ricans, and Cuban Perspectives on American Politics*, Westview, 1992 ; Rodolfo O. de la Garza, « [Latino Politics](#) », *Annual Review of Political Science*, 7, 2004 p. 91-123 ; Louis DeSipio, *Counting on the Latino Vote: Latinos as a New Electorate*, University of Virginia Press, 1996.

l'éducation, la religion et l'origine ethnique. Deux de ces facteurs, la religion et l'origine ethnique, permettent de distinguer certains sous-groupes au sein de l'électorat latino-américain. Ces facteurs affectent l'affiliation politique de ceux-ci et permettent de déconstruire le mythe d'un bloc électoral uni dans son soutien aux démocrates.

Sur le plan de l'appartenance religieuse, les Latino-Américains sont historiquement associés au catholicisme⁹. Or des études démontrent l'existence de clivages religieux cruciaux chez les Latino-Américains¹⁰. Par exemple, ils quittent de plus en plus l'Église catholique au profit de l'Église évangélique¹¹. Par conséquent, certains chercheurs se sont penchés sur la question de l'influence de l'appartenance religieuse sur l'affiliation politique des Latino-Américains. En ce sens, Lee et Pachon postulent que, malgré un certain conservatisme social, les Latinos catholiques se seraient attachés au Parti démocrate non pas en fonction de leur appartenance religieuse, mais plutôt en raison de positions jugées plus favorables aux Latino-Américains et aux autres minorités ethnoculturelles¹². Cet attachement se serait développé dans les années 1930 pour ensuite se solidifier dans les années 1960, en raison du rôle des démocrates dans la promotion des droits civiques. Les candidats démocrates sont également plus susceptibles de s'intéresser à la communauté et de proposer des politiques alignées sur les besoins et priorités

9. David Maldonado, « Protestantes: An Introduction », in David Maldonado, *Protestantes/Protestants: Hispanic Christianity Within Mainline Traditions*, Abingdon Press, 1999, p. 9-18 ; Jongho Lee et Harry P. Pachon, « [Leading the Way. An Analysis of the Effect of Religion on the Latino Vote](#) », *American Politics Research*, 35:2, 2007, p. 252-272.

10. B. Kosmin et A. Keysar, « [Party Political Preferences of US Hispanics: The Varying Impact of Religion, Social Class and Demographic Factors](#) », *Ethnic and Racial Studies*, 18, 1995, p. 336-347 ; David L. Leal et al., « [The Latino Vote in the 2004 Election](#) », *PS: Political Science and Politics*, 38, 2005, p. 41-49.

11. Larry L. Hunt, « [Religion and Secular Status Among Hispanics in the United States: Catholicism and the Varieties of Hispanic Protestantism](#) », *Social Science Quarterly*, 81:1, 2000, p. 344-362.

12. Jongho Lee et Harry P. Pachon, « [Leading the Way. An Analysis of the Effect of Religion on the Latino Vote](#) », *op. cit.*, p. 257.

politiques des Latino-Américains¹³. Ainsi, l'attachement des Latinos catholiques au Parti démocrate n'est pas nécessairement lié à leurs croyances religieuses. Toutefois, si l'appartenance à l'Église catholique n'est pas un vecteur explicatif, l'appartenance à l'Église protestante pourrait expliquer certains comportements des Latinos. En effet, si le conservatisme social ne semble pas déterminant quant au vote des Latinos catholiques, les Latinos évangéliques sont généralement plus conservateurs sur ces enjeux et plus à même de modifier leur vote en fonction de la position des partis sur ceux-ci¹⁴. Lee et Pachon concluent que l'appartenance religieuse n'influence pas le degré de participation politique, mais notent que les Latino-Américains appartenant à une Église protestante sont plus enclins à soutenir un candidat républicain que les autres Latinos¹⁵. L'identité religieuse illustre donc l'hétérogénéité des électeurs latino-américains.

Dans un second temps, l'origine ethnoculturelle affecte également l'affiliation et le comportement politiques des Latino-Américains¹⁶. Le terme « Latino-Américains » fait référence à plusieurs sous-groupes ethnoculturels qui ont une origine régionale commune. Tout d'abord, les Mexicains et les Centraméricains ont en commun une expérience migratoire particulière. Ils sont majoritairement concentrés dans les États frontaliers (Californie, Arizona, Nouveau-Mexique et Texas) ainsi que sur la côte Est (Caroline du Nord et New York). Ils font preuve d'un attachement envers le Parti démocrate depuis les années 1930 en raison des politiques sociales mises en œuvre par le parti, et de la sensibilité des candidats démocrates aux enjeux touchant la communauté. Les Mexicains et Centraméricains perçoivent également le Parti républicain comme étant un parti blanc, peu intéressé aux

13. *Ibid.*, p. 256.

14. *Ibid.*, p. 258.

15. *Ibid.*, p. 266.

16. Jan Leighley et Jonathan Nagler, « [Latino Electoral Participation: Variations on Demographics and Ethnicity](#) », *RSF: The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences*, 2:3, 2016, p. 149.

enjeux importants pour ces électeurs¹⁷. Les recherches de Coffin démontrent que seulement 10 % des Latinos sondés considèrent que le Parti républicain s'intéresse aux enjeux les affectant¹⁸. Ces électeurs sont en faveur d'un État – fédéral et fédéré – plus généreux, assurant plus de services, même si cela signifie un niveau de taxation plus élevé¹⁹. Ensuite, les Cubains se distinguent des autres sous-groupes en raison des conditions ayant marqué leur mouvement migratoire et leur établissement sur le sol étasunien. La révolution cubaine de 1959 et les divisions idéologiques entre le nouveau régime et les tenants de l'ancien ont propulsé une vague de migration vers les États-Unis. Les positions du Parti démocrate à l'égard du régime castriste ont rapidement été jugées trop clémentes par la communauté cubaine aux États-Unis, qui s'est tournée vers le Parti républicain et ses politiques fermement anticommunistes²⁰. Cet attachement au Parti républicain n'est toutefois pas indéfectible : le vote des nouvelles générations, qui n'ont pas connu le régime à Cuba, est plus volatile et davantage influencé par d'autres enjeux²¹. Cette dynamique pourrait être déterminante à l'avenir, les Cubains-Américains votant plus que les autres communautés latino-américaines²². Enfin, le troisième sous-groupe distinctif est celui des Portoricains. Bien que citoyens américains, les résidents de Porto Rico ne peuvent pas voter lors des élections présidentielles et, bien qu'étant représentés par un membre à la Chambre des représentants, celui-ci n'a pas le droit de vote, l'île n'étant pas un État, mais plutôt un territoire des États-Unis. Toutefois, un citoyen originaire de Porto Rico installé sur le territoire de l'un des 50 États peut participer aux élections fédérales. En ce sens, le vote des Portoricains pourrait

17. Malcom Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *op. cit.*, p. 215.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*, p. 216.

20. *Ibid.*, p. 215.

21. *Ibid.*, p. 216.

22. Benjamin G. Bishin et Casey A. Klofstad, « [The Political Incorporation of Cuban Americans: Why Won't Little Havana Turn Blue?](#) », *Political Research Quarterly*, 65 :3, p. 586-599.

gagner en importance dans les élections à venir. En effet, selon le Center for Puerto Rican Studies, suite à l'ouragan Maria, en 2017, plus de 135 000 Portoricains²³, mécontents de la réponse de l'administration Trump, ont décidé de quitter l'île des Caraïbes et de s'installer sur le territoire continental – majoritairement en Floride. Ainsi, dans les mois qui ont précédé les élections de mi-mandat de 2018, une augmentation de 6,2 % du nombre de Latino-Américains inscrits sur les listes électorales dans cet État pivot a été enregistrée. Bien que cette hausse ne soit pas uniquement le fait des électeurs portoricains et n'ait pas été déterminante lors des élections de mi-mandat de 2018 – les républicains remportant plusieurs élections importantes –, les Portoricains pourraient affecter le paysage politique de la Floride dans les prochaines années. L'analyse de la composition du groupe « Latino-Américains » permet donc de souligner l'hétérogénéité de ces communautés et d'illustrer comment les particularités de chaque sous-groupe ethnique peuvent influencer le comportement électoral et politique.

Finalement, bien qu'il soit possible de dégager des tendances du comportement électoral des Latino-Américains, il importe de noter que, comme pour les autres groupes d'électeurs, les différences sociales à l'intérieur même de la communauté latino-américaine peuvent affecter les priorités individuelles et influencer le vote. Ainsi, le niveau de conservatisme, le genre et le niveau d'acculturation peuvent être des éléments affectant le positionnement politique d'un individu. Tout d'abord, le niveau de conservatisme, individuel et collectif, peut affecter le vote. Traditionnellement conservateurs sur les questions morales, les Latinos sont de plus en plus progressistes sur les enjeux sociaux²⁴. Toutefois, la position du

23. Jennifer Hinojosa *et al.*, [Puerto Rican Post-Maria Relocation by States](#), Center for Puerto Rican Studies – Hunter College, mars 2018. Ce chiffre demeure une estimation car les Portoricains ne sont pas comptabilisés dans les données produites par le gouvernement fédéral quant aux déplacements de population à l'intérieur des États-Unis.

24. María E. Len-Ríos, « [The Politics of Latino Publics: Immigration Reform, Political Participation and Intention to Vote](#) », *Public Relations Review*, 43, 2017, p. 251.

Parti démocrate sur les enjeux tels que l'avortement et le mariage entre personnes de même sexe peut pousser des Latinos plus conservateurs vers le Parti républicain²⁵. Bien que les Latinos ne votent majoritairement pas sur la base des valeurs familiales, le positionnement individuel sur l'axe du progressisme/conservatisme peut affecter le vote²⁶. Ensuite, le genre semble affecter le comportement électoral des Latinos, les femmes votant davantage pour le Parti démocrate. Les divisions traditionnelles des rôles de genre influencent l'importance accordée au rôle du gouvernement en matière de santé et d'éducation²⁷ ; les femmes sont ainsi plus réceptives aux politiques sociales proposées par les candidats démocrates en raison du rôle qui leur est associé au sein de l'unité familiale. Enfin, le niveau d'acculturation d'un individu peut affecter l'importance accordée à certains enjeux. Par exemple, alors que les migrants de première génération sont plus à même de soutenir des politiques en faveur des immigrants, ceux de deuxième et troisième génération accordent moins d'importance à ces enjeux²⁸. Le niveau d'acculturation affecte ainsi les priorités et valeurs des électeurs latino-américains, ainsi que leur positionnement politique²⁹. Toutefois, si le positionnement social affecte le positionnement politique au sein de la communauté latino-américaine, les recherches démontrent que, contrairement à d'autres groupes ethniques, les Latinos votent moins en fonction de leur statut socio-économique, « le revenu n'influence pas leur comportement électoral et les mesures socio-économiques conventionnelles n'expliquent pas

25. Jongho Lee et Harry P. Pachon, « [Leading the Way. An Analysis of the Effect of Religion on the Latino Vote](#) », *op. cit.* ; Malcom Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *op. cit.*

26. Malcom Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *op. cit.*

27. *Ibid.*, p. 216.

28. Norman Binder *et al.*, « [Mexican American and Anglo Attitudes Toward Immigration Reform: A View From the Border](#) », *Social Science Quarterly*, 78, 1997, p. 324-337.

29. María E. Len-Ríos, « [The Politics of Latino Publics: Immigration Reform, Political Participation and Intention to Vote](#) », *op. cit.*, p. 250.

la partisanerie des Latinos³⁰ ». Comme les Afro-Américains, les Latinos sont davantage influencés par leur origine ethnique que par leur statut socio-économique³¹.

ENTRAVES AU DROIT DE VOTE ET FACTEURS DE MOBILISATION POLITIQUE

Ainsi, bien que votant majoritairement pour le Parti démocrate, les électeurs latino-américains sont influencés par d'autres facteurs. Au-delà des facteurs idéologiques, certaines dynamiques politiques et sociales peuvent encourager – ou à l'inverse décourager – le vote. Contrairement à d'autres communautés ethnoculturelles, les Latino-Américains sont moins influencés par les indicateurs démographiques habituels, comme le statut socio-économique et le niveau d'éducation³². Afin de saisir les facteurs de vote et d'abstention des Latinos, il importe alors de regarder au-delà des facteurs démographiques.

Les contraintes à l'exercice du droit de vote

Le taux de participation des Latino-Américains peut également être affecté par des dynamiques inhérentes au système politique des États-Unis. Prétendant de vouloir renforcer l'identification des électeurs le jour du scrutin pour éviter les fraudes, certains États ont adopté des mesures pouvant décourager les électeurs d'aller voter – voire créer des obstacles infranchissables pour certains. L'une de ces méthodes est de limiter les pièces d'identité admises dans les bureaux de vote. Par exemple, certains États n'acceptent que le permis de conduire comme pièce valide, ce qui affecte négativement les individus à plus faible revenu qui n'ont pas nécessairement un permis de conduire

30. Malcom Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *op. cit.*, p. 217. Traduction libre.

31. *Ibid.*

32. Jan Leighley et Jonathan Nagler, « [Latino Electoral Participation: Variations on Demographics and Ethnicity](#) », *op. cit.*, p. 161.

valide en raison des coûts associés à celui-ci. L'inscription sur la liste électorale, qui doit être faite par l'individu et dont la date limite pour être admissible à la prochaine élection varie selon les États, constitue un autre obstacle à l'exercice du droit de vote. Ces deux contraintes n'affectent pas uniquement les électeurs latino-américains, mais peuvent contribuer au faible taux de participation. Plus encore, la problématique du *gerrymandering*, cette pratique de découpage partisan des cartes électorales, entraîne une dilution du vote dans certains comtés et États et peut affecter la perception des électeurs quant à l'impact possible de leur vote.

Indépendamment de leur statut légal, les Latino-Américains sont affectés par la montée du discours anti-immigration et du profilage racial qui en découle dans certains contextes étatiques. Cela peut avoir un impact sur l'application effective du droit de vote, en ce sens que les électeurs latinos peuvent être victimes de discrimination et de profilage, leur citoyenneté et leur identité étant remises en question. Cette problématique s'articule à trois niveaux. D'abord, dans les États frontaliers voisins du Mexique, la présence de points de contrôle intérieurs peut affecter la mobilité des Latino-Américains et leur capacité à se déplacer au bureau de vote dans des délais raisonnables. En effet, ces points de contrôle constituent des lieux de discrimination et de profilage : même avec un statut de citoyen, un Latino-Américain peut faire l'objet d'un interrogatoire plus long. Dans un contexte où les électeurs doivent conjuguer leurs horaires de travail et les heures d'ouverture des bureaux de vote, l'augmentation du temps de déplacement peut être une contrainte au vote. Ces discriminations et lieux de profilage ne se limitent toutefois pas aux bureaux de vote, s'immiscant dans le discours politique, tel que l'illustre un exemple récent au Texas. À la suite des élections de mi-mandat de 2018, le procureur général du Texas, Ken Paxton, a remis en cause la citoyenneté de quelque 100 000 électeurs dans un courriel intitulé « Voter Fraud Alert »³³. Une part importante de ces électeurs étaient des citoyens naturalisés. Les bulletins de

33. Simon Romero, « [El Paso's Message for Trump Before Rally: Don't Speak for Us](#) », *The New York Times*, 10 février 2019.

vote provisoires peuvent constituer une solution temporaire en ce sens que le citoyen dont l'identité est remise en question peut remplir un bulletin de vote qui sera comptabilisé lorsque son identité sera validée. Toutefois, cette solution n'élimine pas la discrimination perçue par l'électeur et l'impact que ce type de traitement peut avoir sur la propension d'un individu à se prévaloir de son droit de vote.

Enfin, certains facteurs individuels, mais non démographiques, peuvent affecter la capacité d'un individu à exercer son droit de vote, à savoir le niveau de maîtrise de l'anglais³⁴, le temps de résidence aux États-Unis³⁵ et le contexte politique dans lequel un individu est devenu citoyen naturalisé³⁶. Ces facteurs peuvent influencer la compréhension du bulletin de vote, des politiques entourant l'exercice du droit de vote ou encore le fonctionnement plus global du système politique étasunien.

Les facteurs encourageant la participation électorale

Parallèlement à ces facteurs non démographiques individuels et collectifs qui entravent l'exercice du droit de vote, certaines études se sont penchées sur les éléments pouvant, à l'inverse, favoriser la participation politique des Latino-Américains. Ces facteurs de mobilisation peuvent être liés au climat social, à l'activité politique ou aux perceptions individuelles.

D'emblée, un candidat électoral de la même origine ethnique que les électeurs latino-américains est un important facteur de

34. Martin Johnson *et al.*, « [Language Choice, Residential Stability, and Voting Among Latino-Americans](#) », *Social Science Quarterly*, 84:2, 2003, p. 412-424 ; Michael Parkin et Frances Zlotnick, « [English Proficiency and Latino Participation in U.S. Elections](#) », *Politics & Policy*, 39:4, 2011, p. 515-537.

35. Benjamin Highton et Arthur L. Burris, « [New Perspectives on Latino Voter Turnout in the United States](#) », *American Politics Research*, 30:3, 2002, p. 285-306.

36. Jan Leighley et Jonathan Nagler, « [Latino Electoral Participation: Variations on Demographics and Ethnicity](#) », *op. cit.*, p. 150.

mobilisation chez les Latinos³⁷, l'identité ethnique influençant leur comportement politique³⁸. Le partage d'une ethnicité se fonde sur la perception de pratiques culturelles et d'expériences historiques communes³⁹. Le sentiment d'appartenance et la conscience ethnique peuvent être des facteurs de mobilisation politique, notamment en ce qui a trait à la propension à voter⁴⁰. En ce sens, Stokes-Brown démontre que les Latino-Américains qui s'identifient à ce groupe ethnoculturel sont « beaucoup plus susceptibles de choisir un candidat latino-américain qu'un candidat non latino-américain⁴¹ » alors que les Latinos qui s'identifient à une autre communauté raciale (par exemple, les Blancs) sont « beaucoup moins susceptibles de se fonder sur des indices ethniques et de voter pour le candidat latino-américain⁴² ». La candidature de Latino-Américains constitue ainsi un facteur de mobilisation au sein de la communauté⁴³.

Cette force mobilisatrice peut également affecter l'affiliation politique des électeurs. Cela est illustré par une étude menée par Hill, Moreno et Cue (2001) suite aux élections de 1996 dans le comté de Dade en Floride. Lors de cette élection, les électeurs cubains ont rompu avec leur allégeance partisane afin

37. Matt A. Barreto *et al.*, « [Metropolitan Latino Political Behavior: Voter Turnout and Candidate Preference in Los Angeles](#) », *Journal of Urban Affairs*, 27, 2005, p. 71-91.

38. Atiya Kai Stokes-Brown, « [Racial Identity and Latino Vote Choice](#) », *op. cit.*, p. 628 ; de la Garza *et al.*, *Latino Voices: Mexican, Puerto Ricans, and Cuban Perspectives on American Politics*, *op. cit.* ; DeSipio, *Counting on the Latino Vote: Latinos as a New Electorate*, *op. cit.*

39. Stephen E. Cornell et Douglas Hartmann, *Ethnicity and Race: Making Identities in a Changing World*, Thousand Oaks, CA, Pine Forge Press, 1998.

40. Atiya Kai Stokes, « [Latino Group Consciousness and Political Participation](#) », *American Politics Research*, 31, 2003, p. 361-378.

41. Atiya Kai Stokes-Brown, « [Racial Identity and Latino Vote Choice](#) », *op. cit.*, p. 628. Traduction libre : « are significantly more likely to choose a Latino candidate over a non-Latino candidate ».

42. *Ibid.* Traduction libre : « are significantly less likely to rely on ethnic cues and vote for the Latino candidate ».

43. Matt A. Barreto *et al.*, « [Metropolitan Latino Political Behavior: Voter Turnout and Candidate Preference in Los Angeles](#) », *op. cit.*

de soutenir le candidat démocrate, un Cubain⁴⁴. Ce facteur de mobilisation peut être expliqué par la perception d'une possibilité d'*empowerment* communautaire : « Les électeurs ont l'impression que les avantages potentiels de l'élection du candidat de la minorité l'emportent sur les coûts perçus du vote⁴⁵. » Toutefois, cet impact peut être limité par une part de subjectivité : l'individu doit s'identifier comme Latino et percevoir le candidat comme tel également, ce qui est parfois compliqué par la pluralité des identités raciales au sein de la communauté latino-américaine. Plus encore, l'affiliation politique demeure un facteur d'influence et peut limiter le poids du facteur ethnique. Par exemple, l'appui de la majorité des Latino-Américains au Parti démocrate peut favoriser les candidats latinos de ce parti, alors que ceux se présentant pour le Parti républicain peuvent être désavantagés, comme l'illustre le cas des primaires de 2002 au Texas : « Lors des primaires républicaines de 2002 au Texas, les Latinos ont perdu les cinq élections auxquelles ils ont participé. En revanche, les Latinos démocrates ont participé à trente-neuf primaires et en ont remporté trente-cinq⁴⁶. » Cela dit, au sein de la communauté hispanique, l'origine reste un facteur central⁴⁷ et cela peut ainsi se transposer en facteur de mobilisation politique.

Un second élément pouvant encourager la participation politique des Latino-Américains est l'expérience migratoire. D'une part, le contexte politique dans lequel la citoyenneté est obtenue peut influencer la perception du nouveau citoyen de son droit de vote, l'obtention de la citoyenneté dans un contexte restrictif face

44. Kevin A. Hill *et al.*, « [Racial and Partisan Voting in a Tri-Ethnic City: The 1996 Dade County Mayoral Election](#) », *Journal of Urban Affairs*, 23, 2001, p. 291-307.

45. Atiya Kai Stokes-Brown, « [Racial Identity and Latino Vote Choice](#) », *op. cit.*, p. 630. Traduction libre.

46. Malcom Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *op. cit.*, p. 221. Traduction libre.

47. De la Garza *et al.*, « [Latino Politics](#) », *op. cit.*, 1992.

à l'immigration constituant une incitation à voter⁴⁸. D'autre part, même lorsqu'elles ne visent pas directement les citoyens étasuniens d'origine latino-américaine, des politiques restrictives en matière d'immigration peuvent inciter ces derniers à voter en réaction à ce qu'ils perçoivent comme une attaque envers leur communauté ou aux éventuelles discriminations et occurrences de profilages subies⁴⁹. À l'inverse, une minorité des électeurs latino-américains s'opposant à des politiques migratoires plus libérales peut être encouragée à participer aux élections lorsque de telles positions sont mises en avant. En effet, si une majorité de Latinos s'oppose aux politiques d'expulsion, une part des électeurs est favorable à un durcissement des politiques migratoires. Des positions différentes sur les questions migratoires peuvent donc devenir des facteurs qui incitent à voter.

Enfin, la simple mobilisation politique constitue une incitation à voter chez les Latino-Américains⁵⁰. Alors que les partis ont moins tendance à contacter les Latinos que les autres groupes d'électeurs⁵¹, ceux-ci sont plus à même de voter s'ils sont contactés dans le cadre de la campagne de mobilisation des grands partis politiques⁵². Plus encore, dans un contexte où le statut migratoire varie au sein de la communauté, l'activité politique des Latino-Américains ne se limite pas à la simple action de voter⁵³. Les Latinos ne sont pas apolitiques, mais leur vote n'est pas acquis et une mobilisation active peut encourager la participation électorale.

48. Adrian D. Pantoja *et al.*, « [Citizens by Choice, Voters by Necessity: Patterns in Political Mobilization by Naturalized Latinos](#) », *Political Research Quarterly*, 54:4, 2001, p. 729-750.

49. Ariel White, « [When Threat Mobilizes: Immigration Enforcement and Latino Voter Turnout](#) », *Political Behavior*, 38, 2016, p. 360.

50. Jan Leighley et Jonathan Nagler, « [Latino Electoral Participation: Variations on Demographics and Ethnicity](#) », *op. cit.*, p. 150.

51. *Ibid.*

52. Daniel Stevens et Benjamin G. Bishin, « [Getting Out the Vote: Minority Mobilization in a Presidential Election](#) », *Political Behavior*, 33, 2011, p. 113-138.

53. Jan Leighley et Jonathan Nagler, « [Latino Electoral Participation: Variations on Demographics and Ethnicity](#) », *op. cit.*, p. 149.

VERS 2020, LES DÉFIS DES PARTIS ET LES OBSTACLES QUI PERSISTENT

L'électorat latino-américain est souvent représenté comme un groupe homogène soutenant le Parti démocrate, mais dont le taux de participation aux élections est anémique. Ce portrait n'est toutefois pas représentatif des réalités plurielles qui caractérisent la communauté, réalités qui influencent la participation électorale, l'affiliation politique et les impacts des obstacles à l'exercice du droit de vote.

L'augmentation de la part des Latino-Américains dans la population des États-Unis entraîne nécessairement une modification démographique qui se répercute sur la composition de l'électorat. Cette croissance non négligeable n'est pas sans impact : le poids potentiel des Latino-Américains pourrait redessiner le paysage politique de plusieurs États. Outre la prise en considération de ces changements démographiques, les candidats, et plus largement les partis politiques, ne peuvent ignorer les particularités inhérentes à ce groupe ethnoculturel, ou les facteurs pouvant influencer la propension à voter.

Le taux de participation des Latino-Américains aux élections de 2020 sera effectivement déterminant, à la fois au niveau des élections présidentielles et législatives, mais également au niveau des gouvernements d'États et des gouvernements locaux. Les deux partis sont confrontés à un double défi lorsqu'il est question de mobilisation des électeurs latino-américains : à la fois les Latino-Américains et les jeunes votent moins que les autres groupes. Entre 2012 et 2016, 3,2 millions de Latinos ont atteint l'âge du droit de vote, une tendance démographique qui accentue le poids électoral des Latinos. Cet électorat pourrait jouer un rôle déterminant dans le Sud des États-Unis, où, selon l'Institute for Southern Studies, résident 6,1 millions de jeunes Latinos de moins de 18 ans, dont 95 % sont citoyens étasuniens⁵⁴. Au sein de ce groupe, on estime que 1,6 million seront en âge de voter lors des prochaines élections présidentielles, dont un

54. Allie Yee, [The Future of Young Latino Voters in the South. How Today's Youth Could Unlock Latino Electoral Power in Southern States](#), Institute for Southern Studies, 2016, p. 2.

million au Texas⁵⁵. Cette évolution pourrait notamment affecter le paysage politique en Floride, en Caroline du Nord et au Texas, États souvent considérés comme républicains ou pivots. Or, ce sont également trois États où la population latino-américaine est importante et où les jeunes atteignent l'âge de voter à un rythme soutenu, entraînant une augmentation de la part des Latinos dans l'électorat. Le vote latino-américain pourrait affecter les résultats dans certains districts au Texas, qui ne peut plus être considéré comme un bastion républicain. Du côté de la Floride, si l'augmentation du nombre de jeunes électeurs est plus faible que dans les douze autres États étudiés, on note également, en 2016, une augmentation du nombre de Portoricains inscrits sur les listes électorales, l'État ayant connu une vague d'arrivées après l'ouragan Maria.

Si ces nouveaux électeurs exercent leur droit de vote, il serait possible d'observer, dans les prochaines années, une modification des tendances électorales historiques dans certains États sudistes. Toutefois, bien que les Latino-Américains tendent à appuyer le Parti démocrate, ce dernier ne peut considérer leur vote comme acquis. De plus, la croissance de la population et de la part de l'électorat latino-américain ne se traduira pas systématiquement par une augmentation de l'électorat démocrate⁵⁶. Toutefois, du côté républicain, malgré une percée auprès de l'électorat latino-américain lors des campagnes présidentielles de George W. Bush⁵⁷, les candidats suivants n'ont pas été en mesure de conserver les acquis et les défis demeurent multiples pour déconstruire la perception du parti comme « blanc » et déconnecté des enjeux propres aux Latino-Américains. Le Parti républicain est confronté à un défi d'engagement et de connexion avec l'électorat latino-américain⁵⁸, une réalité susceptible d'affecter les résultats des États pivots.

55. *Ibid.*, p. 3-4.

56. Malcom Coffin, « [The Latino Vote: Shaping America's Electoral Future](#) », *op. cit.*, p. 217.

57. *Ibid.*, p. 218.

58. *Ibid.*, p. 221.

De plus, il importe de souligner que la réduction des Latino-Américains à la question de l'immigration⁵⁹ ne constitue point une stratégie électorale viable. Bien qu'étant un enjeu qui touche particulièrement cette communauté, plusieurs autres enjeux, dont les questions environnementales⁶⁰ et les politiques sociales, affectent le vote des individus qui la composent. Certes, le climat politique entourant la question de l'immigration peut inciter certains Latinos à voter, mais comme l'ont démontré les élections de 2016, réduire le vote latino à la question migratoire est une erreur de la part des candidats. Le discours anti-immigration de Trump a été perçu par les candidats démocrates comme un élément pouvant réveiller le vote latino en leur faveur. Toutefois, si ce discours pouvait constituer un point de départ vers une augmentation de la participation politique, l'absence de mobilisation positive et de mise en valeur d'autres enjeux touchant la communauté semble avoir limité l'impact possible du climat anti-immigration sur la participation électorale.

Cependant, il importe de noter que l'augmentation de la part des Latino-Américains dans l'électorat ne se traduit pas par une augmentation équivalente du poids politique du groupe. En effet, les électeurs latino-américains sont à la fois dispersés sur le territoire, mais également concentrés dans des États considérés comme « démocrates », ce qui dilue leur pouvoir d'action, sauf en Floride qui est un État « pivot »⁶¹. Néanmoins, la courbe démographique actuelle pourrait modifier cette réalité, particulièrement dans le Sud, dans des États tel le Texas. De plus, comme nous l'avons démontré dans ce texte, les Latino-Américains ne

59. Regina Branton, « [Latino Attitudes Toward Various Areas of Public Policy. The Importance of Acculturation](#) ». *Political Research Quarterly*, 60:2, 2007, p. 293-303.

60. Stella Rouse, « An Agenda Beyond Immigration: Latinos, Climate Change, and the 2016 Presidential Election », communication lors du colloque international *Qui succédera à Obama ? Les primaires présidentielles et leur impact sur le Canada et le Québec*, organisé par la Chaire Raoul-Dandurand, Montréal (Canada), 2016.

61. María E. Len-Ríos, « [The Politics of Latino Publics: Immigration Reform, Political Participation and Intention to Vote](#) », *op. cit.*, p. 250.

constituent pas un groupe homogène d'électeurs. Ainsi, bien que leur proportion augmente, ils ne votent pas en bloc. L'électorat latino-américain n'est pas un groupe unifié, avec une identité unique et porté par un enjeu. Il est plutôt formé de plusieurs sous-groupes qui, bien que partageant des éléments culturels communs, ont également des réalités distinctes qui peuvent influencer leur position politique. Plus encore, le stéréotype de l'immigrant naturalisé dont la langue principale est l'espagnol n'est plus représentatif de l'électeur latino : ceux qui génèrent la croissance du poids politique des Latino-Américains sont les jeunes nés aux États-Unis et dont la langue principale est l'anglais. Parler d'immigration en espagnol ne réveillera pas le géant dormant. Comprendre l'électorat latino-américain dans sa diversité, tant culturelle que générationnelle et idéologique, reste un défi pour les deux partis politiques à l'aube des élections de 2020.

Pour aller plus loin

- BISHIN Benjamin G. et KLOFSTAD Casey A., « [The Political Incorporation of Cuban Americans: Why Won't Little Havana Turn Blue?](#) », *Political Research Quarterly*, 65:3, 2012, p. 586-599.
- DE LA GARZA Rodolfo O., « [Latino Politics](#) », *Annual Review of Political Science*, 7, 2004, p. 91-123.
- LEE Jongho et PACHON Harry P., « [Leading the Way. An Analysis of the Effect of Religion on the Latino Vote](#) », *American Politics Research*, 35:2, 2007, p. 252-272.
- LEIGHLEY Jan et NAGLER Jonathan, « [Latino Electoral Participation: Variations on Demographics and Ethnicity](#) », *RSF: The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences*, 2:3, 2016, p. 148-164.
- LEN-RÍOS María E., « [The Politics of Latino Publics: Immigration Reform, Political Participation and Intention to Vote](#) », *Public Relations Review*, 43, 2017, p. 249-257.
- PANTOJA Adrian D. et al., « [Citizens by Choice, Voters by Necessity: Patterns in Political Mobilization by Naturalized Latinos](#) », *Political Research Quarterly*, 54:4, 2001, p. 729-750.
- PARKIN Michael et ZLOTNICK Frances, « [English Proficiency and Latino Participation in U.S. Elections](#) », *Politics & Policy*, 39:4, 2011, p. 515-537.
- STOKES-BROWN Atiya Kai, « [Racial Identity and Latino Vote Choice](#) », *American Politics Research*, 34:5, 2006 p. 627-652.

WHITE Ariel, « [When Threat Mobilizes: Immigration Enforcement and Latino Voter Turnout](#) », *Political Behavior*, 38, 2016, p. 355-382.

YEE Allie, « [The Future of Young Latino Voters in the South. How Today's Youth Could Unlock Latino Electoral Power in Southern States](#) », Institute for Southern Studies, 2016, 7 p.

LE POPULISME RELIGIEUX DE L'ADMINISTRATION TRUMP

Marie Gayte

Maître de conférences (Université de Toulon)

RÉSUMÉ

L'élection de Donald Trump en 2016 a surpris à de nombreux égards, notamment par le fort soutien que lui ont apporté les chrétiens pratiquants, qu'ils soient protestants évangéliques ou catholiques, et ce en dépit de la personnalité du magnat de l'immobilier. Ce dernier a certes su leur promettre des mesures fortes sur les sujets chers à leur cœur, tel l'avortement. Cependant, un second facteur semble pouvoir éclairer ce vote déroutant : l'instrumentalisation par Donald Trump d'un sentiment de marginalisation et de déclin de l'Amérique chrétienne blanche face aux assauts d'une élite sécularisée à l'extrême et d'immigrés, notamment musulmans, aux mœurs incompatibles avec la culture fondamentalement chrétienne du pays. Le populisme religieux du candidat Trump, qui promettait aux chrétiens de leur « redonner le pouvoir » dans leur propre pays, a donné lieu à l'adoption de mesures concrètes par son administration, qui semble lui garantir le soutien continu de cet électorat en vue du scrutin de 2020.

INTRODUCTION

Donald Trump jouit depuis les débuts de sa présidence d'une cote de popularité peu enviable. Il peut se targuer d'avoir enregistré le taux le plus bas jamais enregistré pour un président lors de son investiture, avec 45 % d'opinions favorables¹. Depuis lors,

1. Lydia Saad, « [Trump Sets New Low Point for Inaugural Approval Rating](#) », Gallup, 23 janvier 2017. Au même moment de sa présidence, George W. Bush,

sa popularité s'est encore dégradée, descendant jusqu'à 30 %². Il existe cependant certains groupes auprès desquels le président républicain jouit d'un fort soutien : les chrétiens blancs. Les résultats du vote de cet électorat n'avaient pas manqué d'étonner à l'issue du scrutin présidentiel du 8 novembre 2016. Comment expliquer en effet le fait que 81 % des évangéliques blancs, 61 % des catholiques blancs et 61 % des mormons aient voté pour l'un des candidats les moins religieux dans l'histoire récente du pays³ ? En outre, ce sont les chrétiens les plus pratiquants qui ont le plus voté pour cet ancien propriétaire de casino, adultère, multi-divorcé et religieusement inculte, autant de facteurs qui auraient dû le décrédibiliser aux yeux des évangéliques (56 % de ceux qui assistent à un office religieux au moins une fois par semaine ont voté pour lui, contre 40 % seulement pour sa rivale démocrate)⁴. Comment expliquer de plus ce succès auprès des catholiques blancs d'un homme qui a eu maille à partir avec leur chef spirituel pendant la campagne et qui a fait de la stigmatisation des immigrés mexicains et musulmans sa marque de fabrique, aux antipodes de la doctrine sociale catholique ? Comment expliquer encore que la popularité de Donald Trump auprès des électeurs chrétiens blancs pratiquants ne soit pas remise en cause deux ans après son accession au Bureau ovale ? En mars 2019⁵, elle atteignait 78 % chez les évangéliques blancs pratiquants, toute religion confondue.

Cet article a pour but d'expliquer cet enthousiasme continu de la part des chrétiens blancs pratiquants des États-Unis pour un candidat dont les valeurs semblent diamétralement opposées aux leurs. Par chrétien blanc nous entendons tout particulièrement deux groupes d'électeurs : les protestants évangéliques,

dont la victoire avait été plus que contestée, jouissait du soutien de 57 % de l'opinion (« [Presidential approval ratings – George W. Bush](#) », Gallup).

2. « [Trump Job Approval Ratings](#) », Gallup, 27 mars 2019.

3. Gregory Smith et Jessica Martinez, [How the faithful voted: A preliminary 2016 analysis](#), Pew Research Center, 9 novembre 2016.

4. *Ibid.*

5. Philip Schwadel et Gregory Smith, [Evangelical approval of Trump remains high, but other religious groups are less supportive](#), Pew Research Center, 18 mars 2019.

qui représentaient en 2014 25,4 % de la population américaine, les catholiques blancs, soit environ 12,6 % de la population, et les mormons, soit 1,6 % de la population⁶. Cet enthousiasme nous semble procéder d'un double phénomène : tout d'abord, Trump, en dépit de tous ses défauts aux yeux des chrétiens pratiquants, est peut-être le candidat et le président le plus à même de leur donner ce pour quoi la droite chrétienne se mobilise depuis plus de quarante ans. Ses promesses de campagne, puis, une fois élu, ses nominations et décisions, ont donné aux chrétiens conservateurs bien plus que les présidents républicains des trente dernières années, ce en quoi le pari à première vue insensé de la droite chrétienne semble justifié. Le deuxième phénomène a trait quant à lui au recours par le magnat de l'immobilier à une dimension religieuse du populisme, semblable en de nombreux points à celle déployée par exemple par ses homologues italiens de la Lega⁷. En appelant à une liberté religieuse bafouée et une identité religieuse menacée par des élites méprisantes et des minorités envahissantes, le président américain a sans doute pu lever auprès de certains leurs réticences à soutenir un candidat au profil religieux des plus indigents. C'est ce populisme religieux que cet article se propose d'étudier, en prenant pour appui la recherche récente sur les dimensions religieuses du populisme européen.

DES PROMESSES ÉLECTORALES ENFIN TENUES

Si les chrétiens conservateurs blancs ont été sensibles, comme d'autres, au discours de Donald Trump autour de l'idée de redonner à l'Amérique sa grandeur, sur le plan de la politique étrangère mais aussi sur celui de l'économie⁸, le candidat républicain

6. Alan Cooperman *et al.*, [America's changing religious landscape](#), Pew Research Center, 12 mai 2015.

7. Voir sur la dimension religieuse du populisme de Matteo Salvini l'article de Luca Ozzano, « Religion, cleavages and right-wing populist parties: The Italian Case », *The Review of Faith and International Affairs*, 17:1, 2019, p. 65-77.

8. Mokhtar Ben Barka, « Donald Trump et le vote évangélique », in Blandine Chelini-Pont et Marie Gayte, « Religions et élections présidentielles de 2016 aux États-Unis », *Babel*, n° 14, 2018, p. 32.

a également su leur promettre ce qu'ils attendaient depuis près de quarante ans. Depuis la mobilisation de la droite chrétienne derrière les républicains, à l'initiative de la *Moral Majority*, à la fin des années 1970, les candidats du parti de l'éléphant ont eu à cœur de promettre à cet électorat tout ce qu'il attendait : Reagan avait, par exemple, garanti son soutien à un amendement à la Constitution interdisant l'avortement, ainsi qu'à un amendement rendant obligatoire la prière dans les écoles publiques. Malgré de nombreuses annonces auprès des publics religieux lors de ses deux campagnes, Reagan ne les a pas vraiment récompensés pour le soutien massif qu'ils lui avaient apporté⁹. Quant à George W. Bush, les chrétiens conservateurs avaient placé beaucoup d'espoir en sa présidence, d'autant qu'il était l'un des leurs. Chrétien évangélique *born-again*, il parlait leur langage et partageait leurs valeurs. Ils ont déployé un niveau de mobilisation inédit derrière les deux candidatures¹⁰ d'un homme qui s'est avéré être « avant tout un pragmatique¹¹ » privilégiant la gestion des crises de politique étrangère et l'économie au détriment d'enjeux considérés comme secondaires. Les chrétiens conservateurs n'ont désormais plus eu d'autre choix que de faire un pari à première vue insensé, celui de voter pour Trump – en espérant qu'il tienne parole.

Ce pari semble à première vue récompensé. Le conseil consultatif évangélique dont il s'était entouré pendant la campagne n'a pas été démantelé après la victoire, et il semble qu'il pèse sur les décisions prises par le président. C'est un véritable *Who's Who* des évangéliques de droite, car il compte parmi ses membres Ralph Reed de la Faith and Freedom Coalition, ancien directeur général de la Christian Coalition, Richard Land, ancien dirigeant de la Southern Baptist Convention, Jack Graham, fils de Billy Graham, James Dobson, de Focus on the Family, et Tony Perkins, du

9. Mokhtar Ben Barka, « La place et le rôle de la droite chrétienne dans l'Amérique de George W. Bush », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 97, 2008, p. 44.

10. *Ibid.*, p. 45.

11. Sébastien Fath, *Dieu bénisse l'Amérique. La religion de la Maison-Blanche*, Seuil, 2004, p. 123.

Family Research Council¹². De l'avis de certains de ses membres, l'ampleur des consultations avec la Maison-Blanche revêt un caractère inédit et se fait en présence de membres haut placés de l'entourage de Trump, dont son gendre, Jared Kushner. Ces consultations portent sur des sujets comme le démantèlement de l'Obamacare, la liberté religieuse, la fiscalité, les nominations judiciaires, l'immigration, Israël¹³... Le président est également à l'écoute de catholiques très conservateurs, comme Leonard Leo de la Federalist Society, dont l'influence sur les nominations judiciaires de l'administration est considérable¹⁴.

Les sujets de satisfaction sont nombreux. Les nominations à la Cour suprême de Neil Gorsuch et Bret Kavanaugh, tous deux au diapason des chrétiens conservateurs sur les enjeux les plus importants à leurs yeux, tels l'avortement ou la défense de la liberté religieuse, et celles, bien plus nombreuses, de juges à des cours fédérales d'échelon inférieur, constituent l'une de leurs plus belles réussites. Le président a également signé plusieurs décrets dont celui abrogeant les effets de l'amendement Johnson, qui interdit aux organismes religieux de témoigner ouvertement leur soutien à un candidat sous peine de perdre leur exonération fiscale. Il a abrogé le *contraception mandate*, qui contraignait les employeurs à fournir à leurs salariées une couverture santé comprenant la contraception. Par ailleurs, le transfert de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem est également attribué au plaidoyer de certains membres du conseil consultatif¹⁵, de même que la nomination du très conservateur et très catholique Sam Brownback, gouverneur du Kansas au poste d'ambassadeur

12. Adelle Banks, « [All the president's clergymen: The key players](#) », *Religion News Services*, 5 septembre 2017.

13. Jeremy Peters, « [For Religious Conservatives, Success and Access at the Trump White House](#) », *The New York Times*, 13 février 2017 ; Adelle Banks, « [Conservative evangelicals revel in their 'unprecedented' presidential access](#) », *RNS*, 19 juillet 2017.

14. Jay Michaelson, « [The Secrets of Leonard Leo, the Man Behind Trump's Supreme Court Pick](#) », *The Daily Beast*, 9 juillet 2018.

15. Kelsey Bradshaw, « [S.A. pastor John Hagee meets with President Trump to discuss international affairs](#) », *My San Antonio*, 5 avril 2017 ; John Hagee, « [Trump's Truman Moment](#) », *The Washington Times*, 15 mai 2017.

itinérant à la liberté religieuse. Enfin, la liberté religieuse dans le monde, grande cause de l'administration, a été promue en juillet 2018 à travers un sommet ministériel qui a vocation à devenir annuel¹⁶. Le conseil aurait aussi pesé sur la décision d'interdire la présence de soldats transgenres dans l'armée¹⁷. Toutes ces mesures sont le fruit de nominations au sein de l'exécutif, notamment aux ministères de la Santé et de l'Éducation, de chrétiens conservateurs, dont certains anciens d'organisations *prolife* ou de cabinets d'avocats confessionnels spécialisés dans la défense de la liberté religieuse, qui depuis s'efforcent de traduire leurs croyances en politiques, sans oublier la présence de Mike Pence à la vice-présidence. Ce dernier, catholique converti au protestantisme évangélique le plus strict, a servi de caution religieuse au président, notamment sur des sujets comme l'avortement où les positions de Donald Trump étaient pour le moins ambiguës, ainsi que de courroie de transmission avec les dirigeants religieux, dont il relaie les préoccupations à l'administration.

En échange d'un soutien sans faille au président, Mike Pence a la possibilité de peser sur un certain nombre de dossiers qui lui tiennent particulièrement à cœur. Il semble avoir joué un rôle déterminant dans la direction religieuse conservatrice prise par l'administration sur un certain nombre de dossiers. Cette influence découle en partie de son rôle de directeur de la période de transition, entre l'élection de Trump en novembre et sa prise de fonction en janvier. Il a été ainsi en mesure de nommer à des postes clés des personnes qui partagent ses objectifs depuis qu'il a été élu à la Chambre des représentants en 2000 : lutte contre l'avortement et les droits des personnes LGBT sur le plan intérieur, notamment par le définancement de *Planned Parenthood* (équivalent du planning familial) et l'adoption de clauses de conscience ; et défense d'Israël et des chrétiens persécutés pour ce qui est de la politique étrangère. Sur quinze des ministres

16. « [Remarks by Vice President Pence at Ministerial to Advance Religious Freedom](#) », 26 juillet 2018.

17. Emily McFarlan Miller, « [Trump's evangelical advisers discussed transgender ban at White House meeting](#) », *Religious News Services*, 27 juillet 2017.

nommés par Trump au début de sa présidence, huit étaient évangéliques¹⁸. L'intérêt de Pence s'est porté tout particulièrement sur le ministère de la Santé. Il y a ainsi fait nommer plusieurs proches de l'Indiana ou des personnalités issues d'organisations *prolife* de la société civile, dont les deux ministres qui se sont succédé à sa tête, Tom Price et Alex Azar¹⁹. Ces acteurs du mouvement chrétien conservateur sont désormais aux commandes du *policy-making*, ce qui explique par exemple que la dernière mouture du plan stratégique du ministère de la Santé publiée le 16 octobre 2018 évoque la protection des citoyens « depuis leur conception jusqu'à leur mort naturelle²⁰ » ; de même, le Center for Disease Control, agence fédérale placée sous l'autorité du ministère de la Santé, n'a désormais plus le droit d'employer, entre autres, les termes « foetus », « transgenre » ou « diversité »²¹.

LA RELIGION COMME OUTIL DE MOBILISATION ÉLECTORALE DES PARTIS POLITIQUES DE DROITE EN EUROPE ET AUX ÉTATS-UNIS

Une dimension qui semble tout aussi importante pour expliquer le succès que rencontre Trump auprès de l'électorat religieux blanc relève de son discours populiste, auquel il a incorporé une dimension religieuse. Si la dimension religieuse du populisme était jusque récemment peu étudiée, en quelques années plusieurs travaux importants ont été publiés. Les recherches d'Olivier Roy, Nadia Marzouki et Duncan McDonnell, de Jose Pedro Zuquete, Tobias Cremer ou encore Luca Ozzano, ont permis d'identifier plusieurs invariants dans les manifestations européennes de populisme religieux. Pour Marzouki et McDonnell, la dimension religieuse est utilisée par les partis populistes

18. McKay Coppins, « [God's plan for Mike Pence](#) », *The Atlantic*, janvier-février 2018.

19. Yasmeen Abutaleb et Joseph Tanfani, « [As Trump rewrites public health rules, Pence sees conservative agenda born again](#) », Reuters, 30 mai 2019.

20. Jessie Hellmann, « [Trump's HHS Defines Life as Beginning at Conception](#) », *The Hill*, 12 octobre 2017.

21. Lena Sun et Judith Eilperin, « [CDC gets list of forbidden words](#) », *The Washington Post*, 15 décembre 2017.

d'extrême droite qui, dans leur rhétorique, opposent au « peuple pur » une « élite corrompue », mais aussi des « autres », la plupart du temps les immigrés issus de pays à majorité musulmane, dont l'assimilation est jugée impossible, quand ils ne sont pas soupçonnés de tentatives d'islamisation de leur société d'accueil. Le peuple est d'autant plus menacé que l'élite favorise les « autres » en facilitant leur entrée sur le territoire national et en leur conférant certains droits dont sont dépourvus les ressortissants nationaux²². Dans ce contexte de stigmatisation des « autres », les partis populistes de droite, selon Marzouki et McDonnell, revendiquent un christianisme dont ils brandissent les symboles et dont la fonction consiste surtout à définir la culture et l'identité du peuple contre les intrus et les élites qui les soutiennent²³. Pour ces auteurs comme pour Zuquete, leur christianisme est avant tout un marqueur identitaire et n'est pas du tout synonyme de croyance ou de pratique religieuse²⁴ : la religion, explique Olivier Roy, est en fait instrumentalisée pour construire la nostalgie d'un passé national doré et rendre l'islam intrinsèquement étranger²⁵. Selon Marzouki et McDonnell, le recours au religieux comme marqueur d'identité se manifeste à travers deux tropes, celui de la « restauration » et celui de la « bataille ». Il s'agit de rétablir une identité religieuse nationale précise avec ses traditions et symboles. Pour rétablir ces symboles perdus ou menacés, le « peuple » doit livrer bataille contre les deux groupes d'ennemis que sont les « élites corrompues » méprisant l'héritage religieux du peuple et les « autres »

22. Nadia Marzouki et Duncan McDonnell, « Introduction: Populism and Religion », in Nadia Marzouki, Duncan McDonnell *et al.* (dir.), *Saving the People: How Populists Hijack Religion*, Hurst, 2016, p. 3.

23. *Ibid.*, p. 4.

24. Jose Pedro Zúquete, « Populism and Religion », in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart *et al.*, *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford University Press, 2017, p. 445-466.

25. Olivier Roy, « The French National Front: From Christian Identity to Laïcité », in Nadia Marzouki, Duncan McDonnell *et al.*, *Saving the People: How Populists Hijack Religion*, *op. cit.*, p. 91.

cherchant à imposer leurs valeurs et lois religieuses à tous²⁶. Que la religion soit seulement un signifiant vide pour les partis populistes est démontré par les fréquents accrochages entre dirigeants de ces partis et ecclésiastiques de leurs pays, comme c'est le cas en Italie entre la Lega de Matteo Salvini et l'Église catholique, dont le cardinal-archevêque de Milan, Mario Delpini²⁷. Les sujets de désaccords sont nombreux, que ce soit sur la question de l'accueil fait aux migrants ou sur le soutien assez récent aux droits des personnes LGBTQ apportés par certains partis populistes.

LES ÉTATS-UNIS DANS LES ANNÉES 2010, UNE DÉCENNIE PROPICE AU POPULISME RELIGIEUX DE DONALD TRUMP

Le constat dressé par les auteurs cités *supra* semble par certains aspects applicables à la situation américaine. Au-delà des promesses faites aux électeurs religieux conservateurs, Trump semble avoir su capter le sentiment éprouvé par nombre de chrétiens blancs d'une marginalisation dans le pays que leurs ancêtres avaient fondé, et de menaces graves pesant sur les valeurs chrétiennes²⁸. Ce sentiment a été mis en évidence par un certain nombre d'études, notamment celles réalisées par le Pew Research Center et le Public Religion Research Institute. On y retrouve tout d'abord le sentiment que l'Amérique blanche et chrétienne, tout comme l'Europe, est menacée par les « autres », qui sont encore une fois les musulmans, dont les protestants évangéliques et les catholiques blancs considèrent la foi comme radicalement opposée aux valeurs et au mode de vie américains. Si 56 % des Américains estiment que c'est le cas, le chiffre monte à 73 % chez les évangéliques blancs et à 61 % chez les catholiques

26. Marzouki et McDonnell, *Saving the People: How Populists Hijack Religion*, *op. cit.*, p. 2.

27. Luca Ozzano, « Religion, Cleavages, and Right-Wing Populist Parties: The Italian Case », *The Review of Faith and International Affairs*, 17:1, 2019, p. 65.

28. Sur le débat autour des origines censément chrétiennes de l'Amérique, voir l'ouvrage de John Fea, *Was America Founded as a Christian Nation?: A Historical Introduction*, Westminster John Knox Press, 2011.

blancs²⁹ (alors même que les musulmans ne représentaient que 0,9 % de la population totale en 2014³⁰). Cette perception d'une menace émanant d'une religion « étrangère » va de pair chez les chrétiens conservateurs avec le sentiment que la discrimination à leur encontre est devenue aussi forte que celle exercée contre les minorités « historiques » ou plus récentes. Ainsi, 57 % des évangéliques blancs estiment qu'il y a plus de discriminations contre les chrétiens que contre les musulmans (PRRI 2017)³¹.

Ce sentiment de persécution croissante éprouvé par une majorité des chrétiens conservateurs est à replacer, au-delà des « guerres culturelles³² » qui agitent le pays depuis les années 1970, dans le contexte de la présidence Obama qui, aux yeux de certains, a constitué l'incarnation même de cette élite méprisant le peuple qui cherche à lui imposer des politiques progressistes et laïques, tout en se préoccupant uniquement des besoins des « autres ». Malgré sa foi indéniable, Obama, du fait de son histoire personnelle et des politiques mises en œuvre pendant ses deux mandats, a alimenté les soupçons de sécularisme aigu et de mépris des croyances du peuple qui pesaient sur lui dès la campagne de 2008. Sa présidence s'est déroulée à un moment de l'histoire américaine où des mutations dans l'opinion publique semblaient indiquer que les valeurs des chrétiens blancs étaient en passe de devenir celles d'une minorité. En 2010, pour la première fois, tous les sondages tombent d'accord pour dire qu'une majorité d'Américains est favorable au mariage entre personnes de même sexe³³. Ceci a pour corollaire de nombreuses décisions jugées néfastes par les chrétiens conservateurs. Après

29. « [Anxiety, nostalgia, and mistrust. Findings from the 2015 American Values Survey](#) », PRRI, juillet 2016.

30. Alan Cooperman *et al.*, *America's Changing Religious Landscape*, *op. cit.*

31. Daniel Cox et Robert Jones, « [America's Changing Religious Identity](#) », PRRI, 6 septembre 2017.

32. L'expression « guerres culturelles » a été formulée par le sociologue James Davison Hunter dans son ouvrage de 1991, *Culture Wars: The Struggle to Define America*. Elle renvoie à la polarisation croissante au sein de la société américaine autour de sujets tels que le contrôle des armes à feu, l'avortement ou les droits des homosexuels.

33. [Changing Attitudes on Gay Marriage](#), Pew Research Center, 26 juin 2017.

avoir pris la décision d'autoriser les homosexuels à servir dans les forces armées sans dissimuler leur orientation sexuelle en 2010, l'administration Obama décide de ne plus défendre la loi de 1996 définissant le mariage comme l'union d'un homme et d'une femme, avec pour résultat son annulation partielle par la Cour suprême en 2013. En 2012, c'est le président lui-même qui apporte son soutien au mariage entre personnes de même sexe, finalement légalisé par un arrêt de la Cour suprême en 2015. Dans ce contexte de reconnaissance des droits des homosexuels, plusieurs organismes chrétiens chargés de trouver des familles d'accueil ou d'adoption se voient refuser tout financement fédéral au motif qu'ils n'acceptent pas les placements au sein de familles homoparentales, ce qu'ils perçoivent comme un signe de discrimination religieuse. En 2011, l'administration Obama publie une directive limitant la possibilité d'invoquer l'objection de conscience dans le domaine médical pour motif religieux aux seules pratiques de l'avortement et de la stérilisation. Jusque-là, elle était parfois invoquée pour refuser la délivrance de la pilule du lendemain ou l'administration de traitements et de soins aux personnes transgenres. Cette mesure est là encore jugée attentatoire à la liberté religieuse des citoyens américains.

La grande réforme de santé, symbole à bien des égards de la présidence Obama, a contribué à alimenter chez les chrétiens conservateurs ce sentiment que leur foi n'est pas prise au sérieux par l'« élite », puisqu'un *contraceptive mandate* oblige les entreprises de plus de 50 salariés à fournir à leurs employées une couverture santé comprenant la contraception, ce que de nombreuses entités chrétiennes (hôpitaux, écoles, universités, maisons de retraite...) jugent attentatoire à leurs convictions. Cette décision déclenche une véritable fronde œcuménique contre l'administration, qui réunit évêques catholiques et pasteurs évangéliques, vent debout contre cette atteinte à leur liberté religieuse pourtant défendue par le premier amendement à la Constitution.

Ces décisions contraires aux croyances de nombre de chrétiens, prises par l'administration démocrate, le Congrès et la

Cour suprême, ont contribué à creuser le fossé entre les institutions et les chrétiens conservateurs. Entre 2009 et 2014, le nombre d'Américains qui considèrent l'administration Obama hostile à la religion est passé de 17 à 29 %, de 38 à 57 % pour les évangéliques blancs et de 17 % à 36 % pour les catholiques blancs³⁴. Au cours des deux dernières années de l'administration Obama, la part des évangéliques blancs qui jugent qu'il devient de plus en plus difficile d'être évangélique aux États-Unis a grimpé de 4 points, passant de 42 à 46 %³⁵.

Cette perception d'une marginalisation chez un groupe dont les idées et les croyances étaient jadis dominantes est sans doute renforcée par un déclin démographique réel. La dernière étude du Pew Research Center sur le paysage religieux des États-Unis, parue en 2015, a ainsi révélé que la part des chrétiens dans la population totale avait fortement diminué en l'espace de 7 ans, passant de 78,4 à 70,6 % entre 2007 et 2014. Ce déclin, même s'il touche surtout les protestants non évangéliques, n'épargne pas les évangéliques, qui connaissent une légère baisse en terme relatif (1 point), et les catholiques, dont la part a baissé de manière plus significative (3 points). Ce déclin est à mettre en relation avec une augmentation d'1,2 point des adhérents de foies non chrétiennes (de 4,7 à 5,9 %) et surtout avec l'essor presque exponentiel des sans-religion, dont la part est passée de 16,1 % à 22,8 %³⁶. Les projections des démographes ne sont pas rassurantes pour ceux qui redoutent le déclin : une enquête du PRRI, réalisée en 2014, indique que la part des chrétiens blancs dans la population est amenée à diminuer. En 2014, ces derniers représentaient 67 % des Américains de plus de 65 ans, mais seulement 29 % des 18-29 ans³⁷.

34. *Nearly Three-in-Ten Now See Obama Administration as Unfriendly Toward Religion*, Pew Research Center, 18 septembre 2014.

35. Michael Lipka, *Evangelicals increasingly say it's becoming harder for them in America*, Pew Research Center, 14 juillet 2016.

36. Alan Cooperman *et al.*, *America's Changing Religious Landscape*, *op. cit.*

37. Robert Jones et Daniel Cox, « *America's Changing Religious Identity* », *op. cit.*

DONALD TRUMP, LA DIMENSION RELIGIEUSE DU POPULISME ET L'EXCEPTION AMÉRICAINE

Le fort sentiment de marginalisation chez les chrétiens blancs conservateurs aux États-Unis en 2016 est donc propice à une instrumentalisation de la religion à des fins identitaires par un dirigeant populiste. C'est en s'en emparant que Donald Trump les a courtisés, et c'est en continuant à manier cet argument d'un peuple chrétien aux valeurs bafouées par une élite et menacées par les « autres » qu'il maintient un niveau de soutien aussi élevé dans cet électorat plus de deux ans après son entrée à la Maison-Blanche. Ce discours de marginalisation religieuse et identitaire va de pair avec celui de marginalisation économique qu'il a déployé avec talent pendant la campagne de 2016 pour capter les voix des laissés-pour-compte de la reprise économique suivant la crise économique et financière de 2008.

Une analyse de ses discours de campagne auprès des publics chrétiens conservateurs montre tout d'abord qu'il a ciblé « l'autre », à savoir les immigrés musulmans et hispaniques. Au sommet annuel de la Faith and Freedom Coalition, lobby fondé par l'un des piliers de la Christian Coalition, l'évangélique Ralph Reed, Trump a ainsi déclaré : « nous devons stopper temporairement tout ce qui se passe, avec ces réfugiés qui arrivent d'on ne sait où... », tout en appelant de ses vœux des restrictions sur l'immigration « pour nous protéger du terrorisme islamique radical »³⁸. Au sommet Values Voters, organisé chaque année par le lobby évangélique Family Research Council, il critique Barack Obama pour avoir « laissé des réfugiés syriens arriver en masse dans notre pays à un rythme incroyable », et il accuse sa rivale Hillary Clinton de souhaiter en accepter « 550 % de plus » (*sic*), tout en déplorant qu'il est « presque impossible d'avoir un chrétien de Syrie. Ils prennent les autres, mais ils ne prennent pas les chrétiens – très, très, très rarement »³⁹. La crise syrienne tombe

38. Donald Trump, « *Remarks at Faith and Freedom Coalition Conference* », C-SPAN, 10 juin 2016.

39. Donald Trump, « *Trump Values Voters Summit Remarks* », Politico, 9 septembre 2016.

ainsi à point nommé pour permettre de stigmatiser un « autre », tout en accusant l'élite au pouvoir de favoriser les musulmans, perçus par l'électorat religieux comme insolubles dans le *melting pot*, au détriment des chrétiens d'Orient présentés comme bien plus facilement assimilables.

Pendant toute la campagne, Trump a aussi employé les tropes de la restauration et de la bataille identifiés par Marzouki et McDonnell. À l'université chrétienne Dordt dans l'Iowa en janvier 2016, il déclare ainsi que « le christianisme est assiégé de partout » et que les « chrétiens sont de moins en moins puissants en tant que religion et en tant que force ». Il parle d'« unir le peuple chrétien pour qu'il exerce le pouvoir qu'il devrait exercer conformément à son poids démographique », car, leur promet-il, « les politiciens ne pourront rien faire contre vous si vous vous unissez ». Il leur promet que s'il est élu « ils auront le pouvoir, [...] beaucoup de pouvoir. Vous n'avez besoin de personne d'autre. Vous aurez quelqu'un qui va vous représenter très, très bien. Souvenez-vous-en⁴⁰ ». Au sommet Values Voters, il promet à son auditoire qu'avec une « administration Trump, notre héritage chrétien sera traité comme quelque chose de précieux, protégé, défendu, comme jamais auparavant⁴¹ ». Au sommet de la Faith and Freedom Coalition, il s'est également engagé à « rétablir le respect envers les croyants qui élèvent leurs enfants, respectent nos lois. Il faut vraiment que nous en prenions soin », tout en ajoutant qu'il « rendrait à la foi sa place de marque dans la société. C'est ce que nous devons faire et nous le ferons bientôt. Nous respecterons et défendrons les Américains chrétiens »⁴². Dans sa lutte pour rendre au christianisme sa place de choix dans la société, il se concentre notamment sur un symbole de ce dernier, Noël, qui ferait l'objet selon lui d'une véritable « guerre », trop souvent remplacé dans le langage courant par « fêtes » pour ne pas heurter les sensibilités des non-chrétiens.

40. Donald Trump, « [Campaign Speech at Dordt College](#) », *The 405 Media*, 23 janvier 2016.

41. Trump, « Values Voters Summit Remarks », *op. cit.*

42. Trump, « Remarks at Faith and Freedom Coalition Conference », *op. cit.*

Ainsi, au sommet Values Voters de septembre 2015, il déclare : « les autres peuvent avoir leurs fêtes, mais Noël c'est Noël. Je veux entendre les gens dire "Joyeux Noël". Vous vous souvenez de cette expression, Joyeux Noël ? On ne la voit plus nulle part. Vous allez la revoir si je suis élu président, je peux vous le dire⁴³ ».

Sur le plan des promesses concrètes pour rétablir le pouvoir des chrétiens, il s'engage à encourager la nouvelle présentation au Congrès du projet de loi *First Amendment Defense Act*⁴⁴, présenté pour la première fois au Congrès en juin 2015 – avec les soutiens des évêques catholiques et des responsables des Southern Baptists –, loi qui empêcherait le gouvernement fédéral de révoquer l'exonération fiscale des Églises en cas de décision considérée comme discriminatoire par certaines lois ou de pénaliser les organisations religieuses telles que des écoles pour avoir refusé des enfants de couples de même sexe.

Trump a pu compter sur le soutien dans les urnes des chrétiens conservateurs, soutien qu'ils continuent à lui témoigner. En ceci le cas américain diffère de l'europpéen, puisque les chercheurs s'accordent pour dire qu'en Europe, plus les électeurs sont religieux, moins ils votent pour des partis populistes de droite, et que la fréquentation d'une Église est fortement corrélée au refus de voter pour un parti populiste d'extrême droite⁴⁵. Les explications de ce phénomène sont multiples. Cremer et d'autres chercheurs l'attribuent aux critiques ouvertes contre ces mouvements émanant d'Églises qui conservent un certain capital social auprès de la population. Or, aux États-Unis, si certaines confessions se sont opposées au discours de Trump, notamment sur les immigrés, elles ne se sont pas toutes manifestées en ce sens. Certes, l'archevêque d'Indianapolis avait eu des mots avec le gouverneur de son État, l'actuel vice-président, Mike Pence, sur l'opportunité d'y

43. « [Trump Values Voters Summit Remarks](#) », *C-SPAN*, 25 septembre 2015.

44. Michelle Goldberg, « [Donald Trump, the Religious Right's Trojan Horse](#) », *The New York Times*, 27 janvier 2017.

45. Tobias Cremer, « [Defenders of the faith: why right-wing populists are embracing religion](#) », *The New Statesman*, 30 mai 2018.

accueillir des réfugiés syriens⁴⁶. On se rappelle également la passe d'armes au cours de la campagne de 2016 entre Donald Trump et le pape François au sujet du mur que le candidat républicain projetait de construire le long de la frontière avec le Mexique⁴⁷. Certes, depuis l'élection de Trump, la conférence des évêques catholiques a publié plusieurs déclarations condamnant des mesures telles que l'interdiction d'entrer sur le territoire américain visant les ressortissants de sept pays musulmans⁴⁸. Malgré tout cela, les évêques catholiques ne peuvent que se féliciter de bon nombre de mesures adoptées par Trump, telles celles concernant la liberté religieuse et l'objection de conscience dans le domaine de la santé, et ses nominations *prolife* aux cours fédérales, ce qui les encourage à faire preuve d'une certaine retenue dans leur condamnation des aspects moins compatibles avec la doctrine sociale de l'Église des politiques de l'administration républicaine.

En outre, certains dirigeants chrétiens ont fait part de leur satisfaction, ou ont apporté une justification théologique aux politiques menées par le locataire de la Maison-Blanche. Le conseil consultatif évangélique protestant n'a connu que deux défections depuis l'investiture, qui n'ont pas été motivées par la politique migratoire de Trump⁴⁹. Le pasteur Jentezen Franklin, l'un de ses membres, a certes protesté contre le recours à la Bible du ministre de la Justice pour justifier la séparation des familles à la frontière, mais il n'a pas pour autant renoncé à son siège de conseiller⁵⁰. Certains ont eu recours à la théologie pour justifier les politiques de l'administration, même celles en apparence les plus condamnables au regard de la foi chrétienne. Ainsi, un autre membre du conseil consultatif, le pasteur texan Robert

46. Katie Zezima, « [Mike Pence wants to keep Syrian refugees out of Indiana. They're coming anyway](#) », *The Washington Post*, 28 août 2016.

47. Jenna Johnson, Jose DelReal *et al.*, « [Pope: Donald Trump 'is not Christian' if he wants to build a border wall](#) », *The Washington Post*, 18 février 2016.

48. « [Executive order protecting the nation from foreign terrorists entry into the United States](#) », 27 janvier 2017.

49. Max Greenwood, « [Member of Trump's Evangelical Advisory Board resigns over 'conflict in values'](#) », *The Hill*, 18 août 2017.

50. « [Pastor: Jeff Sessions is Wrong](#) », CNN, 16 juin 2018.

Jeffress a excusé la politique migratoire de l'administration en invoquant Martin Luther et la théorie des deux royaumes. Selon cette théorie, il incombe seulement au gouvernement d'assurer le maintien de l'ordre et de punir les malfaiteurs. De ce fait, il est absurde de tenter d'exiger du gouvernement qu'il applique les principes de l'Évangile. Partant, le président Trump a le droit, voire le devoir, de restreindre l'immigration au nom de la protection des citoyens ou de toute raison qu'il juge nécessaire⁵¹. Quant à la directrice officielle de ce conseil et proche de Trump, la pasteure Paula White, elle a répondu à ceux qui affirmaient que Jésus lui-même était un immigré clandestin quand son père Joseph l'a emmené en Égypte pour fuir le roi Hérode, qu'étant incapable de pécher, par nature divine, Jésus n'avait pas violé la loi, contrairement aux familles séparées à la frontière avec le Mexique⁵².

De plus, il semble que ce soient les dirigeants religieux eux-mêmes qui aient contribué à propager ce sentiment de marginalisation, voire de persécution, chez les chrétiens blancs conservateurs dans les années ayant précédé l'élection de Donald Trump. Le nombre croissant de catholiques et d'évangéliques blancs ayant perçu l'administration Obama comme hostile à la religion s'inscrit dans le contexte d'une campagne concertée des dirigeants religieux conservateurs visant à mobiliser les fidèles contre la sécularisation à marche forcée censément imposée par les élites. On a ainsi pu lire dans la presse les protestations par la conférence des évêques catholiques contre des « attaques croissantes et sans précédent contre la liberté religieuse de la part de l'administration Obama⁵³ », ou sur le site de l'organisation évangélique Concerned Women for America une préoccupation contre « la tendance du gouvernement à diminuer et mépriser les droits individuels inaliénables reçus de Dieu, l'érosion de la

51. <https://www.texasobserver.org/the-little-known-theology-behind-white-evangelical-support-of-donald-trump/>.

52. Tara Isabella Burton, « [Top Trump evangelical ally: Jesus never broke immigration law](#) », *Vox*, 11 juillet 2018.

53. Timothy Dolan, « [ObamaCare and Religious Freedom](#) », *Wall Street Journal*, 25 janvier 2012.

liberté religieuse et l'imposition légale et culturelle de philosophies anti-judéo-chrétiennes à notre société⁵⁴ », autant de déclarations qui alimentent ce phénomène. Les articles que l'on peut trouver sur le site de l'organisation évangélique Focus on the Family, avec des titres tels que « Persécuter les croyants ne protège les droits civiques de personne », ou « les Églises et les pasteurs peuvent-ils être forcés à célébrer des mariages entre personnes de même sexe » ou « Hostilité à la religion : les menaces croissantes sur la liberté religieuse aux États-Unis », participent aussi de ces tentatives pour mobiliser les croyants contre les attaques de l'élite. Ensemble, catholiques, évangéliques et mormons publient en 2009, à grand renfort de médias, la « Déclaration de Manhattan », signée par des centaines de responsables et de fidèles, qui les exhorte à la « désobéissance civile contre des lois injustes, telles celles forçant les croyants à reconnaître l'union entre deux personnes de même sexe comme un mariage » ou « les forcer à participer à des avortements ou des euthanasies »⁵⁵.

Ces prises de parole critiques des élites laïques sont d'autant plus importantes que les États-Unis, contrairement aux pays d'Europe de l'Ouest, ont une religiosité forte. Si 24 % des Allemands assistent à un office religieux chaque semaine, ce chiffre s'élève à 69 % aux États-Unis⁵⁶. 62,2 millions de protestants évangéliques et 70 millions de catholiques constituent une réserve de voix non négligeable, d'autant que les fidèles n'entendent pas forcément de la part de leurs pasteurs un message anti-Trump, mais au contraire un discours sur la persécution des chrétiens.

Il semble que le populisme religieux de Donald Trump lui conserve l'appui des chrétiens conservateurs blancs, seul groupe à ne pas avoir faibli dans son soutien au président depuis son accession à la Maison-Blanche. En dépit de taux d'opinions favorables historiquement bas dans la population, allant de 36 à 42 % pendant les deux premières années de sa présidence, Donald

54. « [Religious Liberty](#) », *Concerned Women for America*.

55. « [Manhattan Declaration: A Call of Christian Conscience](#) », 20 novembre 2009.

56. Alan Cooperman et al., *America's Changing Religious Landscape*, op. cit.

Trump bat des records auprès des évangéliques blancs avec 78 % d'opinions favorables en mars 2019, et un soutien toujours fort chez les chrétiens les plus pratiquants. Chez les catholiques blancs, le taux d'opinions favorables n'était plus que de 47 % en 2018, mais tout de même de 52 % chez les catholiques blancs sans diplôme universitaire, un électorat déterminant dans les États clés qui ont fait son élection en 2016⁵⁷.

Il est difficile de distinguer dans cette satisfaction ce qui tient des promesses tenues, notamment les nominations à la Cour suprême et aux autres cours fédérales (qui ont conduit Jerry Falwell Jr à déclarer : « Je pense que les évangéliques ont trouvé le président de leurs rêves⁵⁸ »), de ce qui a trait à la dimension religieuse et identitaire du discours populiste de Donald Trump. L'analyse des réactions des chrétiens conservateurs à certaines de ses décisions les plus controversées, notamment celles concernant l'immigration, semble cependant indiquer qu'ils ne sont pas insensibles à cette instrumentalisation.

Cette hypothèse est validée par certaines études récentes qui confirment le malaise éprouvé par les chrétiens blancs face à la direction prise par leur pays. Une enquête du PRRI réalisée en juin 2018 a, à cet égard, révélé que de tous les groupes religieux, seuls les évangéliques blancs considéraient le passage annoncé pour 2045 à une Amérique où les blancs seraient en minorité comme quelque chose de négatif⁵⁹. Pour Robert Jones du PRRI, « les électeurs évangéliques blancs sont passés d'électeurs intéressés par les valeurs [religieuses] à des électeurs "nostalgiques". Ils votent désormais pour protéger la vision d'une Amérique d'antan qui leur semble être en train de disparaître⁶⁰ ».

57. Jack Jenkins, « [Should Trump worry about white Catholic and mainline Protestant votes?](#) », *Religion News Services*, 7 mars 2019.

58. Sarah Pulliam Bailey, « ['Their dream president': Trump just gave white evangelicals a big boost](#) », *The Washington Post*, 4 mai 2017.

59. Alex Vandermaas-Peeler, Daniel Cox et al., « [American Democracy in Crisis: The Challenges of Voter Knowledge, Participation, and Polarization](#) », 17 juillet 2018.

60. Yonat Shimron, « [How white evangelicals are outliers among US faith groups](#) », *Religion News Service*, 19 juillet 2018.

Du côté des pasteurs, un lobbyiste politique qui travaille à leurs côtés a constaté que bien que ces derniers ne veulent pas que du mal soit fait aux immigrants, « ils veulent sécuriser la frontière » et sont beaucoup plus intéressés par ce qu'ils voient comme une guerre « pour l'âme chrétienne de l'Amérique »⁶¹.

Ceci explique sans doute leur soutien aux politiques migratoires de Trump. D'après un sondage de janvier 2018, 75 % des évangéliques blancs voyaient comme positive « la répression fédérale contre les immigrés clandestins », contre 46 % de la population totale⁶². Le *Muslim Ban*, décret migratoire interdisant l'entrée de ressortissants en provenance du Yémen, de Syrie, de Libye, d'Iran, de Somalie et de Corée du Nord a quant à lui reçu l'approbation de trois cinquièmes des évangéliques blancs, tandis que les catholiques blancs le soutenaient et s'y opposaient à parts égales⁶³. Là encore, les dirigeants religieux, ici les évangéliques, n'ont pas joué le rôle de rempart contre un soutien des chrétiens aux mesures populistes témoignant d'une défiance envers « l'autre », comme c'est le cas en Europe : Franklin Graham, fils du légendaire pasteur Billy Graham, s'est montré favorable à une interdiction totale de l'immigration musulmane et a défendu le *Muslim Ban*⁶⁴. Quant au mur sur la frontière avec le Mexique, une enquête de 2018 révélait là encore un soutien de trois cinquièmes des évangéliques blancs, tandis que 55 % des catholiques blancs y étaient opposés. Pour Daniel Cox du PRRI, ceci s'explique par le fait que Trump, quand il présente ses politiques comme visant à protéger le statut des chrétiens blancs, rencontre, peut-être pas autant que chez les évangéliques, un

61. Michelle Boorstein et Julie Zauzmer, « Why many white evangelicals are not protesting family separations on the U.S. border », *The Washington Post*, 18 juin 2018.

62. Burton, « [Top Trump evangelical ally: Jesus never broke immigration law](#) », *op. cit.*

63. Ronald Brownstein, « [Is the GOP at risk of losing Catholics?](#) », CNN, 1^{er} mai 2018.

64. Brian Newman, « [Why evangelical voters support Trump's policy on refugees – even though evangelical leaders object](#) », *The Washington Post*, 19 juillet 2018.

certain public chez les catholiques blancs, la différence tenant au fait que vu leur histoire aux États-Unis, les catholiques sont plus favorables à la diversité⁶⁵.

Le succès rencontré par le populisme religieux de Trump auprès des chrétiens conservateurs tient enfin aux spécificités du terrain américain. Contrairement aux constats sur l'Europe, qui montrent une tradition religieuse instrumentalisée par les partis populistes radicaux, sans nécessairement de traduction sur le plan législatif et réglementaire, aux États-Unis le populisme de Trump donne lieu à l'adoption de mesures concrètes pour satisfaire un électorat religieux qui conserve un poids prépondérant dans la population. L'exemple le plus probant de ce phénomène est l'adoption de mesures en faveur du « rétablissement de la liberté religieuse », conformément à ses promesses de campagne. En mai 2017, le président a signé, à grand renfort de personnalités religieuses prétendument atteintes par ces violations – dont les Petites Sœurs des Pauvres – et de propos grandiloquents sur sa volonté de « ne plus laisser les croyants être pris pour cible, harcelés et muselés », le décret *Promoting Free Speech and Religious Liberty*, arguant que « pendant trop longtemps, le gouvernement fédéral a utilisé le pouvoir de l'État comme arme contre les croyants, brutalisant et même punissant les Américains pour avoir suivi leurs croyances religieuses ». Désormais, leur annonce-t-il lors de la signature du décret, « leur calvaire est terminé »⁶⁶. Le décret comporte trois volets. Il consiste tout d'abord à promettre que l'exécutif fera respecter avec force les systèmes de protection de la liberté religieuse ; il annonce ensuite que le département du Trésor ne prendra pas de mesures de rétorsion contre les individus ou organisations religieuses ayant parlé de questions morales d'un point de vue religieux. Enfin, il annonce que les ministères du Trésor, du Travail et de la Santé sont appelés à édicter des normes pour répondre aux objections opposées au

65. Brownstein, « [Is the GOP at risk of losing Catholics?](#) », *op. cit.*

66. Laurie Goodstein et Michael Shear, « [Trump's Order on Religious Liberty Pleases a Few, but Lets Down Many Conservatives](#) », *The New York Times*, 4 mai 2017.

mandat contraceptif⁶⁷. Ce décret, au final assez peu protecteur des chrétiens conservateurs, s'accompagne de deux nouvelles directives en octobre 2017. La première, émanant du ministre de la Justice, Jeff Sessions, donne une interprétation très large de la liberté religieuse, selon laquelle cette dernière ne doit pas être comprise comme un simple droit personnel de culte dans un lieu sacré, mais doit dans la limite du raisonnable et de la législation faire l'objet d'accommodements les plus larges possibles dans toutes les activités gouvernementales, que ce soit en matière d'emploi, de sous-traitance ou de programme, ce qui permettrait par exemple à une entreprise sous contrat avec l'État fédéral de ne pas avoir à respecter les lois anti-discrimination au nom de leurs croyances. L'autre directive émane du ministère de la Santé : elle abroge *de facto* le *contraceptive mandate* de la réforme de santé d'Obama, en donnant à tout employeur, qu'il soit un individu ou une société cotée en bourse, le droit de s'en affranchir au nom d'une « croyance religieuses sincère » ou de ses « convictions morales » qui le conduisent à ne pas vouloir financer la contraception de ses salariées. En janvier 2018, c'est une nouvelle sous-direction « Conscience et liberté religieuse » qui est établie au sein du ministère de la Santé, dont le rôle est d'enquêter sur les plaintes déposées par des personnels de santé qui auraient été contraints d'accomplir des actes contraires à leurs convictions religieuses ou morales⁶⁸.

CONCLUSION

Le président Trump a su, comme nombre de ses homologues populistes de droite européens, capter l'air du temps et le sentiment de marginalisation éprouvé par un grand nombre de ses concitoyens chrétiens blancs. En maniant ce discours avec force et en promettant des mesures attendues par la droite chrétienne depuis quarante ans, il est parvenu, contre toute attente, à la convaincre d'appuyer sa

67. « [Presidential Executive Order Promoting Free Speech and Religious Liberty](#) », 4 mai 2017.

68. Sarah Pulliam Bailey, « [HHS is targeting health workers' religious objections. Here's why](#) », *The Washington Post*, 19 janvier 2018.

candidature. En ceci, le cas Trump se démarque de celui des partis européens aux programmes et discours similaires. Cela s'explique par un contexte américain distinct, avec une population encore fortement religieuse, et un nombre important d'Églises assez favorables au programme du candidat républicain. Cela découle en outre de l'adoption de nombreuses mesures chères au cœur des chrétiens conservateurs et le recours continu et sans équivoque à un discours identitaire et de défense de la nation chers à un électorat inquiet de son déclin et de sa marginalisation dans la nation même qu'il estime avoir fondée. Ce soutien, s'il se transforme en mobilisation pour les élections de 2020, peut s'avérer déterminant pour le président sortant. La campagne pour sa réélection qui s'amorce sera donc à surveiller de près pour voir si Trump continue de recourir à ce discours religieux-identitaire, et de quelle manière les dirigeants chrétiens prennent position.

Pour aller plus loin

- BEN BARKA Mokhtar, « Donald Trump et le vote évangélique », in Blandine Chelini-Pont et Marie Gayte, « Religions et élections présidentielles de 2016 aux États-Unis », *Babel*, n° 14, 2018.
- COOPER Betsy, COX Daniel, LIENESCH Rachel et JONES Robert, « [Anxiety, nostalgia, and mistrust. Findings from the 2015 American Values Survey](#) », PRRI, juillet 2016.
- CREMER Tobias, « [Defenders of the faith: why right-wing populists are embracing religion](#) », *The New Statesman*, 30 mai 2018.
- DE HANAS Daniel Nilsson et SHTERIN Marat, « Religion and the Rise of Populism », *Religion, State and Society*, 46:3, 2018, p. 177-185.
- MARZOUKI Nadia, MCDONNELL Duncan et ROY Olivier (dir.), *Saving the People: How Populists Hijack Religion*, Hurst, 2016.
- OZZANO Luca, « Religion, cleavages and right-wing populist parties: The Italian Case », *The Review of Faith and International Affairs*, 17:1, 2019, p. 65-77.
- SMITH Gregory et MARTINEZ Jessica, [How the faithful voted: A preliminary 2016 analysis](#), Pew Research Center, 9 novembre 2016.
- ZUQUETE Jose Pedro, « Populism and Religion », in Cristobal Rovira Kaltwasser et al., *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford University Press, 2017, p. 445-466.

THE OTHER SLEEPING GIANT: THE (NON-) VOTE OF THE RELIGIOUSLY UNAFFILIATED

Lauric Henneton

Maître de conférences HDR (Université de Versailles Saint-Quentin)

ABSTRACT

While White Christian America has been receding for years, the religiously unaffiliated, or “nones,” have been increasing. Although, as a whole, it should be a decisive boon to the Democrats, its low turnout marks it as a ‘sleeping giant’, whose political clout does not reflect its increasing numerical weight.

INTRODUCTION

In an opinion piece published by the British *Guardian*, renowned Democratic pollster Stanley Greenberg wrote that “the U.S. is now beyond the electoral tipping point, driven by a new progressive majority in the electorate: racial minorities (black and Hispanic) plus single women, millennials (born between 1982 and 2000) and secular voters together formed 51% of the electorate in 2012; and will reach a politically critical 63% next year.” “Next year” was 2016, as Greenberg’s piece appeared on November 5, 2015, almost one year to the day before Donald Trump proved him emphatically wrong. Greenberg was not alone in predicting the emergence of a permanent Democratic majority based on demographic categories vital to the Democratic party: John Judis and Ruy Teixeira had been announcing its advent since 2002.¹ The demographic and sociological determinism behind Greenberg’s reasoning feeds most political commentary in the

1. Stanley Greenberg, « I’ve seen America’s Future – and it’s not Republican », *The Guardian*, 5 Nov., 2015; John Judis and Ruy Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, Scribner, 2002.

press as well as campaign strategies aimed at specific subgroups in the electorate. Barack Obama's election in 2008 and reelection in 2012 seemed to validate the argument that a structural permanent Democratic majority had come to pass. However, it failed to account for clear Republican victories in midterm elections in 2010 and 2014. Furthermore, the 2016 election saw not only Donald Trump get elected but also a Republican House and Senate, indicating that if the future was not Republican, at least the present clearly was.

Yet, the population of the United States is indeed exactly as Greenberg describes: increasingly diverse and religiously unaffiliated. How, then, can Republican victories be explained in a demographic configuration that seems so favorable to the Democrats? To paraphrase Bill Clinton's strategist James Carville in 1992, "It's the turnout, stupid!"² The image that best describes the situation is that of the "sleeping giant": it is big, but it is sleeping and is therefore innocuous. The sleeping giant metaphor has been used to describe the Hispanic electorate, but this paper argues that the image also neatly fits the religious unaffiliated, or "nones," that share the same characteristics: their growth in American society has been spectacular; their impact on American elections has been, at best, modest.³

THE END OF WHITE CHRISTIAN AMERICA?⁴

The population of the United States has been diversifying at a rapid pace over the last decades and projections show that all the states in the Sun Belt, from California and Nevada to Texas, Florida and Virginia, plus Illinois and New York, should have

2. William Frey, "Census shows pervasive decline in 2016 minority voter turnout," The Brookings Institution, 18 May 2017; Michael McQuarrie, "The Revolt of the Rust Belt: Place and Politics in the Age of Anger," *British Journal of Sociology*, 68:1, 2017, p. 124-127.

3. This follows my argument in Lauric Henneton, *La Fin du rêve américain ?* Odile Jacob, 2017.

4. Robert P. Jones, *The End of White Christian America*, Simon & Schuster, 2016.

a majority of minority eligible voters by midcentury.⁵ At least since 2004, the share of the white electorate has steadily declined, from 75.2% (2004) to 68.9% (2016), while the share of Hispanic eligible voters has increased from 8.2% to 11.9%. However, Whites remain overrepresented among actual voters: from 79.2% in 2004 to 73.3% in 2016, while Hispanics have been underrepresented (6% in 2004; 9.2% in 2016). The share of black eligible and actual voters has increased steadily and matches fairly well their share of the general population (12% in 2016).⁶ On election day in 2016, the long-expected "Hispanic voter surge" that was supposed to decide the election was announced by Nate Cohn in the *New York Times* and shaped the narrative that Clinton was winning. That surge may have helped Hillary Clinton win the popular vote, but not the electoral college. In the Rust Belt states around the Great Lakes (Wisconsin, Michigan, Ohio, Pennsylvania) as well as in some key states such as North Carolina and Florida, the decisive factor was more probably that African American turnout was lower than in 2012.⁷ Among the 26.7 million Hispanic eligible voters, the number of actual voters (12.7 millions) kept increasing, but remained lower than the 14 million who failed to vote. Whether they would have contributed to keep Wisconsin, Michigan, Ohio and Pennsylvania "blue" is another question, but they certainly illustrate the concept of the "sleeping giant": big, growing and not voting.

The "sleeping giant" image can arguably be applied to the religiously unaffiliated, or "nones," insofar as, much like the Hispanics, they have been growing at a spectacular pace over the

5. William Frey, *Diversity Explosion: How New Racial Demographics are Remaking America*, Brookings, 2014; Ruy Teixeira, William Frey and Robert Griffin, *States of Change: The Demographic Evolution of the American Electorate*, Center for American Progress / Brookings Institution / American Enterprise Institute, 2015.

6. W. Frey, "Census shows pervasive decline in 2016 minority voter turnout"; Jens Manuel Krogstad and Mark Hugo Lopez, *Black voter turnout fell in 2016, even as a record number of Americans cast ballots*, Pew Research Center "Fact Tank", 12 May 2017.

7. *Ibid.*; Nate Cohn, "This time, there really is a Hispanic Voter Surge," The Upshot, *The New York Times*, 7 Nov. 2016.

last decade in particular. Their growth seems bound to continue, but they have repeatedly failed to turn out and their electoral impact has been accordingly more modest than it might have been. Like Hispanic underrepresentation, it may be argued that the disappointing mobilization of the religiously unaffiliated contributed to cost Hillary Clinton the presidency.

The major trend among religious groups in the United States has been the slow but steady decline of the major religious traditions, especially among whites (evangelical Protestants, mainline Protestants, Catholics). If the share of White Christians varies enormously from one state to another, it has declined in each and every state over the last decade at least.⁸ Meanwhile, the share of the religiously unaffiliated has been growing rapidly, from about 5-7% of the population in the 1980s and 1990s to about 25% in 2016. There are more “nones” than any other main religious groupings (White evangelicals, Catholics...) in at least twenty states, plus three where the “nones” share the top slot with Catholics (Wisconsin and Minnesota) and White evangelicals (Ohio). The states where the “nones” are the most numerous “religious” group defy geographical definition as they range from Vermont to Hawaii, from Maine to Colorado and from California to Nebraska. They include reliably Democratic states (West Coast states and Hawaii), solidly Republican states such as Idaho and Nebraska, and most importantly a number of traditional swing states (Florida, Virginia, Colorado, Nevada and Ohio), some of which have been increasingly leaning Democratic.⁹ However, if both the trend and the geographical distribution seem propitious for the Democrats, the “nones” have systematically turned out at rates markedly lower than their share of the population: in 2016, they were 25% of the adult population but only 15% of the voters, and the gap has been growing, not closing (17% of the population in 2008, 12% of the voters). Like Hispanics, the

8. Betsy Cooper *et al.*, *Exodus: Why Americans are Leaving Religion – and Why They’re Unlikely to Come Back*, Public Religion Research Institute, 2016; Daniel Cox *et al.*, *America’s Changing Religious Identity: Findings from the 2016 American Values Atlas*, Public Religion Research Institute, 2017.

9. Cox *et al.*, *America’s Changing Religious Identity*, appendix 1.

religiously unaffiliated have what William Frey calls a “translation problem.”¹⁰

A MISLEADINGLY SIMPLE LABEL

The relatively extensive coverage of the rise of the “nones” in the media has obscured as much as it has helped understand the phenomenon. The main reason is the confusing label that is used: whether referred to as “unaffiliated” or “nones” (after the box they tick in surveys or the decennial census) their common denominator is negative. In other words, what they have in common is that they are *not* something and there is one place where we know they cannot be found on Sunday mornings: churches. However, they should not be reduced to atheists. The reality is much more complex and illustrates how unsatisfactory the term “none” is.

In 2014, *declared* atheists and agnostics made up a small third of the entire group, the other two thirds (69%), the “nothing in particular,” being divided between those for whom “religion is important” (30%) and those for whom “religion is not important” (39%). The share of atheists in the general population of the United States has admittedly doubled between 2007 and 2014, but from 1.6% to 3.1%, half the size of the “nothing in particular” for whom “religion is important” (6.9% of the general population). The “religiously unaffiliated” only have in common that they do not want to be counted as belonging to one of the numerous established religious groups or traditions, but it does not mean that they reject belief in God or the divine at all, or tenets of a particular creed, or that they do not practice. The group therefore includes steadfast atheists as well as believers who pray more or less daily.¹¹

10. William Frey, “Minority Myths vs Reality,” *American Demographics*, October 2004, p. 33-35.

11. Alan Cooperman *et al.*, *America’s Changing Religious Landscape*, Pew Research Center, 2015, p. 30.

The Public Religion Research Institute (PRRI) has produced an alternative typology:

1) *Rejectionists*, for whom religion is not important and does more harm than good;

2) *Apathetists*, for whom religion is not important but who still consider that it does more good than harm;

3) *Unattached believers*, who think religion is important and does more good than harm.

This typology is based on answers to questions, rather than on self-identification and circumvents the problem of respondents who might be reluctant to identify as atheists even if they objectively are.¹² The PRRI has identified other fault lines, among which educational attainment (unattached believers are twice as likely as rejectionists to have a high school degree at the most, while rejectionists are three times as likely as unattached believers to hold a college degree), and race and ethnicity (half of unattached believers but three quarters of rejectionists are white, while unattached believers are four times as likely as rejectionists to be black). In other words, rejectionists are much more likely to be white and college-educated than unattached believers. One disturbing finding of the PRRI study is that there is no single clearly identified reason for respondents to have left organized religion. Between one in eight and one in three mention reasons such as churches' excessive focus on politics, a traumatic event, the clergy sexual-abuse scandal or religious teachings hostile to gay and lesbian people as an important reason for leaving organized religion. The only factor a majority of respondents (60%) consider important in pushing them to disaffiliate is that they "stopped believing in the religion's teaching."¹³

Moreover, as an increasing number of "nones" have had children, their children have raised as "nones" and are highly likely to identify as such. Nones breed nones and "transmission rates

of non-religion have strengthened over time."¹⁴ Besides having unaffiliated parents and attending services less often or not at all during childhood, an increasing number of nones have unaffiliated spouses, which increases even more the likelihood that their own children are unaffiliated as well. The postponing of marriage-age and having children also contributes to pushing up the number of nones. However, sheer numbers are only part of the story: recent research has highlighted the instability of "nones" as a category of self-identification with about a third of "liminal" nones in follow-up interviews: liminal nones are those who either identified as none in one interview and then as affiliated the following year, or vice versa. On the whole numbers remain stable, but this stability conceals internal variations.¹⁵

Predictably, having left churches as institutions, the religiously unaffiliated are not eager to align themselves with either political party: 47% consider themselves independents, 33% Democrats and 11% Republicans. Yet, those independents clearly are "democratic-leaning", as exit polls have repeatedly shown. Between two-thirds and three-quarters of the "nones" have voted for the Democratic candidates in the last four presidential elections. In 2016, they were 68% while 26% voted for Donald Trump, but in 2008, a landmark year for Democratic mobilization, Obama received 75% of the "none" vote and John McCain 23%. Trump won the same share of "nones" as Mitt Romney, and more than McCain, while Hillary Clinton lost a substantial chunk, but most of the decrease had already taken place between 2008 and 2012, when Obama got only 70% of

14. Vern L. Bengtson *et al.*, "Bringing Up Nones: Intergenerational Influences and Cohort Trends," *Journal for the Scientific Study of Religion*, 57:2, 2018, p. 258-275; Joseph O. Baker and Buster G. Smith, "The Nones: Social Characteristics of the Religiously Unaffiliated," *Social Forces*, 87:3, Mar. 2009, p. 1251-1263.

15. Chaeyoon Lim, Carol Ann MacGregor and Robert D. Putnam, "Secular and Liminal: Discovering Heterogeneity Among Religious Nones," *Journal for the Scientific Study of Religion*, 49:4, Dec. 2010, p. 596-618; Michael Hout, "Religious Ambivalence, Liminality, and the Increase of No Religious Preference in the United States, 2006-2014," *Journal for the Scientific Study of Religion*, 56:1, 2017, p. 52-63.

12. Cooper *et al.*, *Exodus: Why Americans are Leaving Religion*.

13. *Ibid.*

the none vote (-5). In other words, the none vote did not vary dramatically from 2012 to 2016 in spite of the Trump factor. Trump's embrace of the evangelicals as his bedrock base failed to massively push the "nones" into Clinton's arms, at least in 2016, but that is significant.¹⁶

GENERATIONAL REPLACEMENT DEFERRED

The evolution of the age distribution of religious groups is the key to understanding how recent and possibly future electoral races have unfolded and will unfold. The share of evangelical Protestants has eroded as the group has aged quite significantly over the last thirty years. Between 1987 and 2016, the share of evangelicals aged 18 to 29 has shrunk by half (20% to 11%) while the share among people over 65 has increased from 23% to 30%. In 1987, 54% of evangelicals were below 49 years old; in 2016, 62% were over 50. The religious identity is well correlated to age: in 2016, the younger Americans are, the more likely they are to identify as "nones" (38%) and the least likely as evangelicals (8%), while people over 65 are the most likely to identify as evangelicals (26%) and the least likely as "nones" (12%). Nothing, not even 9/11 or the Great Recession, seems to have durably disrupted the trend and it may safely be assumed that the next generation, not yet surveyed, will be at least as likely as today's 18-29s to identify as "nones" while evangelicals among that age group will predictably amount to less than 8%. As the over-65s are slowly being replaced by younger generations, the share of evangelicals in the electorate will automatically decline.¹⁷

16. Cox *et al.*, *America's Changing Religious Identity*; Gregory Smith and Jessica Martinez, *How the Faithful Voted: A Preliminary 2016 Analysis*, Pew Research Center "Fact Tank", 9 Nov. 2016.

17. Cox *et al.*, *America's Changing Religious Identity*; Daniel Cox, "Are White Evangelicals Sacrificing The Future In Search Of The Past?" *FiveThirtyEight.com*, 24 Jan. 2018.

However, the displacement of evangelicals, the bedrock of Republican majorities, by "nones," a solid Democratic electorate - when it does turn out - will be slowed by the extraordinary voting discipline of evangelicals. Much as they are bent to share the "good news" as evangelicals, they reliably contribute to getting out the vote, on top of being extremely reliable voters themselves. This explains why, election after election, their share of the population decreases but they remain consistently and sometimes spectacularly overrepresented in polling stations, especially where it matters most. In the 2016 presidential election, for instance, their share of the vote was systematically higher than their share of the population in Ohio, Michigan, Wisconsin, Florida and North Carolina, whereas the nones were systematically underrepresented. In Ohio, where nones and evangelicals both amount to 23% of the population, evangelicals were 33% of the actual voters while nones made up only 16% of the voters, half as many. In Michigan and Wisconsin, two decisive states for Trump, nones clearly outnumber evangelicals (respectively 25/18% and 25/15%), yet on election day, at least in Michigan (figures for Wisconsin are not available), evangelical voters outnumbered nones by a wider margin (27% to 16%). Clinton lost Michigan by 10,704 votes: the poor showing of nones on election day cost her many more votes than her losing margin. It may therefore safely be argued that stronger turnout among the nones, and stronger mobilization by the Clinton campaign, would have neutralized and overcompensated the evangelical support for Trump. Obviously, the same scenario played out in other crucial states. Other factors also played a role, such as the unusually low turnout among black voters in cities and urban counties,¹⁸ but the low turnout of the "nones" definitely played a crucial part in deciding the election in favor of Donald Trump and his disciplined evangelical base.

18. In Wayne County, Michigan, Hillary Clinton got 70,000 fewer votes in 2016 than Obama in 2012 and she lost the state by a little more than 10,000 votes. The same scenario played out in Milwaukee, Wisconsin. In those two specific cases, the low turnout of the nones is combined with lower turnout among African Americans.

Figure 1

Evangelicals vs Nones on Election Day, 2016

Nov. 2016	White Evangelicals		Nones	
	% population	% voters	% population	% voters
Ohio	23	33 (+10)	23	16 (-7)
Michigan	18	27 (+9)	25	16 (-9)
Wisconsin	15	28 (+13)	25	N/A
Florida	15	21 (+6)	23	17 (-6)
North Carolina	28	38 (+10)	19	N/A

Sources: American Values Atlas (PRRI) and exit polls from various news outlets

In the 2018 midterm election, (white) evangelical Protestants were not dispirited by the first two years of Trump’s presidency and they turned out accordingly. Once again, their share of the vote was higher than their share of the population, sometimes, like in Florida, by a ratio of 2-to-1. As the two most closely watched races in Florida happened to be incredibly close, it is safe to assume again that the evangelical boost on the Republican side pushed both Rick Scott and Ron DeSantis beyond the finish line in first position. In Texas, evangelicals supported Ted Cruz (for Senate) less than Greg Abbott (for governor), but enough to ensure Cruz’s reelection against an unusually strong Democratic candidate (Beto O’Rourke). When the Republican candidate is challenged, the evangelicals are a vital firewall. When an election is open, their civic discipline (they vote and get out the vote) is decisive. On the contrary, the nones are sometimes more numerous than the evangelicals in a given state, like Michigan in 2016, but on election day, this theoretical advantage is reversed by their poor showings and the lopsided support of evangelicals for the Republican candidate. In the context of the Trump presidency, the support of the evangelicals for a number of candidates varied (see figure 2). The nones’ turnout seemed to increase noticeably, from 12% of

voters in the 2014 midterm election to 17% and they probably helped the Democrats get more votes, if not more seats.¹⁹

Figure 2

The ongoing overrepresentation of evangelicals in the midterm election, 2018

Evangelicals in 2018	% pop. (PRRI)	% Voters (CNN)	Margin (in %)
Florida	14	29	R(Sen) 80-20 R(Gov) 77-22
Missouri	23	38	R 75-23
Texas	16	27	R(Sen) 81-18 (Ted Cruz) R(Gov) 87-10
Indiana	24	41	R(Sen) 71-23
Tennessee	33	48	R(Sen) 77-21 R(Gov) 83-16

Sources: PRRI and CNN (exit polls)

CONCLUSION: REACHING OUT TO THE NONES (OR DIE TRYING)

For the Democrats, electoral victory is not yet as automatic as Greenberg predicted. Demographic shifts, if necessary, are by no means sufficient. The vital ingredient is mobilization and it is of two types: in 2008 at least, Barack Obama mobilized a young and diverse electorate fired up by enthusiasm; in 2016, while Donald Trump seems to mobilize voters against him. Mobilization, in this case, is not fueled by enthusiasm so much as it is by outrage. Therefore, the predicted permanent and structural Democratic majority is still somewhere in the future, perhaps in the distant future.

19. Much as the single label “nones” obscures the diversity of the category, the label “evangelicals” is misleading. In opinion polls and exit polls (used here), respondents are asked to identify as “evangelicals / born-again Christians,” so the category analyzed here is not an objective category but a self-declaratory category. Because of the methodological limitations inherent in polling, we should keep in mind that we are dealing with imperfect categories.

To achieve it also implies a strong degree of persistence in voting groups, which is open to question: will Millennials remain progressive as they get older? For the time being, they skew solidly on the Democratic side but it is not set in stone. The Hispanic vote also skews markedly for the Democrats (usually a 2-to-1 to 3-to-1 ratio) and Trump's hostility towards migrants from south of the border might not help the Republicans here. But as the second and third generations get more Americanized – more highly educated, earning more, accessing the middle class, paying more taxes, intermarrying, speaking much more English than Spanish, leaving the Catholic church for Evangelical churches or no church at all – will they remain as Democratic as today?

More generally, Democrats will have to campaign beyond anti-Trumpism, which might mobilize in the short term, but will not last more than two presidential terms at the most. Young voters turned out in much higher numbers in November 2018, surprisingly enough for midterm elections, when turnout is proverbially low, possibly spurred by the “Parkland effect,” after the mass shooting in a Florida high school in February 2018. The surviving students have launched into a very active (and closely followed) mobilization campaign on social networks and their efforts seem to have borne fruit. Yet, it remains to be seen whether this mobilization lasts.

For the Democrats, reaching out to the nones is particularly challenging for the reasons mentioned above: the group is defined by what it is *not* and is made up of very different people in racial, ethnic and educational terms. Yet, because they seem to be mainly young and educated, reaching out to Millennials and Post-Millennials in general and high-school and college students in particular may be a way of reaching nones while not targeting them specifically. Of late, Democrats have been helped by interesting and increasingly successful grassroots mobilization efforts, such as Run for Something, an advocacy group that helps Millennials run for office, especially for local ballots, in the hope that those new candidates, once seasoned, will be more ambitious and run for higher offices. Among those

Millennials running for something, there must be a good third of nones.²⁰

Some groups have been trying to reach out to nones more specifically: among them is the Secular Coalition for America, which has a national website with educational pages and resources, state chapters and is (more or less) active on social networks.²¹ They campaign on issues such as the separation of church and state but also reproductive rights and racial tolerance, share news articles, and try to raise awareness (and funds). Another similar initiative is the Secular Student Alliance, which operates on campuses, where nones are more likely to be found.²² They rely on the same electronic apparatus and offer to help volunteers organize their own chapters on campuses where none exist. Those grassroots efforts are fairly typical and openly apolitical even though the issues they support unquestionably skew on the side of Democrats and, perhaps even more, against Republicans and their evangelical allies. Other national groups such as American Atheists (founded in 1963) are meeting points for fellow travelers more than they seem to get out the none vote. They educate and raise awareness, they gather state chapters into a national forum, but they do not seem to be very active when it comes to getting out the vote, getting eligible voters registered. Before the predicted Democratic majority emerges, this lack of electoral mobilization may come at a price, that of remaining in the opposition.

20. Run for Something: <https://runforsomething.net/>

21. The Secular Coalition for America provides a single voice to 19 member organizations, such as American Atheists, the American Humanist Association; BlackNonbelievers; the Freethought Society; MilitaryAtheists and the Society for Humanistic Judaism: <https://secular.org/>

22. Secular Student Alliance: <https://secularstudents.org/>. As of Feb. 11, 2019, its website boasts 308 student organizations 1,421 secular programs at schools. The Secular Student Alliance is one of the 19 member organizations in the Secular Coalition for America.

Bibliography

- COOPER Betsy *et al.*, *Exodus: Why Americans are Leaving Religion – and Why They’re Unlikely to Come Back*, Public Religion Research Institute, 2016.
- COOPERMAN Alan *et al.*, *America’s Changing Religious Landscape*, Pew Research Center, 2015.
- COX, Daniel *et al.*, *America’s Changing Religious Identity: Findings from the 2016 American Values Atlas*, Public Religion Research Institute, 2017.
- HENNETON Lauric, *La Fin du rêve américain ?* Odile Jacob, 2017.
- JONES Robert P., *The End of White Christian America*, Simon & Schuster, 2016.
- PUTNAM Robert D. and David E. CAMPBELL, *American Grace: How Religion Divides and Unites Us*, Simon & Schuster, 2010.
- SUTTON Matthew Avery, and Darren DOCHUK, eds., *Faith in the New Millennium: The Future of Religion and American Politics*, Oxford University Press, 2016.
- WUTHNOW Robert, *After the Baby Boomers: How Twenty- and Thirty-Somethings are Shaping the Future of American Religion*, Princeton University Press, 2007.

BIOGRAPHIES DES AUTEURS

Andréanne Bissonnette, doctorante en science politique à l’Université du Québec à Montréal, est chercheure en résidence à la Chaire Raoul-Dandurand. Dans le cadre de sa maîtrise, elle a travaillé sur les impacts de l’intersection entre les politiques d’immigration et d’accès aux soins de santé sur les migrantes non documentées au Texas et en Arizona. Elle poursuit ses recherches doctorales sur l’accès des femmes latino-américaines à l’avortement aux États-Unis. Ses études doctorales bénéficient d’une bourse Bombardier-CRSH. Elle s’intéresse également aux études frontalières, à la dynamique femmes et politique aux États-Unis, ainsi qu’au vote latino-américain et LGBTQ dans les élections. Andréanne Bissonnette est co-auteure d’un chapitre portant sur la sexualité des migrantes non documentées et a présenté ses recherches dans plusieurs conférences internationales.

Christophe Cloutier-Roy est candidat au doctorat en science politique à l’Université du Québec à Montréal et chercheur en résidence à l’Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Il est également détenteur d’une maîtrise en histoire de l’Université Laval. Dans le cadre de ses recherches, il s’intéresse à l’histoire du Parti démocrate et de la gauche aux États-Unis, aux institutions politiques américaines et aux relations entre les États-Unis et le Québec et le Canada.

Anne E. Deysine est américaniste, diplômée de l’IEP de Paris et de la faculté de droit de Paris II. Professeur émérite de l’université Paris Nanterre où elle a dirigé pendant vingt ans un Master d’affaires internationales, elle s’est spécialisée sur les questions juridiques et politiques aux États-Unis. Son dernier ouvrage publié chez Dalloz en 2015 est consacré à la Cour suprême des États-Unis.

Caroline Fredrickson is the president of the American Constitution Society (ACS). She has published works on many legal and constitutional issues and is a frequent guest on television and radio. She is also the author of *Under The Bus: How*

Working Women Are Being Run Over and *The Democracy Fix: How to Win the Fight for Fair Rules, Fair Courts, and Fair Elections*. Before joining ACS, Caroline served as the director of the ACLU's Washington legislative office and as general counsel and legal director of NARAL Pro-Choice America. In addition, Caroline was chief of staff to Senator Maria Cantwell and deputy chief of staff to the then-Senate Democratic Leader Tom Daschle. During the Clinton administration, she served as special assistant to the president for legislative affairs.

Frédéric Gagnon est titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis au sein de cette même chaire. Professeur titulaire au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal où il enseigne la vie politique aux États-Unis, il a publié, seul ou en collaboration, des ouvrages sur le Congrès des États-Unis, les institutions politiques aux États-Unis, la politique étrangère des États-Unis ou encore la représentation de l'État de sécurité nationale américain dans le cinéma hollywoodien. Ses articles universitaires ont été publiés dans des revues comme *Foreign Policy Analysis*, *Études internationales*, *Politique américaine*, *Québec Studies* ou encore la *European Review of American Studies*.

Marie Gayte est agrégée d'anglais et maître de conférences en civilisation nord-américaine à l'université de Toulon. Sa recherche porte sur les interactions entre religion et politique dans les États-Unis contemporains, que ce soit sur le plan de la politique intérieure ou celui de la politique étrangère. Elle a dirigé avec Mark Rozell et Blandine Chelini-Pont *Catholics and US Politics after the 2016 Election: Understanding the Swing Vote*, paru chez Palgrave Macmillan en 2018, et prépare actuellement une histoire des relations entre le Vatican et les États-Unis.

Lauric Henneton est agrégé d'anglais, docteur en civilisation anglo-américaine et habilité à diriger des recherches en science politique de l'IEP de Paris. Il est maître de conférences à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines. Il est l'auteur

d'une *Histoire religieuse des États-Unis* (Flammarion, 2012), de *La Fin du rêve américain ?* (Odile Jacob, 2017) et d'un *Atlas historique des États-Unis* (Autrement, 2019). Il est en outre fondateur et codirecteur de la Summer Academy of Atlantic History.

Frédéric Heurtebize est maître de conférences en histoire et civilisation américaines à l'université Paris Nanterre. Ancien boursier Fulbright, il a été chercheur associé aux universités Georgetown et Johns Hopkins-SAIS à Washington. Spécialiste de la politique étrangère des États-Unis, il a publié *Le Péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme* (PUF, 2014) ainsi que des articles, notamment dans *Diplomatic History*, *Journal of Transatlantic Studies*, *Vingtième siècle* ou *Relations internationales*. Il co-dirige actuellement un volume intitulé *Alliances and Power Politics in the Trump Era* à paraître chez Palgrave Macmillan. Il est par ailleurs membre du comité de rédaction de la revue *Politique américaine*.

François Vergniolle de Chantal est professeur de civilisation américaine à l'Université Paris Diderot. Son dernier ouvrage est *L'Impossible Présidence impériale*, Paris, Éditions du CNRS, 2016. Il co-dirige aussi la revue *Politique américaine*.

Maud Quessard, maître de conférences des universités, est chercheur États-Unis à l'IRSEM. Diplômée de Sciences Po, spécialiste de politique étrangère américaine, elle a enseigné à l'Université de Poitiers, à Sciences Po Paris et Paris 2. Elle a récemment publié *Stratégies d'influence et guerres de l'information : propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide*, PUR (2019). « Méditerranée orientale : l'impossible poursuite du désengagement américain ? », *Revue Défense Nationale* (2019) ; « Les diplomaties de l'entertainment au service du nation branding américain », in Thierry Balzaq, Frédéric Ramel, Frédéric Charillon (dir.), *Manuel de diplomatie*, Presses de Sciences Po, coll. « Relations internationales », 2018 ; avec David Haglund, « How the West Was One: France, America, and the "Huntingtonian Reversal" », *Orbis Journal of World Affairs*, automne 2018.

LES ÉTATS-UNIS DIVISÉS

LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE À L'ÉPREUVE DE LA PRÉSIDENTICE TRUMP

Frédéric Gagnon, Frédéric Heurtebize
et Maud Quessard (dir.)

Quel est l'effet des divisions sociales et de la polarisation de l'électorat américain sur la présidence de Trump ? Où en sont les deux grands partis politiques, eux-mêmes aux prises avec leurs propres divisions internes, entre progressistes et centristes du côté démocrate, et trumpistes et sceptiques de Trump du côté républicain ? Où en est d'ailleurs la « trumpisation » du Parti républicain ? Quelles lignes les partis adoptent-ils après les *midterms* de 2018 et en vue de l'élection présidentielle de 2020 ? Quelles sont leurs stratégies pour rejoindre les divers segments de l'électorat, dont l'électorat latino-américain, les conservateurs moraux charmés par le populisme religieux de Trump, ou encore les électeurs éloignés de la religion ? De façon plus générale, quel est l'effet des contre-pouvoirs institutionnels sur la présidence Trump, dont le pouvoir judiciaire, le Congrès et la bureaucratie ?

À un an des élections américaines de 2020, cette étude bilingue et interdisciplinaire a pour vocation d'apporter un éclairage sur l'impact de trois années de présidence Trump sur les déterminants intérieurs de la puissance américaine.